

Andrea Zorzi et William J. Connell (dir.), *Lo Stato territoriale fiorentino (secoli XIV-XV) Ricerche, linguaggi, confronti*, Pise-San Miniato, Pacini/Fondazione Centro di studi sulla civiltà del Tardo Medioevo, « Biblioteca-2 », 2001, XIV-675 p.

Charles De la Roncière

DANS **ANNALES. HISTOIRE, SCIENCES SOCIALES** 2004/4 59e année , PAGES XIV À XIV
ÉDITIONS **ÉDITIONS DE L'EHESS**

ISSN 0395-2649

ISBN 9782713218378

Date de mise en ligne : 01/08/2004

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-Annales-2004-4-page-XIV?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'EHESS.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Isabella Lazzarini*L'Italia degli Stati territoriali*

Rome-Bari, Laterza, 2003, VIII-199 p.

Connue pour ses travaux sur Mantoue et les Gonzague, Isabella Lazzarini propose une mise au point sur l'Italie des États de la Renaissance, encore appelés États régionaux, ou, comme ici, territoriaux. L'ouvrage est en effet centré sur deux motifs étroitement associés : la simplification de la géographie politique italienne entre 1250 (mort de Frédéric II – non pas à Lucera comme écrit p. 61, mais à Fiorentino – et dissolution du lien entre péninsule et projet impérial) et 1454 (équilibre provisoirement réalisé entre Milan, Venise, Florence, Naples et Rome par la paix de Lodi) ; une construction étatique qui ne ressemble plus aux cités-États du XIII^e siècle, sans être assimilable pour autant à l'État centralisé, unifié et rationnellement administré de la fin des Temps modernes et du XIX^e siècle.

Les obstacles, chronologiques, bibliographiques et méthodologiques à une telle synthèse sont évidents. Partir des années 1250 et non pas des classiques « crises » du milieu du XIV^e siècle est un choix excellent, qui restitue à la périodisation des derniers siècles du Moyen Âge une signification politique. La bibliographie mobilisée – les citations sont nombreuses et toujours scrupuleusement attribuées – rend bien compte de l'abondance et de la qualité des études réalisées en Italie depuis l'ouvrage fondateur dirigé par Giorgio Chittolini¹. La difficulté méthodologique n'est pas moindre. En amont, la diversité des expériences politiques, communale, royale, impériale et pontificale, a engendré des traditions historiographiques fortement compartimentées. En aval, le paradigme de l'État

moderne propose la facile tentation d'une histoire téléologique. Entre les deux, un foisonnement d'ambitions personnelles et dynastiques, de rivalités politiques et territoriales, d'inventions administratives et culturelles, de dominations urbaines et de triomphe des élites dont il semble difficile de rendre compte en deux cents pages. I. Lazzarini y parvient pourtant, en organisant son propos autour de deux idées principales : l'État territorial repose sur une logique d'équilibre entre des sujets politiques multiples et variés dont l'autorité supérieure (roi, prince, seigneurie urbaine) se doit d'être le garant ; en dépit de leurs diversités, les États italiens des XIV^e-XV^e siècles participent d'un même système, d'une authentique *koinè*.

La première partie de l'ouvrage parcourt le champ documentaire et l'historiographie du sujet, la deuxième expose les structures, la dernière, les dynamiques. La présentation des structures commence par un rappel des forces en présence et synthétise la complexe compétition territoriale qui les oppose. L'auteur insiste sur l'organisation des territoires et ses fondements. L'appareil d'État, relativement homogène, est en plein développement : créations d'ambassades à demeure, bond en avant de la fiscalité, essor d'une justice pénale publique. Le modèle de l'officier professionnel vivant de son office se diffuse progressivement : né dans les États monarchiques, il est adopté, dans le second Quattrocento, par les villes de tradition communale. L'analyse de la société, dernier chapitre de la deuxième partie, développe principalement le thème de l'émergence des élites de cour. Au rang des dynamiques : le système des États et les formes du pouvoir. La notion de système est clairement présentée, autant dans sa fin

(l'objectif politico-diplomatique est de maintenir l'équilibre entre les grands et d'éviter l'intrusion des puissances étrangères) que dans ses composantes. Les éléments d'intégration mis en exergue sont : l'organisation militaire, qui fait des grands États les employeurs des armées des petits princes (Gonzague, Montefeltre) ou des capitaines sans territoire ; la répartition des bénéfices ecclésiastiques, qui s'effectue à l'échelle péninsulaire ; la circulation des hommes de savoir (chanceliers, ingénieurs, architectes). L'intégration économique, en revanche, ne semble pas déterminante dans ce processus de construction politique. L'ouvrage s'achève par une intéressante discussion sur la nature de cet objet étrange qu'est l'État italien de la fin du Moyen Âge (« les formes du pouvoir »). Refusant de le définir négativement (un État moderne incomplet) mais également de réduire la réalité étatique au profit des seules institutions sociales (parentés, clientèles, communautés, etc.), l'auteur suit la voie ouverte par G. Chittolini pour qui l'État-institution (« stato-ordinamento ») est un ensemble « d'institutions, de pouvoirs et de pratiques ». Dans cette perspective, illustrée par les recherches régionales de Gian Maria Varanini (Vénétie), Pietro Corrao et E. Igor Mineo (Sicile), Luca Mannori (Toscane) ou Marco Folin (États d'Este), la vocation première de cet État est d'assurer la coexistence des multiples sujets politiques qui le constituent en développant des formes de médiation (les officiers jouent ici un rôle clé) indispensables à la cohésion de l'ensemble.

Écrite dans une langue dense, complexe parfois, cette synthèse rapide et séduisante met à bon droit l'accent sur les notions cardinales que sont pour l'auteur l'organisation territoriale, les élites et le pouvoir, les relations entre États, la variété et la complexité des organismes de gouvernement. Ces choix étant faits, on regrette que la question du fonctionnement de l'État ne soit pas abordée de façon plus concrète : la dynamique étatique passe aussi, pour ne prendre que deux exemples, par le perfectionnement des mécanismes de contrôle des recettes et des dépenses ou par l'implication de l'autorité publique dans la rédaction et la conservation des contrats conclus entre personnes privées. Quant aux

réalités culturelles, il est étonnant qu'elles ne soient évoquées qu'en passant : les constructions juridiques, l'écriture de l'histoire et la diffusion de la langue toscane n'auraient-elles joué qu'un rôle marginal dans le développement de ces « nouveaux » États italiens ?

JEAN-LOUIS GAULIN

1 - *La crisi degli ordinamenti comunali e le origini dello stato del Rinascimento*, Bologne, il Mulino, 1979.

Giorgio Chittolini et Peter Johanek

Aspetti e componenti dell'identità urbana in Italia e in Germania (secoli XIV-XVI)

Aspekte und Komponenten der städtischen Identität in Italien und Deutschland

(14.-16. Jahrhundert),

Trento 9-11 novembre 2000

Bologne-Berlin, Società editrice

il Mulino/Duncker & Humblot,

« Contributi/Beiträge-12 », 2003, 419 p.

Le présent volume est issu d'un colloque qui s'est tenu à l'Institut italo-germanique de Trente en 2000, lieu-phare de la recherche historique en Italie, longtemps dirigé par des historiens éminents tels que Paolo Schiera et Paolo Prodi. Là se rassemblent régulièrement des historiens des deux côtés des Alpes autour de questions historiographiques, « semaines d'études » ou colloques plus pointus. Ce lieu d'échange entre l'Italie et l'Allemagne, trop ignoré par la recherche française, a également été à l'origine de nombreuses traductions de travaux d'historiens (Reinhard, Prodi, Schiera...). Le volume dirigé par Giorgio Chittolini et Peter Johanek constitue, d'une certaine façon, une suite au précédent de la même collection¹, consacré aux identités territoriales en Italie et Allemagne.

L'ouvrage se révèle toutefois moins cohérent, faute de proposer des axes de discussion précis. Dans son introduction, G. Chittolini distingue entre les traditions institutionnelles civiles ou ecclésiastiques et la « memoria », les groupes sociaux et les factions (Christiane Klapisch-Zuber et Letizia Arcangeli) ainsi que le rapport à la région, au territoire et à l'Église comme champ d'investigation. Une question

qui était au cœur des discussions sur l'identité citadine il y a quelques années – le républicanisme – n'est plus évoquée, mais effleurée par Marco Folin, dans sa discussion sur Ferrare où les historiens locaux continuaient à orienter leur travail de mémoire selon le modèle fondé sur la Commune, en dépit d'une réalité politique contradictoire. Roberto Bizzocchi reprend ici le rapport entre identité citadine et mémoire familiale. Il constate que la réorganisation politique des anciennes communes libres dans les États territoriaux naissants entraîna une décadence du genre du « libro di famiglia » comme agent principal de la mémoire familiale. Là où la liberté intérieure et extérieure survit, comme à Venise, la généalogie des familles dirigeantes et la preuve de leur ancienneté sont lues comme un signe de leur vraie noblesse, qui s'exprime à travers la participation continue au gouvernement de la ville et à l'exercice d'offices républicains. Le cas de la transformation de la commune de Florence en système de Signoria des Medici illustre l'écartement de la référence civique au profit de la mise en relation avec les généalogies nobles d'autres familles européennes régnautes. Ce n'est probablement pas un hasard si cette reconstruction de la mémoire n'est possible qu'avec l'appui d'un généalogiste français.

Les historiens anglo-saxons sont ceux qui ont le plus exploré la notion de *civic ritual* pour la constitution de l'identité des villes italiennes. Paola Ventrone présente ici les cas de Florence, Venise et Milan, en mettant l'accent sur les éléments de transformation ou de continuité au cours du xv^e siècle. Le cas le plus saisissant est peut-être celui de Milan, où la dévotion communale pour saint Ambroise dut faire place à la dévotion à la Vierge, imposée par les Visconti et les Sforza. Le « duomo » de Milan, l'une des plus importantes constructions gothiques de la péninsule, devint son expression et son centre, et il écrasa l'ancienne identification de la ville avec saint Ambroise, dont l'église, et le culte, était désormais reléguée à la périphérie. Contrairement à l'Italie, le modèle du *civic ritual*, proposé par Richard Trexler et Edward Muir, ne connut pas de fortune historiographique pour l'analyse du Saint-Empire. Jörg Rogge explique cette

divergence par une différence factuelle entre les républiques communales italiennes et les cités allemandes, les villes libres de l'Empire inclus, qui ne s'étaient jamais dissociées de leur légitimation princière, royale ou impériale. Si cette analyse est correcte pour les villes allemandes, elle témoigne toutefois d'une méconnaissance du paysage politique des villes italiennes à l'époque moderne. La continuité du modèle républicain, ainsi à Venise, y constitue plutôt une exception. Au xvi^e siècle, la majorité des villes italiennes dut se confronter à la construction de l'État territorial qui, par exemple dans le cas des villes de l'État pontifical, promut d'autres modèles de gouvernement tout à fait comparables à ceux qui existaient au sein du Saint-Empire. Cet exemple met bien en relief le point faible du volume : l'histoire comparée ne naît pas de la simple juxtaposition de travaux, certes spécialisés et bien fondés ; il y faut un effort de connaissance qui dépasse l'objet d'étude spécifique et une tentative de retravailler les propres traditions historiographiques.

NICOLE REINHARDT

1 - REINHARD STAUBER et MARCO BELLABARBA (dir.), *Identità territoriali e cultura politica nella prima età moderna* [Territoriale Identität und politische Kultur in der frühen Neuzeit, Bologne-Berlin, Società editrice il Mulino/Duncker & Humblot, 1998.

**Francesco Cantù
et Maria Antonietta Visceglia (dir.)**

*L'Italia di Carlo V. Guerra, religione
e politica nel primo Cinquecento.*

*Actes du colloque international
(Rome, 5-7 avril 2001)*

Rome, Viella, « I libri di Viella-36 »,
2003, xvi-672 p.

Contrairement aux apparences, les actes de ce colloque ne constituent pas le dernier avatar d'une longue série d'ouvrages consacrés à Charles Quint¹ : le livre entend plutôt se démarquer d'interrogations souvent liées aux modalités, limites et réussites de la construction étatique organisée sous l'égide de l'empereur, en s'interrogeant prioritairement sur une

culture politique italienne, sur des formes d'acculturation qui permettent alors de comprendre, dans l'espace italien surtout, les modes d'adhésion ou de résistance à l'Empire. Ce déplacement du regard, très stimulant, est largement un changement d'échelle, c'est-à-dire le glissement de l'État vers des groupes, institutionnels ou non, vers des influences croisées, parfois même à l'échelle d'une parenté, qui entendent éclairer en retour les positionnements des États italiens face à la présence impériale dans la péninsule.

Le titre même de l'ouvrage est passablement trompeur, signe de son unité relative : certaines communications sont peu ou pas liées à l'Italie, tandis que d'autres n'ont aucun lien chronologique avec le règne de Charles Quint. En définitive, le livre comprend trois volets différents, pas toujours très bien reliés entre eux : l'un centré sur l'idée de résistance à l'empire de Charles Quint, l'autre constitué d'une série d'éclairages précis sur l'histoire italienne des années 1530-1560 environ, le troisième consacré aux liens entre Charles Quint (puis Philippe II) et l'Italie. Cette dispersion, inévitable dans un volume de cette importance, est renforcée par le poids de la *storia patria*, de l'histoire des différents États régionaux péninsulaires : l'immense majorité des articles concentre son propos sur un seul des espaces politiques italiens (avec une forte présence des États pontificaux), et trop rares sont les figures ou liens transversaux étudiés. Ferrante Gonzaga, par exemple, en tant qu'omniprésent représentant de Charles Quint en Italie dans la décennie 1543-1553, aurait mérité d'être étudié comme figure significative des complexes ralliements à l'empire : il s'agit là d'un homme directement lié à la Sicile, au duché de Milan, à la cour romaine, au duché de Parme et de Plaisance, au duché de Mantoue (pratiquement absent de l'ouvrage), et il s'agit également d'un prince italien entré précocement au service de Charles Quint, un gouverneur de Milan qui fomenta la conjuration de Plaisance (dans laquelle le duc Pier Luigi Farnese trouve la mort) et qui subit une semi-disgrâce en 1554. Cette trajectoire complexe émerge cependant en partie grâce à un très utile index des noms : Ferrante Gonzaga a le plus grand nombre d'occurrences,

et un tel index permet certains éclairages transversaux, palliant en partie la dispersion des articles et le poids de l'histoire régionale.

Ces critiques sont largement liées à ses dimensions, à son caractère de mélanges : elles n'enlèvent rien au caractère souvent très novateur des dossiers ouverts dans de nombreux articles. Il serait impossible de rendre compte de chacune de ces contributions ; je me contenterai ici de regrouper celles qui portent réellement sur l'Italie en trois ensembles thématiques, en évoquant certains articles, sans pour autant déprécier les autres. La première catégorie s'intéresse aux sources et aux représentations qu'elles suscitent : Elena Valeri attire l'attention sur les histoires d'Italie, connues mais inédites, de Girolamo Borgia ; Isabel Aguirre Landa éclaire l'imposant travail d'archives, compilation d'informations politiques très variées, opéré par l'archiviste de l'ambassadeur d'Espagne, révélant la prise de conscience aiguë du fait qu'une autorité politique se fonde notamment sur la capacité de s'informer. En historienne de l'art, Diane Bodart montre qu'il n'y a pas de programme iconographique contestataire de Charles Quint, absence qui contraste avec la floraison de satires : les représentations figurées de l'empereur semblent ne pas fluctuer au gré des crises ou pacifications, ce qui permet de souligner l'absence de caricatures, et d'une image princière volontairement déformée afin de la tourner en dérision.

De nombreux articles étudient les relations internationales : Alessandra Contini éclaire les usages diplomatiques complexes de Côme I^{er}, fondés sur un vaste réseau d'informateurs et de diplomates, qui lui permettent de mettre en place un jeu (parfois double) par lequel la Toscane acquiert un rôle central dans la conservation du dispositif impérial des années 1540-1550. Stefano Tabacchi établit une synthèse des relations entre la république de Lucques et Charles Quint dans un long deuxième quart du XVI^e siècle, lorsque Lucques fonde, à travers ses crises internes, sa fidélité à l'empire. Giovanni Tocci revient sur la naissance du duché de Parme et de Plaisance en 1545 (création *ex nihilo* du pape Paul III pour son fils Pier Luigi Farnese, au prix d'une longue négociation avec l'empereur), en l'ins-

crivant dans la logique propre à cette constellation de petites principautés de la plaine du Pô. Angelantonio Spagnoletti souligne l'importance des stratégies matrimoniales dans la (re)légitimation de dynasties italiennes, et Cinzia Cremonini montre combien la création de liens de vassalité directe entre Charles Quint et certains princes italiens contribue à conforter et pérenniser l'idée impériale d'une monarchie universelle. Enfin, Giampiero Brunelli éclaire les entreprises militaires pontificales en soulignant qu'elles ne doivent pas seulement être considérées comme peu efficaces, mais être comprises dans le cadre d'une culture politique de la papauté qui intégrait l'option militaire parmi les modes possibles d'action politique.

Une dernière série d'études se penche sur les trajectoires d'individus ou de groupes restreints, manifestant les interactions parfois conflictuelles entre les évolutions de ces groupes et le progressif renforcement de la présence impériale en Italie. Anna Foa met en évidence l'évolution du statut des Juifs de Rome et le poids des pressions espagnoles, tandis que Alessandro Serio invite à repenser le rôle joué par les Espagnols de Rome dans le premier quart du XVI^e siècle, en examinant un complexe réseau d'influences de la couronne espagnole. Arturo Pacini montre le jeu équivoque à l'œuvre entre la république de Gênes et la puissance internationale de ses marchands banquiers, et souligne la rationalité politique derrière cet apparent contraste ; dans le même registre économique, Gaetano Sabatini éclaire la figure de Bartolomeo Camerario, virulent défenseur des intérêts de la monarchie espagnole, avant que sa radicalité ne le mette à l'écart. Flavio Rurale met en avant l'ascension sociale des deux frères Médicis de Milan, l'un en politique, l'autre en religion (qui le conduisit au pontificat) : tous deux s'appuient sur un large réseau de relations, souvent complémentaires, marqués comme ils le sont par les intérêts du lignage ; enfin, Maria Antonietta Visceglia, en examinant le procès pour conjuration pro-impériale contre Francesco Caetani (en 1555-1556), s'interroge sur le rôle joué par les tensions internes à la parenté dans l'adhésion à un parti, en l'occurrence impérial ou pontifical.

Cette série d'évocations schématiques des questions ouvertes par certains articles permet, pour conclure, de souligner la grande inventivité de cet ouvrage collectif, en dépit d'une certaine hétérogénéité : les interventions s'appuient, dans leur grande majorité, sur des dossiers nouveaux, sur des recherches en cours, dans lesquels émerge très fréquemment un désir de modifier le point de vue historiographique, en s'interrogeant notamment sur l'importance d'interrelations en apparence très ténues, mais qui peuvent contribuer au façonnement d'une culture politique.

RENAUD VILLARD

1 - Par exemple MARCELLO FANTONI (dir.), *Carlo V e l'Italia*, Rome, Bulzoni editore, 2000.

Angelantonio Spagnoletti

Le dinastie italiane nella prima età moderna
Bologne, Società editrice il Mulino,
« Collezione di Studi e di Testi »,
2003, 434 p.

Dans cet ouvrage, Angelantonio Spagnoletti, spécialiste reconnu de la noblesse italienne à l'époque moderne, en particulier dans sa dimension internationale¹, procède à une histoire comparée des dynasties italiennes aux XVI^e et XVII^e siècles, soit pendant la domination espagnole. Malgré leur lien vassalique avec l'Empire ou la papauté et leur dépendance de l'Espagne, les dynasties disposent d'une marge de manœuvre politique, en tout cas jusqu'au milieu du XVII^e siècle, ce qui amène l'auteur à contester, comme d'autres au cours des dernières années, le lieu commun historiographique de la « décadence » italienne au Seicento.

L'auteur brosse tout d'abord à grands traits un tableau diachronique des dynasties entre 1530 et 1700 : la fragilité de certaines principautés territoriales au moment du couronnement de Charles Quint en 1530, puis la formation dans les années 1540 d'un système dynastique stable, qui perdure jusqu'au début du XVIII^e siècle. Cette stabilité, garantie par la prépondérance espagnole, renvoie aussi à la présence dans les petits États de souverains

forts et à leur participation aux campagnes militaires, comme Lépante. Elle n'exclut pas la simplification de la carte politique – ainsi de la dévolution de Urbin – ou des changements dynastiques, comme à Mantoue. Dans la seconde moitié du XVII^e siècle, cet équilibre est remis en cause par les interventions de la France et de l'Empire, mais aussi par l'extinction de plusieurs dynasties et la disparition des principautés qu'elles gouvernaient ; cette crise du système dynastique va de pair avec le discrédit qui frappa les souverains italiens sur la scène internationale.

Dans le deuxième chapitre, consacré au discours politique produit sur les dynasties ou en émanant, A. Spagnoletti rappelle le débat sur les régimes politiques (république ou monarchie) et leurs mérites respectifs – un sujet secondaire par rapport à la thématique générale et sur lequel l'auteur n'apporte pas grand-chose de neuf ; il met, ensuite, en évidence le lien vassalique entre les princes italiens et l'Empire, souvent utilisé par les premiers pour défendre leur autonomie face à l'Espagne, tandis que l'autorité féodale des souverains pontifes est moins chargée idéologiquement mais plus dangereuse pour les vassaux, du fait de la politique territoriale de la papauté. Il s'intéresse, enfin, au problème de la compétition sur le terrain des titres, qui constituent un indicateur de la légitimité du pouvoir exercé par les différents souverains, et sur celui de la préséance, qui sanctionne les hiérarchies, les classements et les équilibres entre maisons régnantes.

L'auteur s'intéresse ensuite aux alliances matrimoniales et à leur dimension politique. Il distingue différents circuits matrimoniaux, depuis les maisons régnantes les plus élevées, comme les Médicis ou les Savoie, qui concluent des mariages de rang égal ou supérieur, jusqu'aux petites dynasties, qui s'allient à la noblesse seigneuriale du royaume de Naples ou avec les familles papales. Posant la question des spécificités des alliances dynastiques par rapport au modèle familial nobiliaire, A. Spagnoletti avance le caractère encore plus accentué de l'endogamie de lignage et le mariage des cadets qui vise à multiplier les branches et à intensifier les relations politiques avec d'autres États. Mais les mariages princiers

atteignent-ils ce but ? La réponse ne peut être que nuancée : si les alliances maintiennent des canaux de communication ouverts, les liens entre mariages et politiques étatiques sont ténus, et ils s'affaiblissent au cours du XVII^e siècle.

L'analyse des alliances amène l'auteur à s'intéresser aux familles régnantes, et en particulier aux frères et aux épouses des souverains. Plusieurs possibilités sont prévues pour les frères cadets afin d'éviter les conflits avec le premier-né : la carrière ecclésiastique, la concession d'apanages – par exemple, des fiefs possédés par la famille dans le royaume de Naples – ou encore l'exercice de fonctions publiques dans une partie du territoire princier. Parfois, le service de la monarchie espagnole canalise les aspirations des cadets. Mais la carrière de ces derniers s'insère dans une stratégie familiale : ils contribuent en effet à augmenter ce que l'auteur appelle le « patrimoine d'honneur » du souverain en incarnant à sa place certaines vertus, en tant que militaires ou comme ecclésiastiques. Parmi ceux-ci, les cardinaux ont un rôle de raccordement entre la cour princière et Rome, et servent à la dynastie pour revendiquer une fonction internationale.

Quant aux femmes, elles partagent avec les ecclésiastiques ce rôle religieux, puisqu'elles se voient confier l'organisation de l'espace sacré et des pratiques culturelles. Elles disposent cependant d'un espace d'action politique autonome – par exemple en cas de veuvage, lorsqu'elles peuvent être appelées à exercer la régence.

Dans le dernier chapitre, consacré à la mémoire dynastique, l'auteur aborde l'onomastique et la généalogie, domaines classiques, mais aussi l'éducation, qui vise notamment à préserver la mémoire des actions des ancêtres, et l'usage politique du culte : en effet, les chapelles dynastiques sont des lieux de production et d'accumulation de mémoire, et le souverain se légitime en se posant en lien entre Dieu et ses sujets, en restaurant le culte d'un saint oublié, en intercédant pour la béatification d'un sujet ou en procédant à la translation de reliques sur son territoire.

L'auteur conclut brièvement sur le changement qui s'opère au début du XVIII^e siècle, soit la fin de la période qu'il étudie : selon lui, on assiste alors à un divorce entre les grandes

puissances, qui suivent la raison d'État, et les petites principautés, qui sont encore accrochées aux intérêts dynastiques. Cette transformation va de pair avec l'extinction de certaines dynasties ; le phénomène est cependant plus complexe, puisque dans la « conscience commune » l'identification entre dynastie et État reste forte bien au-delà du XVIII^e siècle et de la disparition des maisons régnantes. Ces questions feraient cependant l'objet d'un autre livre, et les quelques pages qu'y consacre l'auteur laissent le lecteur sur sa faim.

En résumé, voici un ouvrage utile, qui comble un vide historiographique, bien que le sujet s'avère quelque peu ingrat, puisque, souvent, les comportements des maisons régnantes ne se distinguent pas vraiment de ceux des familles nobles en général. Dans certains passages, ainsi le chapitre sur les alliances matrimoniales et les sections concernant les conflits de préséance, A. Spagnoletti, par souci d'exhaustivité, reste trop descriptif et perd en analyse. Ces quelques critiques ne diminuent en rien les mérites d'un livre qui illustre la contribution apportée par les dynasties à la constitution avant le Risorgimento d'un espace italien – par exemple à travers la culture de cour et les alliances matrimoniales –, et le dynamisme politique des principautés italiennes jusqu'au milieu du XVII^e siècle.

BERTRAND FORCLAZ

1 - Voir, par exemple, *Stato, aristocrazie e ordine di Malta nell'Italia moderna*, Rome, École française de Rome, 1988 ; *Principi italiani e spagna nell'età barocca*, Milan, Mondadori, 1996.

Alessandro Barbero

Il ducato di Savoia. Amministrazione e corte di uno stato franco-italiano
Rome-Bari, Laterza, 2002, 360 p.

Depuis plus d'une décennie, un renouveau des études sur les principautés et les États du bas Moyen Âge a vu le jour tant en France qu'en Italie grâce, entre autres, aux initiatives de Jean-Philippe Genet et aux travaux de Giorgio Chitolini, de Gian Maria Varanini et de leurs élèves. Située à la croisée des chemins

entre l'espace français et l'univers communal, la principauté savoyarde n'est pas demeurée en retrait, tant s'en faut.

L'ouvrage de Alessandro Barbero est bien plus qu'un simple recueil d'articles ; il ouvre de nouvelles perspectives thématiques et chronologiques. Les recherches les plus récentes sur l'histoire savoyarde ont, en fait, privilégié sa longue période comtale, de la fin du XI^e au début du XV^e siècle. Nous disposons, alors, d'études approfondies sur les prémices de la Maison de Savoie (Giuseppe Sergi, Laurent Ripart) ; sur l'essor d'une principauté territoriale qui, du XIII^e au XV^e siècle, renforça son contrôle féodal, documentaire et institutionnel sur les deux versants alpins (Bernard Andenmatten, Patricia Cancian, Guido Castellnuovo) ; sur les moyens et les modalités d'une nouvelle maîtrise fiscale et financière (Christian Guilleré). De même, la première moitié du XV^e siècle a fait l'objet de nombreuses recherches, surtout en ce qui concerne le règne d'Amédée VIII († 1451) – comte (dès 1391), duc (depuis 1416) et pape conciliaire à partir 1439 – dont on a analysé, entre autres, les lois somptuaires, l'essor artistique, les mutations des sociétés politiques locales et régionales. Ce tour d'horizon savoyard demeurerait pourtant incomplet : la dernière période du duché médiéval n'était, en effet, que peu prise en compte, du règne de Louis (à partir de 1439) à la chute, en 1536, de la quasi-totalité des terres savoyardes aux mains du roi de France.

Le livre de A. Barbero vient donc à point nommé ; il propose une lecture plus équilibrée et plus fine d'une principauté savoyarde pouvant servir de modèle et de laboratoire régional des transformations de l'Europe des États des XV^e et XVI^e siècles. Organisé en neuf chapitres, ce livre articule l'histoire politique et administrative du duché de Savoie à partir de trois axes majeurs : l'administration, la guerre, la cour. Le premier chapitre (« Les structures administratives du duché ») pose les cadres du tableau et insiste tout particulièrement sur le renouveau des appareils centraux et territoriaux au cours du XV^e siècle, dans un contexte où la principauté savoyarde fonctionna comme un assemblage changeant de communautés et de *patriae* de part et d'autre des Alpes. Ainsi, l'expansion piémontaise favorisa un dédouble-

ment de l'administration centrale qui allait de pair avec l'importance accrue de Turin comme capitale cisalpine de la principauté (chap. v : « Un gouvernement pour le Piémont »); en outre, à partir des années 1450, les contours des offices régionaux se modifièrent, par le biais de l'institution d'un nouvel office de médiation politique, celui des gouverneurs provinciaux, « médiateurs entre le prince et le pays » (chap. vi), alors même que les difficultés financières récurrentes favorisèrent l'essor d'une vénalité administrative qui passa, entre autres, par l'affermage d'une série de postes territoriaux, tels ceux des vicaires et des lieutenants de Turin (chap. ii : « La vénalité des offices »).

Parallèlement, les aléas des finances princières et l'aggravation de la pression fiscale conduisirent aux plus anciens projets de réforme des appareils financiers explicitement revendiqués par l'élite des administrateurs centraux (chap. iv : « Projets de réforme de la trésorerie ducal »). Datés des années 1448-1452, ces premiers mémoriaux administratifs sont tout autant un indice éloquent de la prise de parole des officiers princiers qu'un signe inquiétant des difficultés de trésorerie auxquelles devaient faire face le prince et ses proches. Ces difficultés furent, au milieu du xv^e siècle, liées à des opérations militaires de grande envergure lancées, sans plus de succès, en direction de la plaine du Pô, en particulier contre le Milanais aux prises avec la délicate passation des pouvoirs des Visconti aux Sforza. On découvre alors – chap. iii : « L'organisation militaire du duché » – les spécificités des armées savoyardes, fondées sur un recrutement régional et féodal, et, dès lors, incapables de concurrencer, même financièrement, les troupes des *condottieri* grassement défrayées par les princes et les républiques italiennes. En vérité, cet univers de la guerre chevaleresque se retrouve au sein même de la cour savoyarde; or, le monde de la cour et de ses courtisans joua un rôle moteur, au plus tard dès le règne d'Amédée VIII, comme haut lieu de la culture et de la production historiographique (chap. viii : « L'histoire officielle au xv^e siècle ») et comme l'un des principaux pôles du pouvoir aristocratique et « des factions nobiliaires », par exemple, sous le règne de

Louis XI (chap. vii). L'univers de la cour des xv^e et xvi^e siècles est, d'ailleurs, l'un des thèmes porteurs des recherches actuelles sur la Savoie entre le Moyen Âge et l'époque moderne, et A. Barbero de brosse dans son dernier chapitre (« la cour ducal sous Charles II ») un tableau détaillé de l'organisation des cours du dernier duc médiéval et de son épouse. Cet ouvrage, d'une grande richesse, affine nos connaissances sur l'une des plus intéressantes principautés du bas Moyen Âge, alors même que son constant souci comparatif replace les innovations savoyardes du xv^e siècle au sein d'un plus ample mouvement de renouveau institutionnel et culturel qui touche l'Europe des rois et des princes de la Renaissance.

GUIDO CASTELNUOVO

Thomas James Dandeleit

Spanish Rome, 1500-1700

New Haven-Londres,

Yale University Press, 2001, 278 p.

L'ouvrage que Thomas James Dandeleit consacre à la Rome espagnole s'ouvre sur la célébration du jubilé de 1500 et s'achève sur l'avènement des Bourbons en Espagne. La ville des papes se révèle en effet un remarquable observatoire pour étudier la progression, puis le déclin de la puissance espagnole au cours des xvi^e et xvii^e siècles. Ces deux siècles auront vu la prédominance à Rome et en Italie du premier « global empire », la formule est de T.J. Dandeleit, sur le royaume qui incarnait l'État-nation par excellence, la France. La Rome des papes n'a cessé de faire face à une monarchie qui se prétendait catholique et dont les ambitions universelles à la fois rivalisaient et se confondaient avec celles de l'Église romaine. Comme le rappelle au pape l'ambassadeur de Philippe IV, Manuel Zúñiga y Fonseca, l'Espagne était présente « dans les quatre parties du monde, en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique ». Au sein de la capitale pontificale, la présence espagnole a pris la forme d'un impérialisme « soft » et informel. La Rome espagnole a dominé la cité romaine à travers ses ambassadeurs, ses soldats, ses courtisans, ses cardinaux, ses

prêtres, ses artistes qui se comportèrent comme les agents d'une colonisation qui tranchait avec celle que les Ibériques exerçaient dans les autres régions du monde, sans pour autant s'en écarter totalement. À la fin du XVI^e siècle, on calcule que la Rome espagnole aurait rassemblé une trentaine de milliers de personnes, soit entre le quart et le tiers de la population de la ville.

T.J. Dandelet explore la composition et le fonctionnement de cet univers à travers ses manifestations locales et les rôles qu'il assume au sein du monde catholique et de la monarchie ibérique. Patronage et clientélisme permettent au roi d'Espagne d'étendre son contrôle sur une partie de la ville et de la cour pontificale, prises toutes deux dans des réseaux d'allégeances qui ne cessent de se renforcer ou de se reconstruire au fil des ans. Ces liens de dépendance soudent une faction espagnole qui resta pendant longtemps sans rival véritable au sein de la Ville éternelle et servit de creuset à une puissante dynamique identitaire. On lira avec intérêt les pages consacrées à l'émergence d'une « nation » espagnole, une *expanded Spanish nation*, dans laquelle se fond, à partir de 1580, la communauté portugaise : « La construction d'une nation espagnole et celle d'un empire espagnol allèrent de pair dans les rues de Rome » (p. 113). La cité se transforme alors en un espace politique et culturel qui favorise la formation d'une entité hispanique. Mieux que le sol américain, Rome fabrique des Espagnols. C'est dans ce « microcosme » que s'affirme la nouvelle politique impériale et se renforce l'influence philippine en même temps que l'hispanisation des petites nations ibériques sous la direction d'une ambassade singulièrement active. Fondée en 1579, la confrérie de la Résurrection qui rassemble tous les Ibériques, définit expressément ce qu'est un Espagnol dans la Rome des papes, en ajoutant aux différents groupes originaires de la péninsule les habitants des Indes, des Baléares et de la Sardaigne. Parallèlement, c'est à Rome que l'on observe le mieux l'hispanisation du catholicisme tridentin et la romanisation du christianisme espagnol : en 1588, la canonisation du franciscain Diego de Alcalá porte sur les autels le premier saint de la Contre-Réforme catho-

lique, et d'autres plus illustres suivront comme Thérèse d'Avila et Ignace de Loyola.

C'est dire la multiplicité des dimensions qu'aborde un ouvrage qui fait à la fois le choix de la longue durée et de la brièveté, à peine un peu plus de deux cents pages. L'auteur explore son sujet d'une manière classique, nourrie des archives des notaires romains et des confréries, au fil d'un parcours qui fait peut-être une trop large part à l'histoire événementielle. Les aléas des rapports entre l'Espagne et la papauté sont décrits par le menu au fil des deux siècles. Ce trajet chronologique, forcément répétitif, les mêmes causes reproduisant les mêmes effets, n'est rompu que par un chapitre central qui aborde les questions qui auraient pu ou dû constituer le corps principal de l'ouvrage : la composition sociale, culturelle, économique de la Rome espagnole, trop succinctement évoquée. Le petit peuple est expédié en moins de deux pages alors qu'il forme un univers picaresque à travers lequel Rome et la péninsule sont indissociablement liés. Ces choix et ces limites expliquent que l'ouvrage ne réponde pas toujours aux attentes qu'il suscite. Le parti pris événementiel ne vaut que s'il est exhaustif. Or l'auteur néglige des épisodes pourtant révélateurs des tensions entre Rome et Madrid. Les démêlés de José de Acosta avec la Compagnie auraient pu illustrer la manière dont Philippe II cherchait à jouer la papauté et son ambassade contre les jésuites. Les mesures prises à la demande de l'Espagne contre le franciscain mexicain Diego Valadés auraient opportunément rappelé avec quelle audace des missionnaires originaires des Indes installés à Rome tentaient de court-circuiter le patronage ibérique.

L'ouvrage de T.J. Dandelet n'en a pas moins le mérite de défricher un riche terrain sur lequel se jouent non seulement les rapports entre l'Espagne et de la papauté, mais également entre deux dominations dont les domaines s'étendaient jusqu'à la Chine et la Nouvelle-Espagne. La Rome espagnole offre encore largement matière à l'historien qui se proposerait d'analyser les rapports du local et du global au sein de l'ensemble planétaire qu'a constitué la mondialisation ibérique.

**Gianvittorio Signorotto
et Maria Antonietta Visceglia (dir.)**

*Court and politics in papal Rome,
1492-1700*

Cambridge, Cambridge University Press,
2002, 257 p.

La monarchie pontificale, on le sait, présente des caractéristiques tout à fait particulières : elle est non seulement élective et sans continuité familiale, mais la durée moyenne des règnes est relativement courte, eu égard à l'âge des candidats au seuil pontifical. La papauté occupe une place spécifique dans l'Europe de l'époque moderne : pouvoir spirituel qui se veut modèle et guide pour la chrétienté entière dans une période de remise en cause de toute autorité supranationale et de rupture religieuse, elle est aussi impliquée dans le jeu des puissances temporelles pour l'hégémonie et le contrôle politique de l'Europe et, à une échelle plus petite mais non moins importante, elle est également prise dans les enjeux de prestige et de pouvoir de l'aristocratie locale romaine. Ces singularités pèsent directement sur l'exercice concret du pouvoir au sein des institutions pontificales, ainsi que sur la manière de penser la politique et ses catégories, prises entre la tradition multiforme de la pensée scolastique et le réalisme de la nouvelle « raison d'État ». Tous ces éléments, auxquels se joint l'originalité de son fonctionnement concret, font de la monarchie pontificale un objet d'analyse spécialement complexe et pourtant délaissé par une historiographie marquée, jusqu'aux dernières décennies, par les polémiques inhérentes aux différentes appartenances confessionnelles.

Le principal mérite de ce recueil d'essais, dirigé par Gianvittorio Signorotto et Maria Antonietta Visceglia, est d'attirer l'attention sur les mécanismes concrets de l'exercice du pouvoir à l'intérieur de la cour pontificale dans une période charnière pour l'histoire de la papauté et de l'Europe, qui va de la fin du xv^e à la seconde moitié du xvii^e siècle. Les éclairages sont multiples et les approches variées, chacune des dix contributions constituant une étude indépendante, fruit de recherches particulières et inédites d'historiens spécialistes du monde romain et pontifi-

cal à l'époque moderne. On peut cependant chercher à repérer synthétiquement quelques thématiques unificatrices. Tout d'abord, celle qui concerne le fonctionnement du Collège des cardinaux dans ses relations avec le pape et avec les puissances politiques européennes. Le pontificat d'Alexandre VI Borgia (1492-1503) marque un tournant décisif dans les équilibres entre le pouvoir du pontife et celui des cardinaux, à l'avantage du premier, que la multiplication de leur nombre ne fait qu'amplifier. Sur le moyen terme, la seule véritable prérogative laissée au Collège concerne l'élection du nouveau pontife, vers laquelle convergent les stratégies de tous les intéressés. La formation et le contrôle des factions au sein du Collège deviennent de ce fait l'élément clé du succès politique. Les alliances politiques se doublent d'unions personnelles entre les familles du pape et des cardinaux, qui élargissent ainsi le cadre de la manœuvre politique en y réintégrant l'aristocratie locale, influente dans la détermination des résultats. Mais c'est la rivalité entre France et Espagne qui conditionne lourdement, depuis le début du xvi^e siècle, la lutte politique au sein du Collège. Le rôle des cardinaux, protecteurs des grandes puissances, ainsi que l'usage du *jus exclusivae*, qui se transforme progressivement en une sorte de veto à une candidature défavorable aux intérêts particuliers de la France et de l'Espagne, constituent les principaux dispositifs régissant les stratégies de contrôle du Collège. Et c'est à l'intérieur de l'espace politique délimité par la rivalité franco-espagnole que se dessinent des positions visant à protéger la curie pontificale des influences externes trop envahissantes : les tentatives de réforme faites par les pontifes du xvii^e siècle sur les modalités d'élection du pape ou pour limiter le népotisme, ou encore des expériences comme celle du *squadronne volante*, un groupe de jeunes cardinaux talentueux, tous promus par Innocent X, qui s'oppose à l'ingérence des monarchies à l'intérieur de la curie.

Le contexte international, et notamment la rivalité franco-espagnole, n'est toutefois pas la seule clé de lecture capable d'éclairer le fonctionnement des institutions pontificales dans la période moderne. Un deuxième axe est

constitué par les relations entre la politique curiale et la société romaine. Même si la politique romaine n'est pas compréhensible en dehors du cadre européen, comme les curateurs du volume le soulignent dans l'introduction, elle répond à des exigences et des objectifs internes qui concernent notamment la structuration et la consolidation du pouvoir pontifical en concurrence, voire en opposition, avec les autorités municipales et l'aristocratie romaine. L'évolution de l'une des cérémonies romaines majeures de la papauté, le *passesso*, au cours du XVI^e siècle, permet ainsi de voir les changements dans les finalités du discours cérémonial pontifical : les autorités municipales en étaient les destinataires privilégiés au XV^e siècle, sur fond de bataille pour la centralisation de l'État ; au siècle suivant elles sont délaissées, et le message symbolique s'adresse plus directement à des interlocuteurs situés aux périphéries de l'État, où le pouvoir pontifical peine encore à s'affirmer, ou bien au-delà des frontières, dans l'espace italien ou européen. L'essai qui clôt le volume cherche à déplacer le point de vue, des institutions pontificales à la ville, pour analyser comment la vie politique pontificale contribue, par son fonctionnement, à structurer et modeler la société et l'aristocratie romaine qui, de ce fait, deviennent autant d'autres contextes pertinents où replacer l'analyse de la cour pontificale.

Trois essais déplacent le centre de l'analyse, du mécanisme concret des institutions pontificales aux effets produits par les pratiques de gouvernement en termes de culture politique et d'information. Ainsi l'acculturation politique produite par la fréquentation du Collège des cardinaux se perçoit à travers la correspondance entre le cardinal Ferdinando de Médicis, son père et son frère, dont l'analyse permet de mettre en lumière la multiplicité des significations d'un mot clé de la culture politique de l'époque (les *pratiche*) ; la présence d'une pluralité de cours – celle du pape, mais aussi celles des cardinaux –, ainsi que de nombreuses académies qui se mettent en place au cours de la première moitié du XVII^e siècle, font de la ville un grand laboratoire idéologique, dont les concepts et leurs applications surtout rayonnent dans l'Europe catholique. La curie, en outre, produit systé-

matiquement une information polyphonique, souvent dissonante, mais qui circule dans l'espace européen par l'intermédiaire de *Avvisi* et influence autant les manières de penser que les comportements politiques d'un espace qui dépasse largement le cadre local.

Ces trois perspectives de lecture n'épuisent bien évidemment pas les thèmes et leurs agencements multiples à l'intérieur d'un volume qui éclaire quelques-uns des dispositifs principaux du fonctionnement de la monarchie pontificale. Instruments utiles pour tous ceux qui s'intéresseront à l'histoire romaine de la période moderne, ces contributions permettent également de poser des questions plus générales sur les dynamiques des pouvoirs politiques à l'époque moderne.

MONICA MARTINAT

Maria Antonietta Visceglia

La città rituale. Roma e le sue cerimonie in età moderna

Rome, Viella, 2002, 335 p.

Tandis que les historiographies françaises et anglo-saxonnes se sont précocement attachées à décrypter les rites politiques contemporains de la construction des grandes monarchies nationales, les études italiennes ont pendant longtemps négligé la question du rituel et du cérémonial entre le XVI^e et le XVIII^e siècle. Une lacune d'autant plus dommageable que les cités-État italiennes constituent par leur unité politique et culturelle un cadre particulièrement propice à l'analyse des rituels urbains et que le cérémonial romain a été considéré comme une matrice de référence par les différentes cours européennes pendant la plus grande partie de l'époque moderne. C'est sur la base de ce constat que Maria Antonietta Visceglia poursuit une recherche qu'elle avait initiée dans l'ouvrage collectif *Cérémonial et rituel à Rome, XVI^e-XIX^e siècle*¹. Le présent volume, huitième de la collection relative à la cour des papes dirigée par Agostino Paravicini Bagliani, ne s'apparente pas à une monographie mais à un recueil d'essais, précédemment publiés par l'auteur. Si l'on peut regretter l'absence d'une conclusion générale mettant en perspective les

apports des différents chapitres, il faut souligner la grande valeur de chacun d'entre eux, tant par la qualité de la réflexion théorique sur les enjeux des rituels romains, par la volonté affirmée de les confronter avec d'autres réalités européennes, que par les catégories conceptuelles empruntées aux diverses sciences sociales – en particulier l'anthropologie – pour nourrir son propos. Cette approche pluridisciplinaire et comparative est servie par la mobilisation d'une documentation diversifiée, puisée, notamment, dans les archives de la Congrégation du cérémonial, allant des traités juridiques aux correspondances diplomatiques, en passant par les journaux relatant les processions et les mémoires relatifs aux pèlerinages jubilaires.

Le premier chapitre offre à l'auteur l'occasion de réinscrire le cas romain dans la problématique des rites, des symboles et des cérémonies ayant marqué la péninsule italienne dans son ensemble au début de l'époque moderne. À rebours d'une historiographie tendant à opposer rituels citadins et rituels dynastiques, M. A. Visceglia réaffirme leur étroite connivence, dont témoignent les interactions constantes, dans les diverses pratiques rituelles, entre sphère religieuse et sphère politique. Rites et cérémonies sont également envisagés comme l'expression d'une dialectique complexe entre désordre et harmonie : si le cérémonial permet de transformer la violence en ordre, il est lui-même susceptible de donner lieu à de multiples disputes et controverses. Le phénomène est enfin considéré dans sa dimension évolutive : tandis que le début de l'époque moderne marque un tournant dans l'épanouissement des rituels publics dans les cités italiennes, le second XVII^e siècle sanctionne leur crise, décelable à travers la profusion et le durcissement des traités sur le cérémonial comme à travers la multiplication des conflits de précedence.

Le deuxième essai fait entrer le lecteur de plain-pied dans la spécificité du cérémonial romain, à travers la question de l'influence du bagage culturel antique sur les cérémonies de la Rome pontificale. À l'époque de la Renaissance, les rituels romains apparaissent profondément marqués par la référence aux triomphes de l'Antiquité, qu'il s'agisse des cérémonies

de l'interrègne comme le *possesso*, au cours duquel le nouveau pape traverse la ville entre la basilique Saint-Pierre et celle du Latran, des funérailles pontificales ou encore des fêtes profanes comme le carnaval : arcs de triomphe, catafalques monumentaux et chars allégoriques sanctionnent cette omniprésence de la culture classique dans les rituels urbains. L'âge baroque correspond à une profonde transformation de ces formes cérémonielles. Tandis que le carnaval évolue dans le sens d'un spectacle courtois, les papes de la Contre-Réforme confèrent aux cérémonies des funérailles et de l'interrègne un caractère éminemment religieux, ouvrant la voie à une sacralisation de la figure du souverain pontife et de la ville elle-même.

La cour de Rome étant un lieu d'extraordinaire visibilité internationale, le cérémonial qui y est adopté peut être envisagé comme un miroir de l'équilibre des puissances. C'est ce que l'auteur démontre dans un troisième chapitre consacré au problème de la précedence à Rome entre le XVI^e et le XVII^e siècle. La compétence de la cour papale en matière d'élaboration du savoir cérémoniel est illustrée par la figure professionnelle des *Magistri caeremoniarum*, et surtout par la Congrégation du cérémonial fondée par Grégoire XIII, en 1588, afin d'établir une rigoureuse hiérarchie des pouvoirs représentés dans la chapelle Sixtine. Cette codification ne confère pas pour autant au cérémonial romain un caractère immuable, compte tenu des prétentions toujours renouvelées des puissances étrangères comme de la papauté elle-même. La précedence française dans le cérémonial romain fut ainsi utilisée par Richelieu comme un formidable instrument de propagande pour contrer les prétentions universalistes de la monarchie espagnole. À la même époque, Urbain VIII cherchait à réaffirmer la centralité romaine sur la scène internationale par une mesure symbolique visant à renforcer les honneurs conférés à la figure du préfet de Rome. À partir de la seconde moitié du XVII^e siècle, la multiplication des conflits de précedence fait cependant perdre au cérémonial romain sa fonction de régulation politique, si bien que la chapelle Sixtine n'apparaît plus au siècle suivant que comme un lieu de célébration de la majesté pontificale.

L'essai suivant se focalise sur la Rome du XVI^e siècle, dans laquelle le cérémonial fut l'expression d'une ardente compétition entre l'universalisme de l'Église et l'aspiration espagnole à la monarchie universelle. Le phénomène est analysé à travers l'entrée romaine de Charles Quint après la prise de Tunis en 1536, épisode qui fut mis à profit par le pape Paul III pour se poser en arbitre d'une conjoncture européenne troublée, au moyen d'une entreprise sophistiquée de transformation urbanistique. Au temps de Philippe II, la colonie espagnole présente à Rome regorge d'inventivité pour y affirmer son influence, par l'intermédiaire de la cour d'ambassade mais aussi par l'appropriation d'espaces urbains névralgiques comme la place Navone. Cette stratégie d'hégémonie demeure cependant étroitement bornée par la papauté, usant des velléités anti-espagnoles de la France en matière de cérémonial ou de la victoire de Lépante contre les Turcs pour construire une image universelle de la souveraineté pontificale.

L'ouvrage envisagé dans sa dernière partie le thème plus classique des cérémonies jubilaires, sous l'angle particulier des rituels entourant l'ouverture et la fermeture de la Porte sainte, l'accueil des pèlerins et les parcours processionnels dans la Ville éternelle. En réaction aux attaques protestantes fustigeant le faste des cérémonies romaines, les papes du XVII^e siècle mirent en œuvre une véritable refondation doctrinale de la pratique du jubilé telle qu'elle avait été initiée par Boniface VIII. En conférant au rituel d'ouverture de la Porte sainte une plus profonde épaisseur morale et religieuse, en renforçant le rôle dévolu aux confraternités dans l'organisation de processions toujours plus somptueuses, en codifiant solennellement l'entrée des groupes de pèlerins dans la ville, la papauté cherchait à faire du pèlerinage jubilaire romain une métaphore du voyage du Christ rédempteur sur la terre et de la Rome traversée une image vivante de la nouvelle Jérusalem. L'étude des années saintes permet donc d'envisager la cour de Rome à l'époque moderne comme un véritable laboratoire cérémoniel, dans lequel s'élabore une théorisation des rituels ouverte à de multiples et permanentes recompositions.

Par-delà les thèmes du cérémonial et des liturgies politiques, l'ouvrage de M. A. Visceglia constitue, en somme, une précieuse contribution à l'important renouveau des études menées en Italie sur l'histoire culturelle de Rome pendant la période moderne, dont la recherche historique française est loin d'avoir mesuré toute l'ampleur.

GILLES MONTÈGRE

1 - Rome, École française de Rome, 1997.

Nicole Reinhardt

*Macht und Ohnmacht der Verflechtung:
Rom und Bologna unter Paul V;
Studien zur frühneuzeitlichen
Mikropolitik im Kirchenstaat*
Tübingen, Bibliotheca Academica Verlag,
« Frühneuzeit Forschungen-Band 8 »,
2000, 481 p.

L'objectif de cette étude est double. Tout d'abord, elle se veut une révision des travaux les plus classiques – mais antinomiques – concernant les rapports entre la papauté et la deuxième ville des États de l'Église aux XVI^e-XVII^e siècles. En effet, alors qu'à Bologne l'historiographie locale a soutenu, jusque dans les travaux les plus récents, la relative indépendance de la ville (dont les dirigeants auraient toujours agi dans l'esprit des libertés de l'époque communale), les historiens de la papauté moderne ont souligné, bien au contraire, les tendances centralisatrices d'une monarchie pontificale qui, depuis le retour à Rome, n'aurait cessé d'accroître son autorité, au dépit des pouvoirs locaux. Nicole Reinhardt ne fait sienne aucune des deux hypothèses, mais envisage une voie moyenne : tout en affirmant la modernité du régime papal, elle pose que celui-ci n'aurait su étayer son emprise sans trouver des accommodements avec les élites locales en employant les moyens, anti-modernes, d'une politique de patronage. La vérification de cette hypothèse mène à l'étude de cas et, plus précisément, à une analyse micro-politique des rapports entre la curie romaine et l'élite bolognaise, entre centre et périphérie, en fonction des relations

clientélistes en jeu. L'ouvrage se veut par là même – ici réside son second objectif –, une contribution au concept de la *Verflechtung*, à l'analyse des différents types de rapport (patronage, amitié, parenté, etc.) que nouent entre eux les groupes de pouvoir, et qui les associent en forme de réseau. Bien entendu, cette orientation de la recherche (centrée ici sur le rapport client-patron) est aussi peu le fruit du hasard que la concentration sur le pontificat de Camillo Borghese : l'étude fait partie intégrante de toute une série de travaux consacrés à la micro-politique dans les États de l'Église sous le règne de Paul V (1605-1621), travaux animés par Wolfgang Reinhard, éminent spécialiste de cette période, père du concept de *Verflechtung*¹.

Dans une première partie, Nicole Reinhardt décrit avec soin les différentes institutions en jeu et leur développement au XVI^e siècle. En ce qui concerne Bologne, le lecteur fait connaissance avec le « gouvernement mixte » constitué par le légat du pape et le sénat rassemblant les représentants locaux, c'est-à-dire les notables de la ville. Plus on avance dans le siècle, plus ce type de gouvernement, fondé sur les *Capituli* de 1447, se révèle être une apparence : le légat est le véritable homme fort de la ville, d'autant que les membres du sénat, institution créée par Jules II, ont besoin de la nomination par le pape. L'analyse des affaires micro-politiques sous le pontificat de Paul V, depuis la gestion de l'annone jusqu'au contrôle de la milice et à la délimitation des frontières du *contado* en passant par tout un ensemble de questions fiscales, confirme parfaitement cette évolution : aucun des conflits opposant le sénat au pape et à son représentant principal sur place ne se termine sans que les représentants de la ville n'aient eu finalement à céder. Aussi le discours entretenu, pendant toute l'époque moderne, par l'entourage (et les membres) du sénat, discours présentant cette institution comme le défenseur des libertés de la ville, se révèle-t-il, en bonne mesure, de nature idéologique. Il servait à légitimer une institution dont les membres savaient qu'en cas de litige leur habituelle soumission finale aux exigences romaines pouvait seule garantir leur statut d'élite locale – ce qui n'empêchait pas les conflits. À certaines occasions, rares mais significatives, les élites de la

ville se permettaient aussi de désobéir, comme ce fut le cas à la veille de la première guerre du Montferrat, lorsque bien des familles sénatoriales hébergeaient, sur leurs terres, les troupes du grand-duc de Toscane malgré la neutralité déclarée par Paul V.

Afin de mieux saisir la logique de tels comportements, N. Reinhardt consacre les deux chapitres finaux de son ouvrage aux réseaux de clientèle noués par les acteurs en jeu, et à la fortune divergente de leur mobilisation. L'auteur s'appuie tout d'abord sur les pratiques de parenté spirituelle de l'élite sénatoriale, perceptibles à travers les actes de baptême. Apparaissent ainsi quelques tendances majeures. Si bien des sénateurs utilisaient le parrainage afin d'établir (ou de renforcer) les liens avec Rome, certains privilégiaient d'autres voies, en particulier le ralliement avec les grandes familles princières (de préférence, les Médicis ou les Farnèse). Ce dernier trait était principalement le fait des familles les plus influentes de Bologne (les Pepoli, les Malvezzi, les Bentivoglio), ce qui, plus qu'une question de rang et de richesse, était une manière d'afficher son indépendance à l'égard de Rome (les mêmes raisons expliquent la relative absence de ces familles dans les différentes commissions du sénat, institution qu'elles ne dominent pas moins par le biais de leurs alliés). Une troisième fraction n'excluait aucune des deux options. Selon l'auteur, il s'agit là d'une stratégie particulièrement caractéristique des réseaux de clientèle établis au sein des États de l'Église, de cette monarchie non héréditaire où chaque changement de souverain mettait en question les alliances nouées jusque-là.

Cependant, dès les débuts de son règne, le nouveau pape avait besoin de créer un réseau de clientèle propre afin de consolider son pouvoir. Fait qui, à en croire l'auteur, compte aussi pour la compréhension des affaires bolognaises. Dans quelle mesure celles-ci, et, surtout, leur issue, s'expliquent-elles par les liens de patronage établis (ou non) ? Pour N. Reinhardt, loin d'être un fait providentiel, les échecs constants du sénat dans les conflits avec Rome étaient en bonne part le fait du sous-développement des réseaux de clientèle noués à Rome par les familles les plus puis-

santes de Bologne. Les sénateurs manquaient ainsi d'intermédiaires influents dans la ville éternelle, à commencer par des cardinaux originaires de leur ville, une « espèce en voie d'extinction » sous le règne des Borghèse. N'ayant personne à ménager, ces derniers pouvaient imposer leurs points de vue de façon radicale. De même, ce n'est pas un hasard si les conflits majeurs et leurs solutions peu accommodantes étaient surtout le fait des premières années de règne : le pape et son cardinal neveu se découvraient par la suite une clientèle à desservir. Celle-ci s'établissait toutefois aux marges de l'élite sénatoriale, la stratégie adoptée par les Borghèse consistant à recruter (et à promouvoir) quelques fidèles qui, en cas de doute, pouvaient fragiliser la majorité sénatoriale ; en revanche, ils ne parvenaient jamais à établir des liens avec les grandes familles de Bologne, qui leur restaient peu favorables. L'opposition constante du sénat à tout ce qui venait de Rome était donc aussi le fait d'un échec de la création de réseaux.

Un tel résultat peut paraître quelque peu décevant (les réseaux de clientèle n'avaient-ils pas les plus grands effets là où ils se révélaient inefficaces parce que mal construits ?). À la vérité, il est le fruit d'une analyse différenciée, point d'aboutissement d'une étude de qualité exemplaire. Celle-ci est due tout d'abord à la bonne maîtrise des dossiers souvent complexes, à commencer par les différents champs micro-politiques, présentés avec clarté et précision, en fonction des problématiques envisagées, et sans tomber dans l'art pour l'art de l'histoire locale. Des remarques analogues s'imposent pour les réseaux de clientèle, même s'il est vrai que l'enquête aurait pu s'affiner encore à l'aide d'autres paramètres, comme celui des alliances matrimoniales. Quoi qu'il en soit, la mobilisation des réseaux repérés est analysée avec beaucoup d'intelligence : l'auteur, renonçant à des interprétations simplistes, envisage les choses cas par cas, mais sans perdre de vue les mouvements d'ensemble. Ce procédé témoigne d'un maniement souverain de la source principale de l'étude : les correspondances. On regrette pourtant que N. Reinhardt n'ait pas donné plus d'attention à l'analyse de cette source en tant que telle. Les remarques critiques lancées ici et là auraient pu débou-

cher sur une approche plus systématique des options stylistiques, des stratégies argumentatives mobilisées dans ce genre de documents. Confronter ces efforts rhétoriques aux résultats obtenus aurait sans doute permis de donner plus de poids aux critiques que l'auteur adresse volontiers à ces historiens ne sachant distinguer les paroles des faits.

ALBRECHT BURKARDT

1 - Cf. WOLFGANG REINHARD, *Freunde und Kreaturen. « Verflechtung » als Konzept zur Erforschung historischer Führungsgruppen. Römische Oligarchien um 1600*, Munich, Vögel, « Schriften der philosophischen Fachbereiche der Universität Augsburg-14 », 1979.

**John Martin
et Dennis Romano (éds)**

*Venice reconsidered. The history
and civilization of an Italian
city-state, 1297-1797*

Baltimore, The Johns Hopkins
University Press, 2000, 538 p.

Cet ouvrage collectif ne se veut ni une somme exhaustive, à l'image de la monumentale *Storia di Venezia* publiée par *Enciclopedia italiana*, ni une synthèse savante dont la plus réussie demeure à ce jour celle de Frederic Lane¹. Il relève d'un autre genre, celui du bilan historiographique, et obéit aussi à des choix clairement assumés.

Si l'on compte parmi les quinze auteurs une Française, un Allemand et deux Italiens, ce livre est d'abord le reflet de la production et de l'état de la réflexion d'une génération d'éminents historiens anglo-saxons qui, depuis plus d'un quart de siècle, ont pris Venise comme objet d'étude. Il est le fruit de la rencontre tenue, à l'initiative de Dennis Romano, à l'université de Syracuse en 1997, date anniversaire de deux événements majeurs de l'histoire vénitienne qui servent aussi de bornes chronologiques au présent ouvrage : la *Serrata* du Grand Conseil de 1297, qui réserva l'accès de l'organe souverain de la République à un patriciat héréditaire, et le sabotage des institutions républicaines en 1797 sous la menace de Bonaparte. Sur les cinq siècles que

cette étude est censée embrasser, les xv^e et xvi^e siècles jouissent d'un traitement de faveur qui s'explique en grande partie par l'intérêt de l'historiographie américaine pour le républicanisme de la Renaissance (Edward Muir). Certes l'ouvrage a le souci d'inscrire l'histoire du régime républicain dans la longue durée, mais on comprend mal pourquoi il fait de la *Serrata* de 1297 le moment fondateur de celui-ci alors que le républicanisme n'est pas étranger à la commune médiévale.

Les auteurs ont opéré des choix thématiques et problématiques. Aucune contribution ne traite de l'économie – signe des temps quand on sait que F. Lane y avait consacré toute son œuvre –, ni des territoires vénitiens, en particulier du *dominio da mar*, ni des relations avec la papauté. L'essentiel des articles porte sur l'histoire et la culture politiques (2^e partie) et sur l'étude de la société et de la culture vénitiennes (3^e partie). Ces choix ont leur cohérence car l'ouvrage est tendu vers un objectif commun : l'exploration du mythe de Venise et de ses avatars historiographiques. De l'article que Élisabeth Crouzet-Pavan consacre à l'élaboration du mythe d'une ville miraculeuse, construite dans le site le plus impropre qui soit à l'urbanisation, à l'article conclusif de Claudio Povolò sur la création de l'historiographie vénitienne au xix^e siècle, le mythe est le vrai sujet de ce livre. Il est vrai que nulle autre cité-État italienne n'a façonné de manière aussi consciente sa propre image. La formulation la plus achevée fut offerte, au moment même où Venise voyait sa place contestée, par Gasparo Contarini dont le *De Magistratibus et Republica Venetorum* (1543) célébrait l'équilibre des institutions, la liberté de la République, le dévouement de la classe dirigeante au bien commun. Le mythe officiel et idéal eut pour pendant un contre-mythe qui prit corps au début du xvii^e siècle et qui dénonçait un régime perverti par l'oligarchie, la répression judiciaire et la volonté d'expansion (Richard Mackenney). Après la disparition de la République, les mythes ont fait place à l'histoire sans perdre de leur force opératoire. Pierre Antoine Daru, fonctionnaire zélé de Napoléon, en dressant dans son *Histoire de la République de Venise* (1815-1819) le portrait d'un État décadent, oligarchique et incapable de se

réformer, ouvrait la voie à une vision critique dont on retrouve les prolongements dans les travaux de Fernand Braudel consacrés au déclin économique ou à l'incapacité de la classe dirigeante de partager le pouvoir avec les élites de Terre ferme. Cependant le modèle républicain ne manqua pas d'avocats, de Samuele Romanin (*Storia documentata di Venezia*, 1851-1863), qui fit de la concorde civile un exemple à méditer en vue de l'unité italienne, à Gaetano Cozzi, qui vit dans la figure du doge Niccolò Contarini la preuve de la vigueur de l'idéal républicain au début du xvii^e siècle et, plus encore, aux historiens anglo-saxons – Hans Bacon et William J. Bouwsma – qui louaient, face aux totalitarismes, les mérites d'une République attachée à la défense de sa liberté. Un effort de mise à distance a conduit les historiens à prendre le mythe lui-même comme objet d'étude, en arguant à juste titre que le mythe est indissociable de la réalité tant il inspirait des représentations et des pratiques à l'image des rituels civiques magistralement étudiés par E. Muir². Le renouvellement de l'histoire vénitienne est le fruit, comme le soulignent J. Martin et D. Romano, d'une révision des grands paradigmes dont les mythes étaient porteurs. Si l'on parlait de leur vision de l'histoire, c'était pour mieux dénoncer leur pouvoir mystificateur et les alternatives simples dans lesquelles ils enfermaient. Notons, d'ailleurs, que nombre de travaux n'ont jamais éprouvé le besoin d'y avoir recours. Reste que les mythes ont la vie dure et demeurent, même lorsqu'ils sont révisés, une matrice et un horizon. *Venice Reconsidered* est l'illustration de cette prégance : certes, il témoigne d'un affranchissement des mythes car des contributions en analysent les ressorts et les inflexions au gré des circonstances tandis que d'autres dessinent un tableau plus nuancé et complexe de la réalité sociale et politique ; leur ombre n'en demeure pas moins omniprésente et de nouveaux avatars, forgés par les historiens, surgissent, tel le mythe d'une ville multiculturelle (pp. 20-21), qui est promis à un bel avenir. Peter Burke démontre que c'est une réalité, à partir de l'examen des livres, publiés en langue étrangère au xvi^e siècle, qui ont contribué à faire de Venise un centre majeur de diffusion de l'information et du savoir.

Le principal apport de l'ouvrage consiste à montrer combien la prétendue stabilité vénitienne est une illusion, tant l'histoire de la Sérénissime est un processus dynamique traversé par de fortes tensions politiques et sociales, qui certes n'ont pas conduit à des ruptures franches à l'image de Florence mais qui n'en sont pas moins actives. Gerhard Rösch montre ainsi que la *Serrata* du Grand Conseil s'inscrit dans un processus long de transformation des équilibres institutionnels et sociaux qui court sur au moins une génération au tournant des XIII^e et XIV^e siècles. Debra Pincus, en étudiant l'iconographie des tombeaux de doges du XIV^e siècle, explique combien ce haut personnage, investi d'une dimension sacrée, voit les limites de son pouvoir renégociées à chaque règne en dépit de l'existence d'un cadre légal qui définit l'étendue de ses prérogatives. Elisabeth Gleason, enfin, démontre de manière très convaincante que la vision d'une Venise idéale et affranchie de l'histoire se construit au moment même où la Sérénissime, après la paix de Bologne de 1530, connaît l'humiliation et la défaite. Les articles traitant de la société vénitienne sont également soucieux d'en décrire le mouvement, nuancé par là même l'image figée d'une tripartition rigide entre les patriciens, qui détenaient collectivement le pouvoir politique, les *cittadini*, présents dans l'administration, les institutions charitables et le commerce, et les *popolani*, qui regroupaient tous les autres habitants de la ville en dépit des différences de métier et de condition. Stanley Chojnacki, grand spécialiste du patriciat vénitien à la Renaissance, avance la thèse selon laquelle la définition de la constitution vénitienne et de la classe dirigeante est un processus long et graduel fait d'ajustements et de négociations. Ce qui est vrai pour 1297 l'est aussi au XV^e siècle et au début du XVI^e siècle quand l'accès au patriciat repose sur des critères plus restrictifs et un contrôle plus rigoureux. L'importance accordée à l'origine de la mère, au même titre que celle du père, pour accéder au Grand Conseil et l'enregistrement des naissances et des mariages dans le livre d'or font dire à S. Chojnacki que se produisit alors une troisième *Serrata* qui définissait durablement l'identité nobiliaire. James Grubb démontre

que les *cittadini* connaissent une évolution analogue, mais décalée dans le temps. Il faut attendre 1565 pour que l'accès au groupe fasse l'objet d'une codification rigide, qui repose notamment sur l'exclusion de ceux dont les aïeux ont exercé les arts mécaniques. Si aucune étude ne conteste la rigidification de la structure sociale au cours du XVI^e siècle, leur intérêt est de montrer combien les lignes de démarcation sont mobiles et ne peuvent être réduites aux seules définitions statutaires. L'inégale répartition des biens et des objets au sein de la classe dirigeante est, selon Patricia Fortini Brown, un puissant facteur de différenciation sociale qui contribue à forger les identités familiales et individuelles, mais qui sape aussi l'idéal d'égalité et de solidarité auquel est tenu le patriciat. Le patronage artistique, aux dires de Peter Humfrey qui livre une belle étude sur le tableau du maître-autel de San Sebastiano commandé par les Soranzo à Véronèse, est aussi le lieu d'une intense compétition entre familles qui cherchent à se distinguer de leurs pairs. Les recompositions à l'œuvre dans la société vénitienne se lisent, enfin, dans l'autonomie – encore toute relative – gagnée par les femmes au XVIII^e siècle à la faveur de la réduction des mariages forcés, du développement de solutions alternatives au couvent et de l'accès à l'écrit qui ouvre la voie à l'émancipation (Federica Ambrosini).

Un quart de siècle après l'ouvrage dirigé par John Hale, *Renaissance Venice*, qui démontrait l'importance de la contribution anglo-saxonne à l'histoire vénitienne, *Venice reconsidered* atteste la fécondité de cette école si tant est que l'on puisse la définir ainsi. Il livre un bilan qui mêle avec brio l'étude de cas et la réflexion historiographique. Sans doute aurait-il pu être plus programmatique car il est à parier que l'effacement du mythe, que J. Martin et D. Romano soulignent et appellent de leur vœu, ouvre de nouveaux horizons à une histoire vénitienne dépouillée de ses oripeaux.

JEAN-FRANÇOIS CHAUVARD

1 - FREDERIC LANE, *Venice, a Maritim Republic*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1973.

2 - EDWARD MUIR, *Civic Ritual in Renaissance Venice*, Princeton, Princeton University Press, 1981.

Gaetano Cozzi

La società veneta e il suo diritto. Saggi su questioni matrimoniali, giustizia penale, politica del diritto, sopravvivenza del diritto veneto nell'Ottocento

Venise, Fondazione Giorgio Cini/
Marsilio, 2000, 400 p.

Gaetano Cozzi, disparu en 2001, fut l'une des figures les plus éminentes de l'historiographie vénitienne de la seconde moitié du xx^e siècle. Au soir de sa vie, il s'employa à réunir des articles parus entre les années 1960 et 1990 dans trois recueils qui permettent de mieux saisir l'unité, l'ampleur et l'approfondissement continuels d'une œuvre consacrée aux institutions, à la société, à la culture et au droit de l'État vénitien à l'époque moderne¹. Ces trois ouvrages valent plus que la somme des études qui y sont rassemblées car ils témoignent de la force d'une pensée qui s'est aventurée dans toutes les directions pour atteindre, à force de détours et de retours, une connaissance et une compréhension sans égale de l'histoire vénitienne.

Le présent recueil, qui est aussi le dernier paru, comporte dix articles qui traitent successivement du droit et des pratiques matrimoniales, des procédures de la justice pénale et des tentatives de réforme du droit pénal au xviii^e siècle, des conflits de juridiction autour du patronage de la basilique Saint-Marc, des projets d'établissement d'un nouvel ordre juridique en Morée après sa reconquête en 1683 et, enfin, des formes de survivance du droit vénitien au xix^e siècle. L'ampleur de l'arc chronologique (du xvi^e au xix^e siècle), la diversité des espaces embrassés (Venise, la Terre ferme, le *dominio da Mar*) et l'exploration de toutes les composantes du droit pourraient laisser croire que le recueil manque singulièrement de cohérence. Il n'en est rien car G. Cozzi met en œuvre, dans chacune de ses études, la même méthode historique. Il se désintéresse du droit en lui-même pour le saisir dans son rapport à la société, habité qu'il est par la conviction que le droit informe sur la culture, les représentations, les conflits de la société qui l'a produit et qu'il impose un cadre normatif dont on ne peut saisir les effets que dans la pratique. G. Cozzi sait, par ailleurs,

transfigurer une étude de cas pour en faire le révélateur de phénomènes historiques de premier plan, que ceux-ci s'inscrivent dans la durée (conflits de juridiction entre pouvoirs séculier et spirituel, lignes de fractures au sein du patriciat vénitien, relation de la Sérénissime avec ses possessions) ou qu'ils introduisent le changement (nouvelles sensibilités à l'égard du mariage ou des procédures pénales au xviii^e siècle). À travers le prisme du droit, ce sont donc tous les sujets que G. Cozzi a explorés au cours de sa carrière qui font l'objet d'un nouvel approfondissement.

L'originalité du système juridique vénitien s'explique, en matière civile, par l'ancienneté et la stabilité du cadre normatif dont la source primordiale est constituée par les statuts rédigés en 1242 sous le doge Jacopo Tiepolo et qui font du *diritto veneto* un corpus juridique distinct du droit romain. En matière pénale, l'originalité vient de l'existence, à côté des tribunaux ordinaires, d'instances judiciaires (Conseil des Dix, *Esecutori contro la Bestemmia* et Inquisiteurs d'État) qui pratiquaient, sur une procédure sommaire de type inquisitorial fondée sur le secret de l'accusation, la limitation de l'accès au dossier d'instruction pour l'inculpé et l'interdiction de se défendre à l'aide d'un avocat. Toute la science de G. Cozzi consiste à montrer que ce système juridique, apparu au cours du xviii^e siècle de plus en plus inadapté, anachronique et contraire à l'évolution des mentalités, demeurerait l'expression d'une tradition et d'un ordre social qui empêchaient son abandon. Si à aucun moment le droit commun ne fut considéré comme une alternative crédible aux statuts du xiii^e siècle, il n'en gagna pas moins du terrain au xviii^e siècle. L'obligation de posséder un doctorat pour devenir avocat (1703) est un indice de la volonté de réduire les différences entre la culture juridique de la Sérénissime et de la Terre ferme et la publication en 1778 du *Dizionario del diritto comune e veneto* de Marco Ferro témoigne, jusque dans son titre, de la conscience de l'incapacité du droit vénitien à être la seule source juridique de tout l'État vénitien. Le *diritto veneto* n'en gardait pas moins de solides partisans, dont Carlo Goldoni qui, dans l'*Avvocato* (1749), mit en scène deux avocats chargés d'argumenter une

controverse successorale : l'un s'appuyait sur le droit romain, multipliait les citations latines et lisait un texte écrit quand l'autre, dans le style du *foro veneto*, improvisait, s'exprimait en vénitien et se référait au droit local. Les débats autour de la justice pénale, en particulier du rite inquisitorial, étaient plus vifs encore. Des voix s'élevèrent au XVIII^e siècle jusque dans les prétoires contre l'inutilité de la procédure en vigueur du Conseil des Dix (Leopoldo Curti). Les tentatives de révision du droit pénal après 1780, la dénonciation du recours à la torture et l'appel à une codification plus stricte de la procédure de la part des *avogadori di Comun* en 1784 témoignent de la diffusion des idées de Cesare Beccaria sans pour autant déboucher sur des changements radicaux. Si, dans la pratique, la procédure sommaire connut des accommodements en autorisant le recours à un avocat alors qu'elle reposait en principe sur l'autodéfense, le gouvernement vénitien l'a néanmoins vigoureusement maintenue car il savait que toute modification formelle des droits de la défense affecterait l'ensemble de la procédure, y compris le secret, pierre angulaire d'un système qui, au-delà de l'administration de la justice, répondait, selon l'argumentation développée par Nicolò Contarini dans le premier tiers du XVII^e siècle, à des objectifs politiques : imposer le respect par la sévérité.

L'un des apports de G. Cozzi est de démontrer que les débats autour des systèmes et des pratiques juridiques recoupaient les clivages politiques qui traversaient la classe dirigeante vénitienne aux XVII^e et XVIII^e siècles, les faisant évoluer. Les deux principaux partis du patriciat cherchèrent ainsi à réformer le corpus juridique dans la seconde moitié du XVII^e siècle, pour des motifs différents. Le courant conservateur, conduit par Andrea Tron, s'attacha au droit civil, car celui-ci avait le plus d'implication économique et sociale, en préconisant une révision des statuts de 1242 afin de mieux souligner la continuité et l'immutabilité des soubassements juridiques de l'État vénitien. Le courant « réformiste », animé par Francesco Pesaro, privilégiait une réforme du droit pénal afin de mettre fin à la procédure inquisitoriale, arbitraire, que pratiquait le Conseil des Dix. Les milieux conservateurs

en vinrent à accepter ces idées dans les années 1780 – sans pour autant les mettre en pratique.

L'auteur s'attache également à montrer combien les mutations sociales qui touchèrent le patriciat entre les XVI^e et XVIII^e siècles menacèrent les normes juridiques qui assuraient sa régulation. Selon la loi, garante de la justice et de l'égalité, les patriciens disposaient de droits et de devoirs politiques identiques conformément à l'idéal républicain. Or l'accroissement des écarts de fortune contribua à faire de l'égalité juridique une fiction puisque, si les plus pauvres avaient le droit de vote, ils étaient politiquement et socialement marginalisés. À deux reprises au moins, les familles les plus en vue eurent la possibilité d'argumenter en faveur d'un régime ouvertement oligarchique sous prétexte que le bon fonctionnement des institutions nécessitait une sélection de ses dirigeants. En tournant le dos aux principes républicains, les Grands concouraient à saper un ordre politique dont ils cherchaient par ailleurs à assurer la pérennité. La longue étude comparative que G. Cozzi consacre aux mariages clandestins atteste de la volonté de mobiliser tous les outils juridiques pour mettre fin à une pratique qui contribuait à soustraire les fils à l'autorité des pères, à les affranchir de leurs devoirs familiaux et à priver leur descendance de leurs droits politiques.

Tout l'art de G. Cozzi est de montrer que les menaces de désagrégation des structures sociales et de dilution des devoirs réciproques s'inscrivaient dans un contexte culturel et social plus large où s'épanouissaient – non sans contradiction – une sensibilité nouvelle envers la primauté des sentiments et l'autonomie individuelle et une critique de plus en plus franche des mauvaises manières nobiliaires. Il incomba au Conseil des Dix de réaffirmer la rigidité des normes matrimoniales et de rappeler les patriciens à la vertu civique alors même qu'émergeait une idéologie fondée sur l'ordre public, la tranquillité domestique, la retenue et la modestie du train de vie, le respect des hiérarchies et la soumission à la loi. Cette idéologie, dont Goldoni se fit le chantre dans ses comédies, fut aussi celle qui inspira le tribunal des *Esecutori contro la bestemmia* et délimita le contour de ses compétences.

À travers le prisme des conflits de juridiction, G. Cozzi revient dans ce recueil sur les deux questions qui ont sans doute le plus mobilisé sa réflexion : le rapport entre pouvoir séculier et pouvoir spirituel, d'une part, et le régime juridique des possessions conquises par Venise, de l'autre. Il analyse le premier dans le contexte matrimonial en montrant comment l'État vénitien, qui accepta les décrets du concile de Trente et reconnaissait le caractère éminemment sacramentel du libre consentement des époux, chercha à élargir les compétences séculières dans le domaine matrimonial sans pour autant faire entrer, à l'instar des royaumes de France ou d'Angleterre, le mariage dans la juridiction de l'État en privilégiant sa dimension contractuelle. Mais c'est dans l'étude sur la controverse apparue à la fin du XVI^e siècle autour du *ius patronage* de la basilique Saint-Marc que G. Cozzi donne toute sa mesure. La juridiction du doge sur la basilique et l'ampleur des prérogatives du primicier, nommé par lui, se virent contester, sur fond de conflit ouvert entre Venise et le pape, par le patriarche et les Procureurs *de sopra* qui partageaient avec le doge le patronage sur Saint-Marc. En vérité, autour des prérogatives juridictionnelles se jouait une lutte féroce pour préserver l'équilibre instable des pouvoirs.

Quant au problème de l'intégration juridique des possessions vénitienes, il est ici abordé à partir de l'exemple du royaume de Morée reconquis sur l'Empire ottoman après 1683. Doter le territoire d'un nouveau cadre législatif apparut comme le meilleur moyen de combler le vide laissé par les Turcs, d'établir des relations claires avec l'Église grecque et les nouveaux sujets, et d'imposer la souveraineté de Venise sur des bases qui ne provenaient pas de la tradition locale. Les statuts rédigés en 1688 démontrent le souci d'imposer dans tous les domaines la marque de la République. S'ils plaçaient, dans l'ordre hiérarchique des sources juridiques, les lois de la Sérénissime en second derrière les statuts municipaux, ils préconisaient la transformation de l'Église grecque en une Église d'État coupée de ses liens avec le patriarche de Constantinople, la mise sous tutelle de nombreux métiers et la marginalisation des droits concédés aux communautés. L'instauration

d'un ordre juridique et administratif aussi étranger aux réalités locales et inadapté au présent fut immédiatement contestée par le Sénat qui préféra une solution plus neutre, plus flexible et plus fidèle à la culture de gouvernement mise en œuvre en Terre ferme. Mais le droit vénitien n'en fut pas moins introduit, imposant son rythme et ses modes de procédure, et les juristes – les avocats notamment – de langue grecque, que Venise avait fait venir, ne manquèrent pas d'exploiter les litiges nés de la réforme cadastrale. L'expérience tourna court puisque Venise dut rendre la Morée aux Turcs en 1718. Dans les plus anciennes possessions grecques, en particulier dans les îles Ioniennes, le droit vénitien finit par s'acculturer au point de survivre à la disparition de la République et de servir de base législative jusqu'au milieu du XIX^e siècle. À Venise, sous la plume de Daniele Manin, il se métamorphosait au même moment en garant de la liberté et de la justice face à l'archaïsme de la procédure pénale autrichienne qui concentrait alors les maux que l'on reprochait au système judiciaire vénitien un siècle plus tôt.

Ce sont ces ruses de l'histoire que G. Cozzi se plaisait à expliquer, partant de l'idée simple mais exigeante – si l'on veut en saisir toutes les implications historiques – que la perception du droit change au rythme de la société, autant que la société est modifiée par lui. Cette leçon, parmi tant d'autres, mérite d'être retenue.

JEAN-FRANÇOIS CHAUVARD

1 - GAETANO COZZI, *Venezia barocca. Conflitti di uomini e idee nella crisi del Seicento veneziano*, Bologne, Il Cardo Editore, 1995, et *Id.*, *Ambiente veneziano, ambiente veneto. Saggi su politica, società, cultura nella Repubblica di Venezia in età moderna*, Venise, Fondazione Giorgio Cini/Marsilio, 1997.

Filippo Maria Paladini

« *Un caos che spaventa* ». *Poteri, territori e religioni di frontiera nella Dalmazia della tarda età veneta*
Venise, Marsilio, 2002, 504 p.

Centrée sur la Dalmatie et l'Albanie, l'étude de Filippo Maria Paladini permet d'éclairer un domaine méconnu de l'histoire du Levant

vénitien à la fin de la République, « double province » héritée en 1718, lors du traité de Passarowitz, à l'issue de la dernière guerre entre la Sérénissime et l'Empire ottoman, et, du coup, de renouveler totalement la perception de cette région de frontière ayant fait l'objet d'une analyse trop souvent orientée depuis le XVIII^e siècle.

L'historiographie traditionnelle a souvent sévèrement critiqué la politique vénitienne au XVIII^e siècle, tout comme elle a défini la Dalmatie et l'Albanie comme un espace contesté, étudié sous l'angle nationaliste, avec des paradigmes interprétatifs désormais surannés. C'est ainsi que l'idée d'immobilisme social et institutionnel, aujourd'hui revue et fortement nuancée, est restée liée à d'autres stéréotypes également négatifs déjà exprimés après Campoformido (1797), fermement soulignés aux XIX^e et XX^e siècles, par les historiographies municipaliste, irrédentiste, autonomiste, nationaliste, italienne, croate, préjugés tenaces que l'auteur remet naturellement en question. Par exemple, la lamentable faiblesse de la neutralité, l'idée d'une inéluctable décadence à la fois économique, sociale, institutionnelle et culturelle de Venise ; le caractère colonial du *Dominio* vénitien, la perception d'une population rurale dalmate et albanaise primitive, qui aurait été récalcitrante à l'idée de suivre les modèles occidentaux. La légende noire créée au XIX^e siècle sur la domination vénitienne en Dalmatie et en Albanie provient en réalité des débats tenus au XVIII^e siècle, dans le cadre des rapports entre les dominants et les dominés, lors des négociations établies par les élites locales, préoccupées essentiellement par l'évolution géopolitique, avec Venise. La perception de la Dalmatie, entre la fin du XVIII^e et le XX^e siècle, correspond en définitive à un processus d'« hybridation » qui transforma ce territoire en un lieu mythique en mesure de garantir des identités opposées, par la construction des « communautés imaginées » (renforcement du caractère purement italien ou slave, du mythe serbe, de la Croatie catholique), en soulignant une profonde divergence entre la ville et la campagne, la noblesse et le peuple, le Latin et le Slave, l'Italien et le Croate, le Croate et le Serbe.

Les États européens se trouvèrent amenés, à la fin du XVIII^e siècle, à redéfinir les liens tissés entre le centre et la périphérie. La République de Venise n'échappa pas à ce mouvement de profondes interrogations et à cette réelle volonté de réformes qui culminèrent à la fin du XVIII^e siècle. L'intérêt de cet ouvrage repose sur le champ d'analyse retenu : les stratégies multiples et renouvelées de la classe dirigeante vénitienne visant, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, à réformer les techniques de contrôle politique et administratif dans le *Stato da mar*, la Dalmatie et l'Albanie. Mais l'originalité de cette étude provient aussi du caractère de ce territoire soumis à l'autorité vénitienne, une « double province », qui voisine avec trois États – celui des Habsbourg, des Ottomans et de Venise, d'où l'expression italienne « Triplice confine » – et ne cessa de préoccuper le patriciat de la lagune, dont les représentants sur place, les providiteurs généraux, ne manquèrent jamais d'exprimer leurs difficultés à gérer un tel domaine et, même, de parler de chaos (par exemple, le patricien vénitien Angelo Diedo en 1792), constat d'un échec de nature « constitutionnelle » qui avait toutefois fait l'objet de nombreuses plaintes et de rapports durant tout le siècle.

Cependant, dans le cadre de la crise qui caractérisa la pratique vénitienne de médiation et d'intégration des innombrables systèmes politiques et juridiques composant alors le *Dominio*, les chercheurs, parmi lesquels Gaetano Cozzi et Marino Berengo, n'ont jamais hésité à relever l'importance des possessions du Levant. La « double province » formait, à cet égard, une réalité complexe, composée par de multiples communautés, plusieurs langues et confessions qui se trouvaient réunies, une réalité perceptible dès la Renaissance, renforcée par la conquête et la redéfinition de l'arrière-pays par Venise dans le courant du XVIII^e siècle, caractérisée par un mouvement migratoire régulier, notamment dans les terres vénitiennes, à travers une sorte de *limes* perméable et une mer, l'Adriatique. La politique de justice, expression du mythe vénitien, élaborée au XV^e siècle, est rendue néanmoins plus difficile au XVIII^e siècle, car il s'agissait pour la République à la fois d'inté-

grer et de pacifier la société dalmate et albanaise, très conflictuelle, mais aussi d'exprimer les valeurs idéales de ce territoire, un royaume en mesure de revaloriser le prestige perdu de Venise après l'échec d'expansion en Grèce (perte du Péloponnèse en 1718). La mission des Syndics inquisiteurs, chargés de veiller à l'application de la justice, en 1748-1751, préconisée par le patricien Marco Foscarini en 1747, une tâche importante réalisée également dans les domaines des Habsbourg (duché de Milan, Trieste, Hongrie, Croatie), sous la vigilance de Marie-Thérèse d'Autriche (1740-1780), constitue un facteur décisif et pertinent dans l'examen des rapports entretenus entre la Sérénissime, les populations locales et les groupes dirigeants des périphéries du *Dominio*.

C'est ainsi que l'auteur n'hésite pas à analyser les innombrables essais conduits dans la « double province », entre 1748 et 1797, par la classe dirigeante vénitienne, essais à la fois dynamisants et contradictoires, souvent suivis par des temps d'arrêt, par la volonté de redéfinir l'autorité des propriétaires fonciers et les pouvoirs des groupes sociaux ; de soutenir une économie retenue stagnante ; de soumettre les activités périphériques aux exigences du pouvoir central ; de coloniser des terres considérées comme dépeuplées, entravées du reste par des guérillas incessantes et ravageuses avant 1718 ; de pacifier des territoires et des communautés rongées par des conflits ruraux et confessionnels ; de sécuriser la possession des biens fonciers le long d'une frontière perméable ; enfin, de rendre perceptible l'échec flagrant des réformes voulues par Venise au XVIII^e siècle. Il est évident que les enjeux vénitiens répondent à la fois à une logique propre à la République et à une compétition internationale, rendue perceptible par la forte pression exercée par les Habsbourg, voisins encombrants et redoutables, qui cherchent à revitaliser le littoral autrichien, le port de Trieste et à militariser les territoires limitrophes croates.

L'étude stimulante de F. M. Paladini permet de mieux appréhender une réalité perçue dès le début du XVIII^e siècle par les Vénitiens eux-mêmes comme étant chaotique, une région de frontière où la classe dirigeante de la République, férue de réformes lamentable-

ment vouées à l'échec, dont les interprétations tendancieuses sont du reste récuses par l'auteur, a été amenée à faire front à la fois aux Habsbourg et aux Ottomans.

LUCIEN FAGGION

Carlo Capra

I progressi della ragione. Vita di Pietro Verri
Bologne, Società editrice il Mulino, 2002,
631 p.

Que l'un des plus parfaits connaisseurs de l'histoire de la Lombardie au XVIII^e siècle ait choisi de proposer une biographie de Pietro Verri (1728-1797) ne dénote pas seulement son attention au rôle des hommes et à leur volonté dans le processus des réformes de la seconde moitié du siècle en Italie, en continuité avec les travaux de Nino Valeri, de Marino Berengo et de Franco Venturi dont le *Settecento riformatore* n'est ici jamais oublié. La somme que nous offre l'auteur de *La Lombardia austriaca nell'età delle riforme (1706-1796)*¹ sur le patricien milanais nous aide surtout à comprendre combien la prise en compte des différents aspects de l'existence du penseur engagé que fut Pietro Verri peut éclairer les pulsations et les rythmes parfois complexes de l'histoire de l'idée de réforme à Milan. Dans un ouvrage dont le titre suggère une vie placée sous le signe d'une tension qui ne s'est jamais satisfaite des résultats acquis (« les progrès de la raison »), Carlo Capra s'emploie à réévaluer la figure du fondateur du *Caffè* avec toute la rigueur de l'historien qui ne néglige aucune des pistes à sa disposition pour cerner au plus près la vérité. Il inscrit les faits et gestes de son personnage dans le contexte de l'ascension politique et de la patiente construction du patrimoine foncier de sa famille, retrace l'éducation qu'il a reçue, mesure ses rencontres et ses affections à l'aune des réalités mouvantes de l'organisation de l'État de Milan et du monde des académies. Il compare ses écrits avec ceux de ses proches et de ses contemporains en se défiant des uns et des autres : c'est qu'il veut faire la part chez son auteur entre ce qui est personnel et ce qui ne l'est pas, non moins que traquer les traces de la présence de

son « esprit » dans des sources qui ne portent pas sa signature, qu'il s'agisse du fameux traité *Des délits et des peines* de Beccaria ou de tel mémoire plus obscur de son ami Ilario Corte, présenté à la cour impériale à Vienne.

Dans cette biographie, qui n'est pas uniquement intellectuelle et qui constitue un modèle du genre, l'historien a tiré parti de la situation exceptionnelle qu'ont créée le sens de la mémoire familiale chez les Verri et la profusion des sources conservées, en particulier dans les archives milanaïses, à commencer par le fonds Verri. Celles qui sont manuscrites nous placent souvent du côté de la vision intime, comme la célèbre correspondance de trente années commencée en 1766 entre Pietro et son jeune frère Alessandro, complétée par celle de Pietro avec plusieurs de ses amis ou encore par le « *Manoscritto* » per Teresa, sa fille, écrit entre 1777 et 1781. D'autres manuscrits autant que les imprimés se situent sur le versant d'une pensée divulguée auprès de destinataires variés : parfois il ne s'agit que d'un haut fonctionnaire à Vienne, comme Giusti puis Sperges, dans d'autres cas est visé un public cultivé, lecteur des physiocrates et encyclopédistes, comme avec les *Meditazioni sull'economia politica* (1771) ou le *Discorso sull'indole del piacere* (1781). Tous nous mettent en présence d'un écrivain, dont la prose nerveuse, le sens de la maxime et le « style de l'âme » caractérisent jusqu'aux plans de réforme en matière de finances. Pietro Verri est dans le même temps un administrateur, et C. Capra s'applique à inscrire son parcours à certains égards erratique dans un binôme problématique : celui de l'ambition et de l'attitude rebelle. Les Lumières lombardes y acquièrent une couleur propre, avec leur mélange d'idéal et d'action concrète, de capacité de « projeter » l'avenir et de réalisme en prise sur le quotidien.

Au fil des douze chapitres du livre se dégage la figure d'un penseur éclairé, qui fut en même temps un fils aîné de famille noble, éprouvant le besoin de s'affirmer dans sa différence face à son père, un gestionnaire des affaires publiques de l'État de Milan sous domination autrichienne, doué d'une vision dans l'exercice des fonctions qu'il occupa ou qu'il aurait souhaité remplir (la direction des

finances lombardes dont il avait rêvé lui échappa en 1771), enfin un esprit libre que sa révolte contre les pesanteurs de la tradition amena à adhérer aux principes de la Révolution de 1789, non sans laisser transparaître des accents de stoïcisme mêlé d'épicurisme. L'humanité du portrait que dresse l'auteur tient à sa reconstitution méticuleuse des étapes du parcours existentiel de Pietro Verri. Nous voyons comment le besoin d'émerger et d'être « le premier » nourrit son ambition, soutenue par un caractère ardent, une « vigueur d'âme » et une curiosité intellectuelle dessinant les contours de son destin hors du commun. Mais sont aussi déclinés les aléas et les vicissitudes qui le conduisirent souvent à devoir attendre ou à se contenter d'une situation moins positive qu'il ne l'avait espérée. Ce fut le cas dès l'enfance avec une mère autoritaire et un père dominé par des modèles d'éducation, une conception de la famille et un culte de la tradition oligarchique à ses yeux dépassés ; ensuite avec ses précepteurs, puis au Collège Nazareno de Rome avant de connaître au Collège des nobles tenu par les jésuites à Parme une véritable libération. Ses expériences amoureuses se soldent par des impasses ou par la mort de l'être aimé jusqu'à ce qu'il se marie tardivement et par deux fois. Des espoirs littéraires sont à leur tour caressés, puis abandonnés au profit d'une carrière politique et administrative qui met du temps à se concrétiser (c'est seulement en 1765 qu'il est propulsé dans une position de prestige en obtenant la direction de la Ferme) et qui finalement ne débouche pas sur le rôle de premier plan qu'il avait imaginé conquérir en 1771 à l'arrivée de l'archiduc Ferdinand à Milan, puis lorsque Joseph II lance son train de réformes, dont l'une des conséquences est sa retraite anticipée en 1786, enfin avec la municipalité de 1796.

Confronté aux incessants défis de l'action, Pietro Verri entretient des relations parfois changeantes avec ses amis, notamment ceux issus du groupe des *Pugni* (Beccaria, Longo, Lambertenghi, Frisi...), et il se heurte à des rivaux tels que Carli à la tête des affaires milanaïses. Mais son écriture doit beaucoup aux déceptions et à la revendication d'une liberté qui le conduit à surmonter le sentiment de per-

sécution et d'isolement. Pétrie de la lecture de Montesquieu, de Maupertuis, de Voltaire, de Rousseau ou d'Helvétius et ayant eu des échos autant chez Adam Smith que chez Kant et jusque chez Leopardi et Stendhal, son œuvre promeut l'engagement civil, la sauvegarde des droits individuels, le libéralisme économique et une philosophie morale qui, au fil des années, s'infléchit dans le sens de la recherche d'un bonheur plus domestique. Elle s'édifie enfin sur deux paradoxes. Le premier concerne le lien dialectique et « instrumental » entre Milan, tour à tour repoussoir et refuge, et Vienne, la capitale longtemps perçue comme la source de l'encouragement à la lumière et à l'esprit de réforme en même temps que de l'octroi des charges désirées. En second lieu, Pietro Verri aura été non seulement un auteur mais aussi un animateur d'idées, fédérant et stimulant la réflexion collective, au point d'en payer le prix par l'effacement relatif derrière le travail dont les autres ont la notoriété. Ce n'est pas le moindre des apports du livre de C. Capra que de nous restituer, par le détour des « effets » de ses conseils, l'authenticité de l'empreinte de Verri sur la pensée et les événements de son époque.

GILLES BERTRAND

1 - Turin, UTET, 1987.

**Andrea Zorzi
et William J. Connell (dir.)**

*Lo Stato territoriale fiorentino (secoli XIV-XV)
Ricerche, linguaggi, confronti*
Pise-San Miniato, Pacini/Fondazione
Centro di studi sulla civiltà del Tardo
Medioevo, « Biblioteca-2 », 2001,
XIV-675 p.

Andrea Zorzi et William Connell, les deux curateurs de cet ouvrage, publient ici les actes du séminaire sur l'État florentin aux XIV^e et XV^e siècles, tenu à Pise en juin 1996. L'idée de ce séminaire et du recueil qui en est le résultat est née des recherches menées en ordre dispersé aux Archives de Florence sur le thème du territoire florentin, et que leurs auteurs, ayant constaté la simultanéité et la conver-

gence de leurs démarches, ont jugé utile de confronter pour de bon.

La constitution de l'État territorial florentin est un sujet anciennement débattu, que les travaux du chercheur américain Marvin Becker ont renouvelé dans les années 1960¹, qu'ont enrichi par la suite plusieurs monographies consacrées aux centres urbains voués à l'assujettissement par Florence (Pistoia, Arezzo, Pise, etc.), et qu'a enfin stimulé l'impulsion majeure donnée à la recherche sur l'État moderne par les historiens allemands, puis par la grande enquête dirigée en France par Jean-Philippe Genet. Ces avancées ont suscité beaucoup d'émules, en Toscane et ailleurs, et le présent colloque rassemble un bon échantillonnage des travaux récents ou en cours. On y relève les noms familiers de chercheurs chevronnés mêlés à ceux de nombreuses valeurs montantes, toutes générations et nationalités confondues. Après trente ans de recherches, les participants entendaient donc faire le point, mais de manière dynamique. Leurs communications, distribuées préalablement en *preprint*, n'ont pas donné lieu à présentation orale : place était faite à des échanges où ces textes étaient directement discutés par un large public de spécialistes priés d'intervenir sur l'essentiel : sources, méthodes, implications théoriques. La publication de l'ensemble – contributions historiques et confrontations méthodologiques et théoriques – constitue une des nouveautés heureuses de l'ouvrage.

En ce qui concerne les contributions, la compétence historiographique dont font preuve les collègues ici rassemblés leur a fait repérer de manière limpide les nœuds de la recherche et les avancées consécutives à quarante ans de travaux, et, par ailleurs, l'inventivité archivistique des jeunes chercheurs les a conduits à ouvrir des séries jusque-là inexplorées, à savoir, outre les documents officiels bien repérés (lois, délibérations, lettres officielles, registres fiscaux), tout l'apport plus neuf des archives locales (statuts, correspondances administratives, police et justice), ou encore, à Florence, les correspondances privées. Or, tous ces documents offrent un accès privilégié à la réalité quotidienne des rapports entre métropole et territoire, aux discussions, pétitions, interventions, où tout peut

donner matière à interprétation, transaction et compromis : le choix des officiers locaux, le degré d'autonomie fiscale des régions, l'équilibre entre les statuts particuliers concédés aux communautés sujettes et les lois régissant en principe la cité et son territoire, les clientèles, etc. De la norme, vue de Florence, on passait à son application quotidienne, vue des usagers.

Laissées au libre choix de chacun, à l'intérieur du thème proposé (l'État territorial florentin), les contributions se regroupent en deux parties correspondant aux lignes majeures de la recherche en cours. Sept articles examinent les « structures et la dynamique des systèmes politiques territoriaux » : noter le choix des mots et l'usage du pluriel, destinés à dénoncer les oppositions brutales et inadéquates – centre/périphérie – ou les situations abusivement considérées comme figées une fois pour toutes : il s'agit, dans l'État territorial, d'un système organique liant entre elles, dans une interaction réciproque, des composantes variées et évolutives.

Sont ainsi examinés successivement la formation, le rôle et le fonctionnement des statuts locaux dans l'État territorial (Jane Black), la politique fiscale de la dominante dans son territoire, en rapport avec la démographie (Samuel Cohn Jr et Giuseppe Petralia), le recrutement des officiers assumant les charges administratives du territoire sujet (Laura de Angelis), la place de l'Église dans l'État territorial (David Peterson), le degré d'intégration économique du territoire, mesuré d'après la corrélation des prix du blé sur deux cents ans (1370-1569) dans les principales villes du territoire (Stephan Epstein). La seconde partie s'intitule : « Le groupe dirigeant florentin et les sociétés politiques locales », titre là encore soigneusement pesé. Sont ainsi présentés tour à tour, à Florence, la place des Médicis au milieu du groupe dirigeant local (Robert Black) et dans les villes sujettes (Pistoia, Volterra, Colle val d'Elsa, Cortone), l'impact complexe de la mainmise florentine sur les hiérarchies locales (William Connel, Lorenzo Fabbri, Stephen Milner, Oretta Muzzi, Céline Pérol).

Conformément au programme du séminaire, les échanges et les débats ont repris toutes ces données, mais dans la perspective

théorique rappelée plus haut. Giorgio Chittolini, dont l'autorité domine ces journées (auxquelles il apporte sa conclusion), insiste sur ce souci théorique, en réponse à des interventions en sens inverse : rester concret, oui, mais ne pas oublier la maxime de Gramsci : « Le maximum de concret équivaut au maximum d'abstraction », à savoir d'indétermination. Se référer à des catégories abstraites bien définies, à des paradigmes, est un outil indispensable à la réflexion. À condition de ne pas imposer les nôtres (Elena Fasano Guarini) et de fortement « contextualiser » (en gras dans le texte) ces catégories (G. Chittolini). Les intervenants se sont pliés, parfois trop bien, à la consigne de l'abstraction, et les catégories ont fait leur office pour d'utiles mises au point. Il s'agissait en premier lieu de trouver pour l'État florentin en formation le qualificatif adéquat : régional, territorial, centralisateur, moderne ? De débats informés et animés, on peut retenir une défiance souvent exprimée envers la notion d'« État moderne » soupçonnée de connivence impure avec celle d'« État centralisé » (elle-même vivement écartée). Entre régional et territorial, le second terme tendrait à prévaloir. Il convenait, en outre, d'identifier le moteur de cette démarche vers la conquête. Existe-t-il chez la dominante un projet conscient et suivi, une *progettualità* ? Si oui, il est en tout cas parsemé de « contingences », liées par exemple aux campagnes viscontéennes – fin XI^e-début XV^e siècle – qui en ont inopinément accéléré le processus. De manière significative, la composante économique de la *progettualità* a peu retenu l'attention. Les questions se sont en revanche multipliées à propos de la mise en place, et en œuvre, des structures et du personnel nécessaires au gouvernement du nouvel État, et de leur gestion quotidienne : comment se répartissent les responsabilités de décision et de gestion entre dominante et communautés sujettes, comment s'établit l'équilibre entre lois et statuts locaux, comment s'instaure et se répand le « clientélisme », où les Médicis jouent un rôle croissant, quelle est l'importance politique de la « fiscalité », quel rôle jouent les juristes, etc. ; comment s'emboîtent, en somme, les rouages de l'État en construction, que l'on découvre très complexes, et

comment fonctionnent-ils, une fois livrés aux mains humaines ?

En résumé, cet ouvrage constitue un témoignage très instructif sur la situation actuelle de la recherche internationale concernant la mise en place en Toscane, et en Italie par ricochet, de l'État territorial (et moderne avec maints guillemets), sur les questions théoriques soulevées par cette mise en place et sur ses aspects irréductiblement humains.

CHARLES DE LA RONCIÈRE

1 - MARVIN BECKER, *Florence in transition*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2 vols, 1967-1968.

Elena Fasano Guarini (éd.)

Il principato mediceo

Florence, Casa editrice Felice Le Monnier/Cassa di Risparmio di Firenze, « Storia della civiltà toscana-III », 2003, xxx-540 p., 74 pl.

Troisième volume d'une ample histoire de l'espace toscan, du moment communal à nos jours, l'ouvrage s'insère entre un volume consacré à la Renaissance et un autre consacré à l'époque des Lumières¹. La période considérée, celle du pouvoir personnel des Médicis, depuis la reprise de Florence en 1530 par les troupes impériales jusqu'à la mort de Jean Gaston, dernier grand-duc Médicis, en 1737, ne renvoie pas pour autant, de par sa conception, à un découpage chronologique convenu. Ces deux siècles sont ici analysés comme un moment spécifique de constitution d'un territoire. L'espace toscan se renforce : la république de Sienne est agrégée à la « Toscane florentine » dans les années 1550, à l'issue d'un conflit militaire ; la ville de Florence confirme sa domination politique, mais aussi culturelle et sociale ; un duc, devenu grand-duc en 1569, assure l'unité de cet État où coexistent des entités encore fortement hétérogènes.

En brochant les lignes de forces historiographiques qui donnent sens à l'entreprise, l'introduction, très convaincante, de Elena Fasano, propose d'emblée une histoire qui, loin de tout localisme, considère au contraire

la « très forte insertion » de la Toscane des XVI^e et XVII^e siècles dans une « Europe désormais multipolaire » comme l'horizon nécessaire pour comprendre les « dynamiques » et les « transformations » politiques (p. XXIII) qui constituent la préoccupation majeure de l'ouvrage. D'où l'écart considérable qui le sépare de l'ample synthèse, proposée il y a une trentaine d'années par Furio Diaz², encore très fortement marquée par le paradigme du déclin dont aurait souffert l'Italie dès lors qu'elle aurait cessé, dans la première moitié du XVI^e siècle, d'être à l'avant-garde économique, politique et culturelle de l'Europe. Ayant également rompu avec le modèle de la monarchie absolue, l'analyse s'attache à la constitution d'un État dynastique, dont le prince serait « une figure profondément différente d'un quelconque monarque territorial » (Luca Mannori). C'est alors la « monarchie composite », naguère proposée par John Elliott, qui devient l'une des références majeures, dans une construction politique contractuelle et multipolaire qui conserve presque intacte la « matrice citadine » de l'ancien État républicain.

L'ouvrage réunit dix-neuf contributions, regroupées en cinq parties. La première « Politique et institutions », propose une vaste fresque, articulée en deux moments. Le premier, analysé par E. Fasano, correspond à une mise « sous tutelle » des territoires par les trois premiers grands-ducs, Côme I^{er}, François et Ferdinand I^{er}, permise par l'élaboration de solides équilibres politiques internes et le renouvellement de l'appareil institutionnel dans les années 1540-1565 ; le prince, à la fois autoritaire et prudent, respecte statuts et coutumes pour gouverner dans la continuité, tout en déléguant progressivement les tâches de gouvernement à un groupe élargi de bureaucrates, dont il précise les missions et les compétences ; en même temps, il se constitue une richesse grâce à laquelle Ferdinand devient l'un des hommes les plus riches d'Europe ; enfin, les grands-ducs ont une véritable politique territoriale, qu'il s'agisse de mettre en valeur les campagnes insalubres (basse vallée de l'Arno, Valdichiana) ou de modifier les flux économiques et les équilibres politiques en Méditerranée avec la création du port de Livourne. Le second, de Côme II à

Jean Gaston, est abordé par Franco Angiolini, comme une phase d'équilibre sans cesse renouvelé, obtenu par la difficile « composition [...] des forces multiples qui agissent sur la Toscane » grâce à « l'art de la politique ». Reprenant à son compte la proposition faite par Jean-Claude Waquet dans son ouvrage sur les finances toscanes à l'époque des derniers Médicis (Rome, 1990), il la redéploie en montrant comment, après trois décennies de forte présence internationale, tant sur les champs de bataille de la guerre de Trente ans que dans la guerre de course contre les Ottomans, la politique des Médicis se fait plus défensive, jusqu'à ce que, sous Côme III, la Toscane ne devienne un État pacifique, qui préfère financer la guerre que la faire (Enrico Stumpo). Seule l'absence d'héritier met fin à cet équilibre politique. Aux confins du grand-duché, la cité de Lucques, tout à la fois enfermée dans ses murs et présente sur les grandes places marchandes européennes, manifeste une prudence analogue qui lui procure la « survie sans développement » tout au long de l'époque moderne (Renzo Sabbatini).

Cet équilibre n'est pas contradictoire avec les grandes orientations du livre, et c'est là un des grands apports de l'ouvrage. La deuxième partie, consacrée à « Territoire, population, économie », ne propose pas une histoire « immobile » : les campagnes connaissent une nette croissance démographique à partir du milieu du XVII^e siècle, alors que la population urbaine, quoique forte (16 à 18 % de la population totale), ne retrouve jamais son importance d'avant la peste noire (30 %). C'est la région entre Florence et la mer qui est le moteur de cet essor ; les bourgs, avec leurs activités artisanales, s'y développent, au milieu d'une agriculture très insérée dans les circuits économiques régionaux (Marco Della Pina, Anna Maria Pult Quaglia). C'est en partie dans cette région que se développe, dans les bourgs, le tissage des draps de laine, alors que Florence, grand centre lainier jusqu'au milieu du XVII^e siècle, ne conserve qu'une industrie de la soie et que Prato devient le principal centre de production de draps à bas prix (Francesco Battistini).

La dimension religieuse, qui fait l'objet de la troisième partie, présente un état des tra-

vaux actuels sur la confessionalisation de la société et de l'État. Une fois « éradiqué » les mouvements réformateurs, dès 1560 à Florence, dans les années 1580 à Sienne et à Lucques (Simona Adorni Braccesi), c'est une véritable « Église régionale » qui se constitue, non pas en opposition à l'État mais au contraire grâce à une forte interpénétration entre société civile et société religieuse, et à une religion catholique qui devient le « langage hégémonique de la société » (Gaetano Greco). Si la quatrième partie, consacrée à la culture, à ses institutions (avec le bel essai de Maria Pia Paoli sur les lieux de savoir, depuis les apprentissages scolaires, catholiques ou juifs, jusqu'aux formes de sociabilité savante), ses productions (Amalia Bettini, les sciences ; Davide Conrieri, la littérature et le théâtre ; Luigi Zangheri, l'architecture), semble moins directement impliquée dans la problématique d'ensemble de l'ouvrage, à l'exception du chapitre sur les usages politiques des arts, permettant aux grands-ducs de se construire une légitimité symbolique et de se constituer en dynastie (Massimiliano Rossi), la dernière partie de l'ouvrage, « Les formes de la vie collective », propose une réflexion stimulante sur la contribution de certaines dimensions publiques de la vie sociale à un ample processus d'institutionnalisation qui participe à une transformation des pratiques et des formes étatiques. Le chapitre en propose deux formes. D'un côté, les rituels courtois, la fête politique, civique ou religieuse (Marco Casini), la sociabilité nobiliaire, étudiée à travers le jeu du « calcio » et le développement des « casinò » aristocratiques (sans doute moins auto-référentiels que ne le voudrait Roberto Bizzocchi), mêlent curieusement intégration, voire imbrication, et exclusion, hiérarchisation. De l'autre, le « souverain tuteur », dans la continuité de l'État républicain, accorde protection et assistance à tous ceux pour qui le lien social vient de se faire plus ténu, voire de se rompre : pupilles ou enfants abandonnés, femmes seules ou veuves, travailleurs sans travail... Deux dimensions sont ici proposées : celle de la répression et de la réclusion imposées surtout aux femmes et aux jeunes dans des lieux qui servent d'« école de discipline et d'obéissance » et dont l'expérience, reso-

cialisatrice, tendrait à renforcer l'autorité des institutions sociales et politiques (Daniela Lombardi); celle d'une « sphère publique et politique », conçue comme un « lieu des garanties et des tutelles, des éthiques et des droits à l'intérieur d'un réseau de relations » (Giulia Calvi).

En déconnectant la Toscane de la référence française (absolutiste) à travers laquelle elle a été souvent abordée, cette ample fresque, sans intentions totalisantes, contribue à diversifier le dossier déjà riche des formes politiques de l'Ancien Régime européen.

JEAN BOUTIER

1 - MICHELE CILIBERTO (éd.), *Il Rinascimento*, Florence, Casa editrice Felice Le Monnier/Cassa di Risparmio di Firenze, « Storia della civiltà toscana-II », 2001; FURIO DIAZ (éd.), *L'età dei Lumi*, Florence, Casa editrice Felice Le Monnier/Cassa di Risparmio di Firenze, « Storia della civiltà toscana-IV », 1999.

2 - *Il granducato di Toscana. I Medici*, Turin, UTET, 1976.

Céline Pérol

Cortona, pouvoirs et sociétés aux confins de la Toscane (XV^e-XVI^e siècle)

Rome, École française de Rome, 2004, 430 p.

L'étude que Céline Pérol a consacrée à la ville de Cortone fournit une analyse monographique qui vient enrichir le panorama des travaux sur les villes sujettes de Florence entre XIV^e et XVI^e siècles, et offre une illustration significative d'un parcours de recherche largement informé par les tendances actuelles du débat scientifique italien. Ville moyenne d'un peu plus de trois mille habitants, située au flanc sud-est de la Toscane florentine, dans laquelle elle est entrée par achat en 1411, Cortone est ici abordée dans une perspective qui se veut affranchie de la vision rigide qu'a souvent inspirée l'histoire des processus de construction étatique. Dans cet effort pour assouplir le lexique d'analyse des réalités mouvantes du *dominio fiorentino*, il faut entendre, bien sûr, l'écho des préoccupations récentes de l'historiographie italienne ou anglo-saxonne, ainsi

que la volonté de dégager le cas de Cortone d'une formule qui risquerait, en opposant de façon systématique État et communauté, d'effacer les nuances qu'introduisent, dans ce lien particulier à Florence, des données comme l'éloignement ou la situation de confins.

Empruntant les principes de sa démarche à une géographie des territoires et de la territorialité qui saisit sous de multiples rapports des espaces collectivement organisés, vécus et imaginés, l'historienne de Cortone explore les logiques spatiales les plus anciennes et les dislocations qu'imprime l'intégration dans l'État florentin. On traverse ainsi un siècle et demi d'insécurité territoriale dans cette zone de confins avec l'État siennois et les États de l'Église, porte d'entrée des armées d'invasion, site stratégique pour le contrôle de la Valdichiana, que les ducs de Florence s'efforceront de verrouiller par une citadelle modernisée. Quelles que soient les tentatives pour façonner une frontière ou confiner une souveraineté, la géographie des échanges, la répartition des biens fonciers, la circulation des hommes et des troupeaux dessinent une tout autre configuration régionale, plus large et plus complexe, qui enveloppe Cortone au rythme de l'Ombrie, le long d'un espace transfrontalier. L'examen des rapports difficiles entre la cité cortonaïse et les campagnes environnantes dans les années 1430-1474 débouche sur l'analyse attendue des émeutes de 1569. Ces gens du *contado*, qui viennent brûler dans le palais public les registres contenant une fiscalité locale abusivement avantageuse pour les citadins, sont ici rapprochés des Croquants d'Yves-Marie Bercé. Parallèle étonnant pour au moins deux raisons : d'abord parce que l'État médicéen, visé par les rancœurs citadines et non par les communautés rurales, interprète la révolte comme une preuve de l'inéquitable gouvernement de la ville; ensuite, parce que les interventions florentines se préoccupent bien plus de réprimer les malversations municipales que la colère des *contadini*, dont les doléances sont connues et opportunément exploitées en vue de renforcer les contrôles exercés sur Cortone, notamment par l'envoi d'un chancelier forain chargé de représenter sur place la magistrature florentine des *Nove Conservatori*. Dans un autre domaine,

celui des pratiques de l'espace urbain, telles qu'on les appréhende par la géographie sacrée, le parcours des processions ou des rituels civiques, les marques de la présence florentine s'appesantissent également à partir de la seconde moitié du XVI^e siècle.

La deuxième partie du livre propose une étude très minutieuse du système politique cortonais entre XV^e et XVI^e siècle qui éclaire, sur la lancée des travaux de Elena Fasano-Guarini, quelques constantes socio-politiques que dissimule la rapide rotation des charges dans les cités sujettes de Florence. L'enquête part d'une approche quantitative construite sur l'analyse des listes qui entrent dans la constitution des bourses, d'où se tiraient au sort les noms des six prieurs de la ville, ainsi que les membres des autres magistratures et conseils locaux. Cette recherche se combine à une approche généalogique fine permettant de reconstituer entre les noms éligibles des liens de parenté (par l'appartenance lignagère ou l'alliance matrimoniale). Les résultats documentés de cette vaste patronymie politique de Cortone semblent clairs. Qu'il s'agisse de charges effectivement assumées ou d'inscriptions multiples pour des tirages au sort, le système a fonctionné au XV^e siècle en faisant prévaloir des logiques lignagères associant l'ensemble des branches d'une même *casa*, alors que les transformations de la seconde moitié du XVI^e siècle sanctionnent plutôt une logique de reproduction héréditaire favorisant la transmission du priorat par la lignée. On retrouve donc une interprétation qui tend à confirmer une inflexion oligarchique dans les faits et dans le droit, tout en soulignant que le passage parmi les prieurs devient de plus en plus une forme de qualification familiale qui relègue au second plan le rôle politique individuel. Ce gouvernement des « citadins » – selon le choix lexical de l'auteur, qui évite le mot de « citoyens » dès lors qu'il s'agit des cités sujettes de Toscane et le réserve aux seuls Florentins – forme une société politique aux multiples facettes. Le livre en explore quelques-unes des plus significatives : la gestion collective des œuvres d'assistance, objet prioritaire des attentions civiles et ecclésiastiques, ainsi que les relations avec les recteurs et les évêques, ces étrangers imposés de l'exté-

rieur par l'agrégation au domaine florentin. À cette occasion est utilement redessinée la figure du cardinal Silvio Passerini (1469-1529), dont la carrière exceptionnelle au service des Médicis se comprend aussi par la trajectoire ascendante de sa famille et par la position prééminente qu'il occupe dans sa ville d'origine.

Ayant fait converger sur un terminus situé de façon très classique autour de 1564-1569 le déplacement de toutes les lignes mouvantes suggérées par les pratiques territoriales, la distribution héréditaire des charges ou les intrusions administratives des Florentins, il reste à démontrer – selon la même scansion chronologique – la formalisation des contours distinctifs de l'ordre social, ce que réalise la troisième partie. La notion de patriciat, peu utilisée jusqu'alors, redevient l'une des lignes directrices de l'étude. Une précise analyse de l'onomastique cortonaise, conduite à partir de différents corpus anthroponymiques, permet de mesurer les similitudes avec le modèle florentin tracé par Christiane Klapisch-Zuber. Les différenciations créées par la fixation patronymique illustrent la cohésion des lignages les mieux installés dans leur identité socio-familiale. Par une autre voie, celle de la répartition des habitats dans le périmètre urbain et de l'imbrication des réseaux familiaux à l'intérieur des terriers, on saisit la cohérence qui détermine les logiques résidentielles du patriciat de Cortone. Les clauses d'élection de sépulture corroborent à leur manière les nouvelles modalités d'occupation de l'espace urbain. Cette géographie du patriciat est complétée par un tableau évolutif des patrimoines qui trouve son point de départ dans les données du *catasto* de 1429 et les prolonge avec des sources fiscales du XVI^e siècle. L'investigation patrimoniale dessine le portrait collectif d'une société dominée par la richesse de ses marchands et de ses lainiers, modérément ouverte et suffisamment forte pour conserver l'essentiel de ses positions. L'aristocratisation des élites apparaît comme un phénomène restreint, reproduisant au format de Cortone les mécanismes sélectifs d'élévation observables ailleurs chez des notabilités citadines qui ne peuvent se contenter de la respectabilité civile et aspirent à des marques de dignité nobiliaire, juridiquement et politiquement reconnues par

les souverains florentins. C'est sans doute dans ce sens qu'on peut analyser l'engouement pour le métier des armes, les admissions dans les ordres de chevalerie ou les carrières doctorales entreprises auprès de l'université de Pise. La réforme de 1564, réservant comme droit héréditaire l'éligibilité au priorat, n'est pas sans rapport avec la nécessité de remplir les conditions requises par l'ordre de Saint-Étienne depuis sa création en 1562.

En poursuivant sur un siècle et demi le tableau de la recomposition silencieuse d'une société citadine passée de la domination lointaine des Florentins à la souveraineté médiatisée des grands-ducs, le livre de C. Pérol rassemble et unifie des approches historiographiques et des méthodes d'enquête que l'on ne trouve pas souvent mobilisées de façon aussi convergente dans les travaux conduits sur le domaine italien. La nécessité de dépasser les cloisonnements qu'induisent les spécialisations de recherche ou les divergences de pratiques entre médiévistes et modernistes rencontrera dans ce travail pensé aux marges de la Toscane une évidente confirmation.

OLIVIER ROUCHON

Donald Weinstein

The captain's concubine: love, honor, and violence in Renaissance Tuscany

Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2000, 219 p.

L'attention accordée par l'historiographie récente aux significations de la violence nobiliaire dans l'Italie de la Renaissance vient de trouver une nouvelle illustration dans le dernier livre de Donald Weinstein. L'auteur y décrit le cheminement qui l'a conduit d'une enquête globale sur le duel d'honneur, appuyée sur la littérature normative des XVI^e et XVII^e siècles, à l'examen concret d'un dossier spécifique, rencontré au fil des dépouillements. L'affaire se présente sous les apparences de la plus grande banalité : le 27 mars 1578, en plein cœur de la Semaine sainte, deux gentilshommes de Pistoia s'affrontent à coups d'épée devant une église de leur ville pour une question d'honneur. À partir de cet épisode,

qui prend place dans la chronique des combats de rue auxquels s'adonnent sans répugnance les nobles citoyens des villes de Toscane, l'auteur se livre à un travail de contextualisation du conflit. Il adopte résolument une stratégie narrative appuyée sur les procédures judiciaires, donnant une large place à la parole des acteurs et des témoins de la violence. En ce sens, il n'était nul besoin d'invoquer de surcroît le genre de la micro-histoire pour justifier l'attention critique portée à une affaire de sang et d'honneur.

Trois séries d'éléments fournissent les coordonnées de ce dossier. D'abord l'identité sociale des principaux personnages impliqués : Mariotto Cellesi, l'agresseur désigné, et Fabrizio Bracciolini, supposée victime par la gravité de ses blessures, sont deux chevaliers qui appartiennent au même ordre équestre, celui de Saint-Étienne, fondé en 1562 par le duc Côme de Médicis en vue d'y admettre notamment les fils des principales familles des villes toscanes. La deuxième caractéristique de l'affaire tient au lieu urbain dans lequel elle s'inscrit. Pistoia a été marquée par une longue et antique tradition de lutte factionnelle et de combats de rue. Aux yeux des commissaires florentins du XVI^e siècle, elle reste une ancienne cité de la discorde, qui n'a été définitivement débarrassée de ses déchirements que par la sage rigueur des grands-ducs, et dans laquelle les soubresauts violents de la noblesse et des jeunes affleurent encore sous le respect extérieur de la pacification médicéenne. L'intérêt du dossier résulte enfin de la superposition des trois instances juridictionnelles qui ont eu à se prononcer sur ces faits : à l'échelon local, le commissaire ouvre l'information judiciaire, procède aux auditions des témoins et engage des poursuites contre Mariotto Cellesi ; au niveau florentin, la Pratica Segreta, conseil étroit du grand-duc ayant compétence sur Pistoia, est intervenue assez vite du fait de l'implication de plusieurs notables ; en dernière instance, l'ordre de Saint-Étienne s'est saisi de ce procès en vertu d'un privilège de juridiction sur les actes criminels de ses propres chevaliers. L'enquête de D. Weinstein repose sur la confrontation contradictoire des témoignages recueillis dans les différentes procédures : ils mettent en évidence la difficulté d'établir les

circonstances exactes du combat et les incertitudes des témoins sollicités ou manipulés par les parties. L'essentiel demeure, au travers des interrogatoires et des dépositions, l'appréciation portée sur l'agression elle-même et sur la reconnaissance du droit de Mariotto Cellesi à laver dans le sang l'offense infligée par Fabrizio Bracciolini. En effet, celui-ci était devenu, au vu et au su de tous, l'amant d'une femme connue pour être depuis des années la maîtresse du capitaine Lanfredino Cellesi, père de Mariotto. Vivant en concubinage avec cette femme mariée, Chiara, qu'il séquestre par jalousie lorsqu'il se découvre trompé, et qu'il finira par renvoyer vers son mari, le capitaine Lanfredino apparaît comme une figure de vieux notable, tyrannique et querelleur, sans doute moins rare qu'on ne pourrait le supposer. La défense des Cellesi, habilement représentés en justice par un de leurs parents, s'efforça de détruire les témoignages douteux de la partie adverse qui dénonçaient un guet-apens ; elle chercha à discréditer Fabrizio Bracciolini, le séducteur scandaleux qui avait suscité le désordre ; elle tenta de démontrer que le chevalier Mariotto, voyant son père ridiculisé devant toute la ville, n'avait d'autre choix que de se comporter en gentilhomme et d'appeler son adversaire à se battre. Le Conseil des Douze, qui rendait la justice de l'ordre de Saint-Étienne en de pareilles affaires, semble avoir adhéré à un tel raisonnement.

Les conclusions des deux rapporteurs sont finalement plus sévères pour F. Bracciolini, qui avait suborné des témoins et menti sur sa relation coupable, que pour M. Cellesi, qui s'était contenté d'obéir aux impératifs de l'honneur. La relative modération de la sentence finale, qui paraît contredire les principes affichés de la discipline intérieure de l'institution équestre, s'explique en définitive par la reconnaissance d'un code de valeurs distinctif des gentilshommes. La validation de ce code est effective du côté des chevaliers et du grand-duc lui-même, mais elle est attestée également par les témoignages des citoyens et simples habitants des villes. Pour D. Weinstein, les grands-ducs, tout en interdisant le duel et réprimant les violences des chevaliers, sont les instigateurs d'un ensemble de valeurs aristocratiques, qui implique la défense de

l'honneur par les armes. Mais la contradiction est-elle si manifeste ? Les Médicis sont-ils partagés entre leur rôle de souverains, garants de la paix publique, et leur vocation de chefs des gentilshommes de Toscane ? À considérer l'exemple de Pistoia, on aurait tendance à penser que les objectifs de domination durable ont été atteints grâce la conjonction de ces deux faces de l'autorité princière.

À partir d'une documentation qu'il a rendue largement disponible aux lecteurs, le livre de D. Weinstein constitue une très stimulante étude de cas sur les implications violentes de l'honneur et leur acceptation sociale dans la Toscane des premiers grands-ducs.

OLIVIER ROUCHON

Alessandra Contini

La Reggenza lorenese tra Firenze e Vienna.

Logiche dinastiche, uomini e governo (1737-1766)

Florence, Leo S. Olschki editore, 2002, 431 p.

Le terme de Régence désigne dans l'histoire du grand-duché de Toscane le règne de François-Étienne (1737-1765), qui a obtenu la succession du dernier Médicis en échange de son duché de Lorraine remis à Stanislas Leczinski. Époux de Marie-Thérèse, il devient empereur en 1745 et réside de façon permanente dans la capitale impériale. La Toscane, tout en restant juridiquement distincte des territoires de la monarchie autrichienne, se trouve ainsi étroitement liée à Vienne. Cette période a fait l'objet depuis une trentaine d'années d'un important renouvellement historiographique, attentif surtout au débat politique interne. En s'appuyant sur les sources viennoises et florentines, Alessandra Contini propose d'éclairer les rythmes et les choix de la politique intérieure de la Régence à la lumière des plus amples stratégies de la dynastie des Habsbourg-Lorraine. Plus largement, l'ouvrage participe des réflexions récentes sur le fait du « petit État » évoluant dans l'orbite des grandes puissances et explore les relations entre dynastie et territoire. La centralité de la donnée dynastique est déclinée en trois chapitres chrono-

logiques. L'installation à Florence en 1737 de la nouvelle Maison est abordée à partir des trajectoires des Lorrains déracinés (chap. I). La période d'instabilité intérieure autant qu'internationale qui court jusqu'à la fin de la guerre de Succession d'Autriche (1748) est relue à travers les développements de la politique militaire toscane (chap. II). Les vicissitudes de la carrière d'un dirigeant politique, Pompeo Neri, marquent les temps de la transition avec le règne de Pierre-Léopold (1758-1766), dans un cadre italien consolidé par le renversement des alliances de 1756 (chap. III).

La mobilité de la Maison Lorraine est le fruit de la stratégie d'une dynastie qui, loin de s'identifier avec l'État territorial, a nourri dès le XVI^e siècle des relations étroites avec les Habsbourg et envisagé rapidement un échange de territoires. Le déménagement de la cour de Lunéville à Florence est celui des meubles, des archives, de la bibliothèque, mais aussi celui des hommes et d'une certaine culture de gouvernement. A. Contini engage ici une double réflexion, très convaincante, sur l'usage politique que la dynastie fait en Toscane de ses hommes et sur les stratégies personnelles et familiales développées par les Lorrains. Le prince de Beauvau-Craon, le plus haut représentant d'une noblesse lorraine venue peu nombreuse en Toscane, est ainsi dès 1737 un instrument clé dans le processus d'amalgame entre la nouvelle dynastie et l'aristocratie florentine. Son retour à Nancy en 1749 témoigne dans une certaine mesure de son échec politique mais aussi d'une large marge de manœuvre, liée à l'espace aristocratique européen, à ses attaches patrimoniales en Lorraine et à ses relations avec la cour de France. Les ministres lorrains, dépendant plus étroitement du service du prince, n'ont pas cette latitude. L'insertion du personnel financier et administratif lorrain dans les appareils toscans permet d'entamer l'ancien système de pouvoirs hérité des Médicis et de faire valoir les critères de la bonne administration. Mais elle fait aussi office de canal de pénétration des intérêts lorrains, qui peuvent agir sur les marchés financiers et font de la Toscane cette « bonne affaire » qui nourrit pendant des années l'immigration lorraine. Alors que de nombreux Lorrains s'installent durablement

en Toscane, y investissent, sont agrégés dans certains cas à la noblesse, les savants et artistes lorrains, généralement mal accueillis par des Florentins sûrs de leur supériorité, négocient leurs talents et passent rapidement à Vienne où s'organise la cour lorraine de François-Étienne.

La politique militaire d'un grand-duché aux forces armées réduites et sans grande tradition militaire a jusqu'ici été peu étudiée. Elle prend dans le cadre dynastique une double dimension, posant, d'une part, la question de la marge de manœuvre du grand-duché (propriété personnelle de François-Étienne, mais surtout point stratégique pour les Habsbourg en Italie), témoignant, d'autre part, de la manière dont l'instabilité internationale pèse sur la politique intérieure toscane. L'effort de guerre rend en effet nécessaire des réformes financières et militaires drastiques, alors que le risque que représente en Toscane le « parti espagnol » impose à la nouvelle dynastie de se garantir le soutien des classes dirigeantes locales. Dès avant la guerre (1737-1740), les réelles menaces espagnoles, la propagande alarmiste ainsi que la montée d'un mécontentement diffus dans le pays conduisent à une réorganisation complète des forces armées (système des régiments) et de l'appareil de gouvernement. Si la guerre de Succession d'Autriche (1740-1748) ne touche jamais le territoire (quoiqu'elle le frôle à plusieurs reprises) et si le grand-duché a fait le choix de la neutralité, la Toscane est comme tous les territoires de la péninsule impliquée dans le conflit. Son sort dépend des troupes impériales, qui peuvent seules repousser la menace espagnole, et sa fragilité politique est patente, que donnent à lire en 1745 les manœuvres diplomatiques de d'Argenson auprès des élites florentines ou les éventuelles stratégies d'échanges territoriaux de Vienne. En contrepoint des vicissitudes militaires de Marie-Thérèse, la question fiscale fragilise le consensus des classes dirigeantes florentines. L'accélération des réformes et la réorganisation du gouvernement toscan après 1746 correspond à la consolidation de la position militaire des Habsbourg. Reste qu'à la différence d'autres États italiens, souligne A. Contini, l'armée n'est jamais devenue en

Toscane le lieu d'une nouvelle identité dynastique-nationale.

La dernière phase va de l'arrivée à la tête de la Régence du maréchal Botta Adorno (1757) à celle du jeune grand-duc Pierre-Léopold (1765). Les vicissitudes de la carrière du ministre Pompeo Neri permettent d'éclairer les phases successives de l'articulation entre les choix de la politique générale viennoise et le travail des cabinets florentins. Entre 1758 et 1763, Vienne affiche nettement la volonté d'une réconciliation avec la classe dirigeante florentine (par la « délorrainisation » du personnel politique ou la nomination de nouveaux sénateurs) ainsi que le souci de mieux contrôler l'organisation financière de l'État. Dans ce cadre, les ambitieux projets de réforme de Pompeo Neri sont le plus souvent rejetés au profit d'une politique plus respectueuse des équilibres institutionnels en place. L'institution en 1763 de la secondogéniture et la perspective prochaine d'un souverain résident marquent une franche césure : de nombreuses propositions réformatrices – celles de Neri ou d'autres ministres – sont adressées directement à Vienne. Dès 1765, le jeune Pierre-Léopold exprime des velléités d'indépendance soutenues par Pompeo Neri, mais se heurte très rapidement à la logique dynastique. La représentation diplomatique toscane est rendue quasi inexistante, Pierre-Léopold est placé sous la tutelle d'un homme de confiance de l'impératrice, le comte Rosenberg Orsini. Pompeo Neri, dont on juge l'influence dangereuse, est à nouveau marginalisé. C'est dans un grand-duché replié sur sa politique intérieure que se fait la confrontation active entre les idées des ministres toscans, celles du prince et les directives viennoises, et que se trouve lancé le processus des grandes réformes léopoldiennes.

L'ouvrage de A. Contini éclaire ainsi de façon originale les ressorts humains et les logiques extra-territoriales des développements politiques de la Régence. Une réflexion parallèle se développe dans des documents annexes longuement commentés et dans un appareil de notes particulièrement abondant, qui participe à ancrer le fait du petit État de la Régence toscane dans un plus large cadre italien.

EMMANUELLE CHAPRON

Sandro Landi

Il governo delle opinioni. Censura e formazione del consenso nella Toscana del Settecento

Bologne, Società editrice il Mulino, 2000, 384 p.

L'émergence de l'opinion publique en Europe à la fin du XVIII^e siècle a été en partie façonnée par les transformations des différents régimes de censure. Or, si l'on a fait pour la France le constat d'un appareil en déliquescence, dans les anciens États italiens la remise en cause des pouvoirs de l'Inquisition est inséparable du réinvestissement par le pouvoir laïque du contrôle sur les pratiques du livre. Le cas du grand-duché de Toscane étudié par Sandro Landi, où les Habsbourg-Lorraine succèdent en 1737 aux Médicis, est en ce sens particulièrement éclairant. La mise en œuvre d'une politique de réformes visant à modifier en profondeur les équilibres de la société traditionnelle y a en effet rendu nécessaire la mobilisation d'un sujet politique nouveau, le public laïque des lecteurs ; un des vecteurs privilégiés de cette mobilisation est un appareil de censure laïcisé et mis sous la tutelle du pouvoir. Si l'opinion publique apparaît donc en premier lieu comme un projet politique, cette dimension reste indissociable dans le travail de S. Landi d'une approche de l'opinion comme réalité socio-culturelle, congruente ou non avec le projet du pouvoir, saisie à travers la diversité des pratiques du livre.

L'appareil de censure est en Toscane depuis les années 1570 le lieu d'une étroite connivence entre les pouvoirs laïque et ecclésiastique, les pouvoirs censoriaux étant très largement délégués à l'Inquisition. Les riches archives de l'inquisition florentine, jusqu'ici peu utilisées, montrent des stratégies de contrôle et de répression adaptées aux usages sociaux du livre. Si les normes intériorisées ont encore au début du XVIII^e siècle une forte influence sur les pratiques de lecture, l'ébrèchement du système censorial est patent, sous l'effet notamment d'une sociabilité informelle et difficilement contrôlable. Dans le contexte instable des premières années du règne de François-Étienne (1737-1765), le contrôle de l'édition et de la circulation du livre devient

un enjeu politique majeur. La répression par l'Inquisition de la franc-maçonnerie toscane, accusée de faire circuler des ouvrages hétérodoxes avec la complicité du nouveau pouvoir, a un effet catalyseur. L'enjeu de la réforme de la censure est dès lors celui de la formation d'un espace public dégagé des entraves morales de l'Inquisition et mis sous la tutelle du pouvoir, l'espace d'une « opinion laïque solidaire des orientations politiques, culturelles et religieuses de la nouvelle dynastie » (p. 67). L'édit du 29 mars 1743 instaure pour tous les manuscrits une double révision par un censeur laïque et un seul censeur ecclésiastique, ordinaire ou inquisiteur, l'*imprimatur* relevant du seul gouvernement. Entre l'héritage contre-réformateur et le modèle absolutiste, la réforme toscane a un caractère compromissaire évident, qui s'exprime en particulier par la révision de tous les manuscrits par l'ecclésiastique, et non des seuls manuscrits religieux. Mais le silence volontaire de la loi sur les questions du commerce du livre et de la lecture vient définir contre l'Inquisition les conditions d'existence d'un public laïque.

L'étude des révisions et du groupe divers des censeurs illustre le fonctionnement de la nouvelle censure, mais c'est l'attitude du gouvernement face aux diverses pratiques clandestines qui donne le mieux à lire les objectifs et l'évolution de cette politique du livre. Dès les années 1740, parallèlement aux solutions répressives, on voit se dessiner un certain « pragmatisme censorial », destiné à préserver les intérêts économiques de l'édition toscane et à protéger un courant d'opinion laïque. Il se manifeste en particulier par l'impression d'ouvrages sous un faux lieu d'édition, avec la permission tacite du pouvoir (éditions clandestines, *alla macchia*), et par une répression assez souple de la circulation des livres interdits, visant avant tout à protéger la moralité de la population et l'ordre public. En contrepoint, S. Landi trace le portrait d'une censure inquisitoriale en progressive dissolution, à la fois comme institution (face aux ecclésiastiques ordinaires et à la police du prince) et comme autorité prescriptive.

Dans les dernières années de la Régence, le rapport entre pouvoir politique, édition et public des lecteurs se transforme. La publica-

tion au début des années 1760 de traités économiques témoigne d'un changement dans les pratiques du débat politique : les réformes qui ont une incidence sur les équilibres économiques et sociaux ne doivent plus rester des *arcana imperii*, mais faire l'objet d'un discours régulé à destination du public. C'est dans les premières années du règne de Pierre-Léopold (1765-1790) que s'impose véritablement cette « conscience nouvelle de la dimension publique de la politique » (p. 189), l'idée que l'État doit favoriser grâce à une apparente liberté de la presse un débat public sur certaines matières de gouvernement, et qu'une opinion publique éclairée viendra en retour légitimer la politique réformatrice. S. Landi souligne pourtant que « l'opinion publique, interlocutrice éclairée de l'exécutif, était un projet fragile, un espace exigü face à la vaste et multiforme réalité constituée par les opinions d'un public moyen ou populaire » incomplètement contrôlable, exposé à la propagande ecclésiastique ou aux idées hétérodoxes (p. 216). La politique des imprimés n'est en fait qu'un aspect d'une vaste « police des opinions » soucieuse de réoccuper le terrain laissé libre par la dissolution du pouvoir séculaire de l'Inquisition. Capillaire et multiforme, cette police contrôle la presse politique naissante, encadre les académies savantes, surveille les espaces publics de la discussion populaire.

Canal privilégié de la régulation du discours politique, la pratique des faux permis d'imprimer s'institutionnalise et finit par englober à la fin des années 1760 « toutes les œuvres que le gouvernement jugeait utile d'imprimer sans pour autant les soumettre au réviseur ecclésiastique » (p. 232). La pratique évolue : au début, les permis sont attribués de manière ponctuelle, pour servir d'appui aux réformes. À partir du milieu des années 1770, la sphère du dicible s'élargit. À travers des traductions des textes des Lumières par exemple, il s'agit d'ancrer le « mythe léopoldien » dans l'opinion cultivée européenne et de diffuser une vision harmonieuse du processus réformateur toscan, marqué en réalité par de fortes oppositions internes. La figure de Domenico Stratico, chargé en 1776 de « discipliner » la traduction de l'*Histoire politique et philosophique* de Raynal, illustre superbement le travail d'un

« constructeur et médiateur du discours politique » (p. 302). Dans les années 1780, le « gouvernement des opinions » entre en crise. Alors que les ambitieuses réformes élaborées par Pierre-Léopold suscitent les réserves de ses ministres, la censure tend à devenir une affaire personnelle du grand-duc. Au même moment, la politisation des imprimés et de l'espace public commence à échapper au pouvoir, malgré le renforcement de la censure répressive et de l'appareil policier. Les oppositions au sein de l'exécutif, l'opportunisme d'intellectuels marginaux, la multiplication des gazettes, des cabinets de lecture, les solidarités entre le monde éditorial et les milieux ecclésiastiques mettent à mal l'« espace public absolutiste ». Les raisons de son échec doivent finalement être cherchées tant en bas, dans l'influence ecclésiastique toujours forte sur les opinions populaires, qu'en haut, dans la laïcisation de l'espace public.

Par la densité et la richesse de ses problématiques, l'ouvrage de S. Landi est une contribution essentielle au débat sur la nature complexe de l'absolutisme éclairé de la fin du XVIII^e siècle. La vaste et multiforme réalité des opinions non autorisées se trouve éclairée de manière indirecte : l'étude des rapports de l'auditeur fiscal, véritable œil du prince posé sur l'espace urbain des cafés, des conversations, des bruits de la rue (pp. 195-201), celle du commerce des livres interdits (pp. 214-216) ou de la sociabilité clandestine (p. 336) sont autant de chantiers ouverts qui devraient permettre de mesurer plus précisément la consistance et les possibilités d'expression d'une opinion publique hétérodoxe. La belle galerie des portraits de lecteurs, censeurs ou ministres saisis dans la diversité de leurs lectures n'est enfin pas le moindre plaisir qui nous est ainsi offert.

EMMANUELLE CHAPRON

Samantha Kelly

The New Solomon. Robert of Naples (1309-1343) and fourteenth-century kingship
Leyde-Boston, E. J. Brill, « The Medieval Mediterranean, peoples, economies and cultures (400-1500)-48 », 2003, 339 p.

L'ouvrage de Samantha Kelly entend être une réponse aux questions que pose la figure

contrastée de Robert, troisième roi de Sicile de la dynastie que les historiens disent « angevine », mais qui s'est simplement définie comme française. L'image de ce prince est négative chez Dante et la plupart des poètes italiens, positive chez Pétrarque et les chroniqueurs. Roi prédicateur (deux cent soixante-six sermons sont conservés de lui), à la légitimité incertaine, Robert appartient à une maison dynastique conquérante et usurpatrice, divisée entre la branche napolitaine et la branche hongroise, issue de Charles Martel, frère aîné de Robert. C'est un prince sage et savant, un vrai maître universitaire, qui n'hésite pas à entrer dans les débats les plus tendus (pauvreté du Christ et des apôtres, vision béatifique), mais il est taxé d'illégitimité, d'avarice, de trahison, de lâcheté ; *Re da sermone* devient méprisant. S. Kelly a donc l'ambition de définir le sens et les modalités de la création d'une nouvelle image royale, celle d'un Salomon, qui se substitue à celle du David du XIII^e siècle, le grand-père de Robert, Charles I^{er} de Sicile. Elle fait l'effort de tresser ensemble deux études : la première, de spécialiste de littérature latine, s'appuie sur les travaux de Jean-Paul Boyer et de Darleen Pryds sur les prédications du roi, synthétise leurs apports et multiplie les éclairages sur la culture du prince, son entourage. La seconde, d'historienne, entend donner le contexte politique, diplomatique, théologique, le cadre surtout des relations avec la papauté, qui expliquent la nouvelle figure que le roi s'est donnée. La conclusion est claire et très vraisemblable : Robert a compensé son défaut de légitimité par une création permanente d'images.

Passons rapidement sur les réserves. Le volet historique est desservi par l'acceptation de points de vue finalistes et dépassés (description de la « mala signoria » angevine, « temps de l'adversité » pour la première moitié du XIV^e siècle, « idéal réactionnaire » de la pauvreté franciscaine, ignorant les apports des études sur Pierre de Jean Olivi) ; la géographie n'est pas parfaitement maîtrisée (Tolentino en Italie du Sud et Nicolas « enfant du royaume », p. 92), ni l'histoire politique de la Provence (« noblesse en recul, victime de l'État moderne émergent », un rêve), ni l'économie de l'Italie du Sud (un cauchemar). Les cartes confondent

les dominations réelles (Provence, Piémont, Italie méridionale) et les prétentions appuyées sur quelques présides (Achaïe-Morée, Albanie). Mais S. Kelly discute avec à propos la régression prétendue de l'État dans cette société « entêtée » qui est celle du Sud (université d'État, fiscalité sur l'exportation des grains ou « traites », effort considérable pour reconquérir la Sicile perdue en 1302 après la guerre des Vêpres, pyramide efficace d'une justice et d'une administration uniformes). Elle devine que cette société méridionale encadrée par l'État sans discontinuité est un bon terrain pour une propagande (*publicity*) qui fait du roi un prince juste, sage, économiste du sang des siens. C'est avec la pratique de Frédéric II, roi savant, sage, législateur, pacifique (pensons à la négociation réussie avec Malik Kâmil et au partage de Jérusalem en 1229) que Robert renoue en effet.

Les premiers chapitres (« Patronage », « Piété ») renouvellent l'approche du milieu de théologiens, de prédicateurs et de pré-humanistes classicisants qui entourent le prince ; ils font place nette des théories de Alessandro Barbero qui mettaient en rapport ces premiers humanistes laïques avec un penchant supposé pour une monarchie pan-italienne et la sympathie prétendue du roi pour l'hérésie de la pauvreté. Une analyse rigoureuse de la chronologie des rapports entre la cour sicilienne et Jean XXII montre que le roi a défendu, dans ses ouvrages, la pauvreté évangélique tant qu'elle a été une opinion licite, pour la condamner ensuite, même si la reine, Sancia de Majorque, a longtemps protégé des franciscains radicaux. On sait que les rapports entre Naples et Avignon sont loin d'être idylliques : la papauté est toujours tentée de diviser pour régner et de choisir d'autres champions de la cause guelfe en Italie, Philippe VI de Valois et Jean de Bohême en 1331. Robert, vassal de l'Église et défenseur de la suprématie pontificale en Italie contre l'Empire, est dans une position structurellement faible. Il s'en tire par une efficace réflexion sur le modèle biblique : le pape est Samuel, le prophète, il donne la grâce du pouvoir et peut le retirer, mais le roi n'est pas Saül seulement ou David, le guerrier. Il est Salomon, le sage et le savant. Et, de plus, il appartient à une double « race bienheu-

reuse » de princes, Capétiens et Arpadiens de Hongrie, comme à une « nation élue », celle des Français.

Les chapitres suivants (« Justice », « Prudence », « Sagesse ») déploient l'image du roi justicier et vertueux, inspiré par Dieu, telle qu'elle est forgée dans les sermons de Robert et de ses compagnons, Barthélemy de Capoue, Jean Regina, Remigio de' Gerolami. La justice est le thème qui structure la politique intérieure, et il y aura une longue permanence de cet héritage frédéricien dans l'idéologie de l'État, dans le royaume comme en Provence, où les juges assument le pouvoir en l'absence de la dynastie et contre la noblesse en 1378-1382, dans l'Union d'Aix. La prudence domine la politique étrangère, publiquement guelfe et anti-impériale, mais n'hésitant à prendre autant de visages et de rôles qu'il est de partis et de cités-États à séduire. La sagesse, enfin, repose sur le savoir universitaire que Robert a largement acquis par l'étude : le roi déploie son érudition dans ses sermons aux universités, aux audiences générales, aux parlements, mais il est aussi capable d'une réflexion méthodique et approfondie sur des thèmes difficiles (concordance entre Révélation et philosophie païenne). Dans ses chapitres, S. Kelly fait preuve d'une excellente méthode : elle analyse les citations bibliques et quelquefois leur contexte, qui éclairent le sens, parfois caché, des sermons ; elle montre ainsi que Robert n'a pas une culture de florilège, de *Reader's Digest*, mais qu'il a lu et médité Bible et œuvres philosophiques fondamentales.

Le livre s'achève par une réflexion sur la postérité de la royauté sage et savante : Charles V de France, Charles IV de Luxembourg roi de Bohême et empereur, tous deux prudents, sages, diplomates, savants, et aussi Richard II d'Angleterre, plus visuel et moins littéraire, moins parcimonieux, pour conclure que la grandeur réside dans la capacité de faire croire à la grandeur. La connaissance d'un livre récemment publié aurait sans doute permis à S. Kelly de renforcer les liens, en amont, avec la dynastie normande et souabe de Sicile : Jacob Anatoli, dans son *Aiguillon des étudiants*, ouvrage aristotélicien écrit à la cour de l'empereur, révèle que Frédéric II lisait la Bible hébraïque. Il cite en passant, entre une

trentaine de références aux interprétations bibliques de Michel Scot, une exégèse de l'empereur sur une glose talmudique¹. La continuité est forte : elle se prolonge aussi à l'aval à Naples même, mais la tête de l'État, après la mort de Robert et devant la faiblesse des princes, est bientôt le premier ministre, le Florentin Nicolas Acciajuoli, qui maintient une cour de savants et d'humanistes. La sagesse royale a en Italie du Sud d'autres bases qu'en France ou dans l'Empire, un espace original, tôt unifié, une justice souveraine, une pratique sereine de l'arbitrage sous le chêne puissant de l'autorité monarchique, et elle n'aura pas de peine à se reconstituer, après les tempêtes du tournant du XIV^e siècle, sous l'impulsion de Alphonse V d'Aragon le Magnanime.

HENRI BRESCH

1 - ANATOLI JA'AOV, *Il Pungolo dei discepoli (Malmad ha-talmidim). Il sapere di un ebreo e Federico II*, Palerme, Officina di Studi medievali et Fondazione Federico II, 2 vols, 2004.

Mireille Peytavin

Visite et gouvernement dans le royaume de Naples (XVI^e-XVII^e siècles)

Madrid, Casa de Velázquez,

« Bibliothèque de la Casa de Velázquez-28 », 2003, VIII-538 p.

Thèse d'histoire sociale des institutions, le livre de Mireille Peytavin porte sur les inspections périodiquement organisées dans le royaume de Naples par la monarchie espagnole pour s'informer sur le fonctionnement de la justice, des finances, de l'armée et des galères, redresser d'éventuelles déviations, individuelles ou collectives, et apprécier la nécessité de conduire dans certains secteurs des réformes plus ou moins approfondies. Survenues entre 1536 et 1679, confiées, sauf pour les dernières années, à des Espagnols, menées le plus souvent par des hommes d'Église, ces visites générales avaient été étudiées jusqu'à présent dans le seul cadre du royaume où elles s'étaient déroulées, sans prendre en compte celles qui avaient lieu au même moment dans d'autres possessions italiennes de l'Espagne et, au-delà, dans d'autres parties de l'empire.

Le grand mérite de cet ouvrage est d'inverser la perspective, et de replacer les visites dans le cadre large des pratiques de gouvernement propres à la monarchie espagnole. La visite générale, explique en effet M. Peytavin dans une longue et solide première partie, ne surgit pas d'un coup dans un contexte et une dynamique politiques purement napolitains. Institution rodée dans la péninsule Ibérique dès la fin du Moyen Âge, elle est importée, et non pas inventée, dans le royaume de Naples où elle fait précocement et progressivement son apparition. « Universelle » (p. 193), elle intéresse quantité d'autres possessions des Habsbourg, à commencer par la Sicile, le Milanais et les Indes. En ce qui concerne l'Italie, son histoire n'est pas dissociable de celle d'un des conseils de la monarchie – celui d'Italie précisément –, qui déclenche les inspections, les dirige et en tire les conséquences. L'activité de ce conseil – comme celle des juntes spécifiques désignées à l'issue de chaque visite – ne porte pas ces instances à constituer le royaume de Naples en objet à part, mais plutôt à en faire l'un des points d'application de principes et de méthodes de gouvernement valables, en général, pour toutes les parties de l'empire. L'objectif, enfin, que les grands serviteurs des Rois catholiques poursuivent, n'est pas tant de se livrer à des expéditions punitives qui, tout en atteignant les officiers coupables d'abus, terniraient le prestige des institutions royales : il est beaucoup plus de s'informer de façon capillaire, afin de pouvoir distribuer des grâces en connaissance de cause ; d'admonester publiquement les juges ou autres ministres délinquants, sans toutefois leur infliger des peines infamantes ; et, enfin, d'introduire des réformes visant, au plus, à étendre le champ de la juridiction royale et, au moins, à généraliser le « style » de la chancellerie de Valladolid à tous les tribunaux jugeant au nom du roi d'Espagne. Le visiteur, en d'autres termes, s'intéresse aux institutions autant qu'aux personnes et se soucie plus de la diffusion d'un modèle de comportement que de la répression des déviations individuelles. Aussi les contemporains et, après eux, les historiens qui ont reproché aux visiteurs de ne pas avoir conduit des opérations *mani pulite* avant la lettre, ont eu tort. Il reste, en même temps,

une question : celle de l'efficacité des visites au regard de la fonction qu'il faut désormais leur reconnaître, dans un royaume comme celui de Naples où la magistrature disposait d'un « pouvoir inouï » (p. 400), où tout ce qui venait de Madrid était sujet à négociation, où les pragmatiques, enfin, étaient prestement et benoîtement oubliées.

Dans une seconde partie, M. Peytavin resserre son attention sur le royaume, ses institutions et ses officiers. Attentive à la façon dont les visiteurs comprenaient et construisaient les réalités napolitaines, elle apporte de précieuses indications sur la manière dont ces grands personnages classaient et reclassaient les institutions méridionales, selon des critères d'ancienneté, de pouvoir ou de rendement ; elle montre aussi leur difficulté à cerner l'identité, les contours et la structuration du groupe des officiers royaux qui, objet de leurs enquêtes, fournissait les protagonistes de leurs innombrables interrogatoires. Elle en vient, chemin faisant, à donner au lecteur des développements fort utiles et nourris sur le monde de l'office à Naples, ainsi que sur les principales institutions – royales, mais aussi municipales – du royaume. Peut-être, en même temps, n'échappe-t-elle pas toujours à un travers que par ailleurs elle reproche à ses prédécesseurs : traiter les visites générales comme un réservoir d'informations pour l'historien – par archives interposées – plutôt qu'un objet d'étude à part entière. M. Peytavin a, en outre, tendance à voir tout en beau : « excellente », écrit-elle (p. 298) en un jugement de valeur hardi, était l'organisation de l'administration du royaume de Naples, où pourtant (p. 291) le même village voyait s'abattre sur lui, en une seule journée, jusqu'à vingt-trois « commissaires » dépêchés de toutes parts, et tous aussi rapaces les uns que les autres ; « légèrement déviantes » (p. 371) étaient, quant à elles, les pratiques des magistrats, dont de surcroît la conscience était certainement nette puisqu'ils n'éprouvaient – ainsi que l'attestent les déclarations sincères et véritables qu'ils produisaient pour leur défense – aucun sentiment de culpabilité.

Dans l'ensemble, ce travail aux vues larges et à la base documentaire solide apporte un éclairage véritablement nouveau sur l'importante institution de la visite générale et, au-

delà, sur les modalités de gouvernement des possessions italiennes de l'Espagne. Riche d'enseignements, il suscitera aussi la discussion, en raison des fermes prises de position de son auteur sur la répartition et l'équilibre du pouvoir à Naples : ainsi lorsqu'elle met en doute (p. 61) l'idée qu'avec l'aide du vice-roi Pierre de Tolède les aristocrates auraient été réduits au silence au profit de la magistrature, ou lorsqu'elle écrit (p. 339) qu'à Naples « l'exercice du pouvoir est la chose la mieux partagée, entre aristocrates et lettrés, entre différentes noblesses et entre nations, au prix de constants efforts d'adaptation de tout un chacun ».

JEAN-CLAUDE WAQUET

Gérard Labrot

Sisyphes chrétiens. La longue patience des évêques bâtisseurs du royaume de Naples (1570-1760)

Seyssel, Champ Vallon, 1999, 253 p.

Cela fait plus de vingt ans que Gérard Labrot laboure inlassablement les riches archives de l'Italie du Sud. Il nous a déjà offert de très beaux livres sur les modes de vie et les manières d'habiter de l'aristocratie napolitaine, sur la commande aristocratique, le mécénat, le marché de la peinture, son usage social, sur l'émulation entre les grandes familles de la noblesse napolitaine, son emprise sur le paysage urbain et rural et la rivalité entre les clans nobiliaires dans l'étalage de la richesse et de la puissance. G. Labrot a utilisé des séries archivistiques, peu connues des historiens français, en particulier les *apprezzi* qui sont des inventaires de fiefs réalisés avant leur mise en vente. Tous ces travaux, fondamentaux pour notre connaissance de l'histoire sociale du royaume de Naples à l'époque moderne, ont fait l'originalité de l'œuvre de G. Labrot.

Dans cet ouvrage, il s'attaque à la politique immobilière de l'Église napolitaine pendant la Réforme catholique, à travers une source, les visites *ad limina*, dépouillée et exploitée intégralement sur la période considérée. En 1585, le pape Sixte Quint sommat les évêques de

la chrétienté catholique de lui remettre à date régulière – tous les trois ou cinq ans – un rapport exhaustif sur la situation de leur diocèse. La pratique était déjà connue, mais le pape la généralisait. Fruit de la remise en ordre du monde catholique tridentin après la crise de la Réforme, les visites *ad limina* constituent une masse documentaire considérable, peu utilisée jusqu'à maintenant par les historiens. Ne la surestimons pas cependant. La qualité de l'information fournie par les relations de visite dépend de la personnalité de l'évêque ou de son vicaire diocésain et de leur conscience professionnelle.

Par ailleurs, le royaume de Naples comportait quelque cent trente diocèses – autant que le royaume de France six à sept fois plus peuplé – et l'écart était considérable entre les évêchés crottés de Basilicate et de Calabre et les riches diocèses des Pouilles ou de la Campanie. Certains prélats se comportèrent comme de véritables mécènes, tels Luigi Pappacoda qui fit de Lecce un joyau de l'art baroque du XVII^e siècle ou Antonio Sanfelice qui, à Nordo au milieu du XVIII^e siècle, sut utiliser les compétences de son frère Ferdinando, l'un des plus grands architectes de son temps. Mais, à côté de cette élite souvent d'origine aristocratique, combien de médiocres, accablés par les ans et venus chercher une retraite paisible en Italie du Sud, renâclant devant le travail considérable à accomplir, le retard culturel et les résistances de leurs ouailles, ou simplement inhibés par leur propre incompétence. Les relations *ad limina* permettent donc de brosser un tableau contrasté du personnel épiscopal à l'époque de la Réforme catholique. Malgré certains rapports éthiques ou d'autres inconsidérément gonflés à l'honneur du prélat, les relations de visites offrent l'occasion de suivre l'évolution du patrimoine immobilier de l'Église sur la longue durée.

Le livre s'ouvre d'abord sur un bilan économique de l'Église méridionale. La pulvérisation diocésaine, la pauvreté de la population rurale et l'agressivité des grands feudataires, qui n'hésitaient pas à s'approprier les biens de l'Église, constituaient autant de facteurs négatifs à une politique ambitieuse de construction. Seules quelques grandes villes des Pouilles et de Campanie – les seules régions

d'agriculture riche tournée vers l'exportation – possédaient un niveau de revenus suffisant pour se lancer dans des travaux d'embellissement de leur patrimoine ecclésiastique. Les relations *ad limina* se réduisent parfois en un chœur de lamentations devant les difficultés qui assaillaient les évêques, auxquelles s'ajoutaient les destructions occasionnées par les intempéries, la négligence, les tremblements de terre à répétition et, dans les localités maritimes, les razzias des corsaires barbaresques. La conjoncture économique, encore florissante, à la fin du XVI^e siècle et dans les premières années du XVII^e siècle, s'effondra au milieu du XVII^e siècle (crise financière des années 1620, révolte napolitaine de 1647, peste de 1656) et ne commença à reprendre des couleurs que dans le dernier quart du siècle. Pour affronter des conditions contraires, certains évêques riches et consciencieux n'hésitaient d'ailleurs pas à puiser dans leurs revenus personnels. La politique immobilière et artistique de l'Église tridentine suit de près le rythme imposé par la conjoncture économique. Après la clôture du concile de Trente, l'initiative revint aux ordres religieux, qu'ils soient anciens ou nouveaux, masculins et féminins, qui multiplièrent les constructions de couvents. Ils bénéficiaient de la générosité de l'aristocratie féodale ou citadine et de la bureaucratie d'État. Les évêques, préoccupés par la remise en ordre de leur patrimoine, se contentèrent de quelques actions ponctuelles, souvent sans lendemain, comme la construction, vite abandonnée, des séminaires, recommandée par le concile. La crise du milieu du siècle ralentit les mises en chantier, mais avec la reprise, le baroque s'épanouit en Italie méridionale. Les cathédrales et les palais épiscopaux furent reconstruits et embellis, les séminaires virent enfin le jour et les grands programmes figuratifs mobilisant les meilleurs artistes locaux contribuèrent à faire de certaines villes, comme Naples, Lecce, les villes de la côte amalfitaine ou des Pouilles, des vitrines de l'évergétisme pastoral et de l'art nouveau. Mais s'il met en valeur les indéniables réussites de l'art religieux tridentin, G. Labrot montre aussi le revers de la médaille, ces zones d'ombre où les préoccupations des évêques ne sont jamais parvenues : les régions enclavées

et sous-développées de l'intérieur, les campagnes qui souffrirent de la concurrence des villes cathédrales où résidait l'évêque, les églises paroissiales délaissées au profit des églises cathédrales.

Par son approche méthodologique, le livre de G. Labrot va au-delà de l'étude régionale. Il autorise d'autres études du même genre et, – qui sait ? – des possibilités de comparaison à l'échelle européenne ou mondiale. Les sources existent et elles sont abondantes. Elles sont aux Archives vaticanes et attendent toujours le chercheur.

JEAN-MICHEL SALLMANN

Marco Meriggi

Gli Stati italiani prima dell'Unità.

Una storia istituzionale

Bologne, Società editrice il Mulino,
2002, 191 p.

C'est une synthèse sur l'évolution institutionnelle de l'Italie de 1796 à l'Unité que présente ici Marco Meriggi, à partir de ses recherches précédentes – notamment sur le royaume lombardo-vénitien –, de témoignages de contemporains – telle la *Storia del Reame di Napoli dal 1734 al 1825* de Pietro Colletta¹ – et des apports récents de l'historiographie qui lui permettent d'offrir une analyse comparative de la situation des différents États italiens. L'ouvrage ne relève pourtant pas d'une histoire traditionnelle des institutions s'intéressant uniquement aux rôles et aux rapports des différents organes du pouvoir. Fidèle à l'approche qui est la sienne depuis *Amministrazione e classi sociali nel Lombardo-Veneto, 1814-1848*², M. Meriggi envisage aussi les institutions à travers les hommes qui en assurent le fonctionnement. C'est donc finalement l'origine d'un trait propre à l'Italie que présente ce livre : l'importance politique des élites locales qui ressurgit durant la Restauration, en réaction à la centralisation du pouvoir. Pour l'auteur, la période napoléonienne et la Restauration présentent en effet une continuité par le maintien d'un État administratif centralisateur. Le plan de l'ouvrage est construit à partir des grandes césures de la période : le premier chapitre est

consacré à la période républicaine (1796-1802), les deux suivants à la mise en place du régime napoléonien (1802-1815). Enfin, les chapitres 4 et 5 traitent des monarchies administratives de la Restauration (1815-1848) et du « constitutionnalisme municipal ».

En 1796, la péninsule italienne, mosaïque de petits États, est toujours caractérisée par le système d'Ancien Régime avec ses privilèges juridiques, corporatistes et territoriaux, bien que des réformes aient été entreprises au XVIII^e siècle – principalement en Toscane et en Lombardie. L'arrivée des Français entraîne alors un bouleversement politique et institutionnel avec l'instauration des républiques, calquées sur le modèle du Directoire français. Le « triennio anti-despotique » de 1796-1799, bien qu'éphémère, pose les bases d'idées nouvelles, amenées à se maintenir : égalité juridique des citoyens et nécessaire séparation des pouvoirs. Du point de vue territorial, de nouvelles entités sont créées, au niveau étatique comme local, permettant ainsi aux États de mettre fin aux anciennes juridictions. Quant à la frange la plus libérale de l'aristocratie, débarrassée du despotisme des anciens souverains, elle espère réussir à s'insérer dans le nouveau système où les velléités égalitaires ont été rapidement contenues : la citoyenneté juridique est certes reconnue à tous, mais la citoyenneté politique est strictement limitée par des critères censitaires.

Après la parenthèse autrichienne de 1799, s'amorce une rupture. En effet, les Comices de Lyon (1802) entérinent le projet de Bonaparte en le proclamant président de la République italienne et posent dès lors les bases de la prépondérance de l'exécutif sur le législatif. La transformation des républiques en royaumes renforce cette tendance : rôle majeur des ministères centraux, principe des nominations « par le haut », et mise en œuvre d'une bureaucratie (préfets...). L'égalité juridique des individus, confortée par le Code civil, se maintient, permettant une ascension sociale, mais l'éventail des libertés (pensée, presse, association) est réduit. Le régime de Napoléon s'affirme ainsi comme une monarchie administrative et militaire, offrant aux officiers sortis du rang des possibilités d'ascension extrêmement rapide qui en font son

plus solide appui, tandis que la société offre quelques résistances, notamment face à la conscription obligatoire. Le royaume de Naples, où le féodalisme était encore très ancré, où la géographie rend les communications plus difficiles – elles sont pourtant nécessaires à un système centralisateur –, offre dans ce contexte un exemple de résistance particulier avec le phénomène du brigandage.

La Restauration de 1815, sous la tutelle autrichienne, semble, au premier abord, vouloir rompre complètement avec la période napoléonienne, mais elle n'amène pas pour autant un retour à l'Ancien Régime. En effet, le redécoupage territorial s'effectue au profit des seules monarchies, les anciennes républiques comme Venise ou Gênes étant englobées dans les nouveaux ensembles. De plus, à des niveaux différents selon les États, prédomine la volonté de conserver l'héritage administratif napoléonien. Les principes sont certes différents mais l'efficacité des institutions pousse le nouveau pouvoir à les récupérer et à contenir les tentatives de réapparition du féodalisme. Dans certains États, les anciennes élites sont amenées à retrouver une place majeure dans l'administration, mais cela ne dure que le temps d'une transition : dans le royaume lombardo-vénitien, elles récupèrent ainsi 80 % des postes importants en 1816, mais n'en occupent plus que 24 %, à la veille de 1848. En effet, à partir des années 1830, le renouvellement des générations amène de nouvelles figures qui ne sont plus liées à une conjoncture politique particulière, et dont certaines, formées dans les facultés de droit, accèdent aux postes par concours et non plus par nomination. Selon des temporalités différentes, les anciennes élites aristocratiques se retrouvent donc, un peu partout, écartées du pouvoir central et se tournent vers les possibilités qu'il leur reste au niveau local : c'est l'apparition du constitutionnalisme municipal.

Les conseils municipaux deviennent désormais les lieux privilégiés de l'expression politique. Partout recrutés selon des critères censitaires, ils sont divisés dans certains États selon le principe des *ceti* (nobles, *possidenti*, commerçants et professions libérales). Lieux fédérateurs de l'opposition au « néo-absolutisme d'État », ils réunissent aussi bien

les nostalgiques de l'Ancien Régime et les élites libérales que les démocrates, à travers la volonté de participer au pouvoir et de restreindre l'ingérence d'un État toujours plus présent avec la police et la censure. Ces aspirations se concrétisent en 1847 en Toscane et dans les États pontificaux avec la mise en place d'organes consultatifs représentant les communes, comme cela existait déjà dans le royaume lombardo-vénitien. Ainsi s'élabore l'inscription particulière de l'Italie dans le mouvement libéral européen selon une conception corporatiste et territoriale qui rejette la représentation politique individualiste et l'administration d'État, deux principes issus de la Révolution. Finalement, en 1848, si l'instauration de parlements concédés par les *statuti* se conforme davantage au modèle européen – celui d'un État unitaire – qu'aux revendications des notables italiens, le système électoral censitaire revient à favoriser ces derniers. L'unité autour du royaume de Piémont Sardaigne, resté fidèle à ce modèle, le conduit à la postérité permettant ainsi la réalisation des aspirations territoriales et paternalistes des élites à travers un système complètement différent de celui de l'Ancien Régime, le passage par l'État centralisateur en ayant effacé toutes traces.

L'intérêt du livre tient donc à son approche sociale de la question institutionnelle, à son analyse comparative, à sa démonstration d'une continuité entre période napoléonienne et Restauration, et enfin à son souci de faire ressortir la spécificité du cheminement italien vers l'État unitaire moderne.

ALBANE COGNÉ

1 - Paris, Baudry, 1835.

2 - Bologne, Società editrice il Mulino, 1983.

Marina Formica

Sudditi ribelli. Fedeltà e infedeltà politiche nella Roma di fine Settecento

Rome, Carocci editore, 2004, 264 p.

De Marina Formica, on connaît déjà une importante et remarquable synthèse sur l'histoire de la première République romaine de

l'âge moderne¹, ainsi que de nombreux articles et contributions centrés sur l'histoire politique et culturelle de la capitale d'un « État ecclésiastique » entré au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles dans l'ère des perturbations et confronté à tous les défis et à toutes les menaces issus de la modernité sociale et politique des Lumières, dont une très précieuse édition critique de l'abondante production pamphlétaire romaine des années 1790 contre la France et la Révolution². Son présent ouvrage, fondé sur dix années de travaux antérieurs réélaborés et systématisés, s'organise autour d'un thème majeur, essentiel à l'intelligence des comportements politiques en temps de révolution à la fois « importée » et désirée, celui de la fidélité ou de l'infidélité des sujets d'un État d'Ancien Régime dont la spécificité, désormais toujours plus singulière en cette fin du XVIII^e siècle, consiste en ce que le souverain y est également pontife, chef d'une Église à vocation universelle.

Fondée sur la place du Capitole le 15 février 1798 par une poignée de « patriotes » italiens au lendemain de l'intervention militaire française à Rome décidée par un Directoire désireux d'en finir définitivement avec la papauté et d'asseoir sa domination sur la péninsule, interrompue par une première occupation napolitaine (27 novembre-15 décembre 1798), tombée dix mois plus tard (29 septembre 1799) en conséquence de l'effondrement militaire français en Italie du Nord et de l'échec sanglant de la République parthénopéenne, la République romaine, dans son parcours bref et tourmenté, fascine depuis plus d'un siècle tant les historiens de la papauté que ceux du Risorgimento. Dominée par les deux grands noms de Vittorio E. Giuntella et de Renzo De Felice, son historiographie est parcourue par des problématiques anciennes, celle de la révolution « passive » ou « importée » (Antonio Gramsci après Vincenzo Cuoco), celle de la crise des fondements et des valeurs du catholicisme tridentin face à l'émergence de la démocratie sociale et politique (V. E. Giuntella), celle du « jacobinisme italien » (R. De Felice). Le très grand mérite de la première synthèse de M. Formica avait été d'introduire dans ce panorama problématique ancien des théma-

tiques neuves : centre et périphérie, contrôle social et assistance publique, sociabilité politique et symbolique révolutionnaire, formes de représentation et construction du consensus. Dans son plus récent travail, en six chapitres à l'écriture dense, étayés par une bibliographie particulièrement abondante, à la fois érudite et suggestive, M. Formica élargit son propos à une histoire sociale et culturelle du politique qui s'attache successivement à la crise de l'ancien État pontifical et à ses efforts de constitution d'un front de résistance aux idées révolutionnaires, aux itinéraires politiques individuels et collectifs de ses sujets « rebelles » et à la tentative de formation d'une nouvelle classe dirigeante, et, plus généralement, à la difficile construction d'un consensus politique en temps de rupture historique profonde et accélérée.

Les pages consacrées, notamment en début et en fin d'ouvrage, au programme contre-révolutionnaire élaboré par les autorités pontificales, sont particulièrement novatrices sur le plan de l'analyse politique et suggestives dans leur approche de la crise, et témoignent de la capacité de résistance des États d'Ancien Régime à l'âge révolutionnaire. Les différents axes de cette politique (répression policière et judiciaire, expulsion des indésirables, mobilisation des ferveurs religieuses, propagande xénophobe et antisémite, opportunisme diplomatique) ne sont pas appréciés seulement comme des réponses ponctuelles à des menaces successives (effervescence maçonnique et conspirations « jacobines » ; conséquences diplomatiques et militaires de l'assassinat des représentants français Bassville en 1793 et Duphot en 1797 ; invasion et occupation françaises de l'Italie du Nord), mais sont aussi pensés dans leur logique d'ensemble et en fonction d'une caractéristique essentielle de l'État ecclésiastique dans ses modes d'auto-représentation et ses pratiques de gouvernement : son caractère « paternel », « traditionnel », « tempéré » par la religion chrétienne comme par cette « sollicitude » et cette « bénignité » qui forment les attributs traditionnels du pontife. Si le gouvernement du pape Pie VI Braschi écarte les exécutions capitales, avant comme après l'établissement de la Répu-

blique (la relative clémence de la répression romaine de 1799 fait ici contraste avec la férocité des autorités napolitaines), s'il préfère les emprisonnements aux supplices et les expulsions aux emprisonnements, s'il laisse se développer des thématiques xénophobes envers les Français de Rome et les étrangers à l'État, s'il alimente par une législation renforcée la haine du peuple envers les « fils de Jacob » toujours plus strictement reclus entre les murs du ghetto, s'il appuie de toutes ses forces en 1793 les forces de la coalition tout en s'efforçant jusqu'au bout de ménager les intérêts et les susceptibilités des Français en Italie et de contenir l'hostilité de la France révolutionnaire et déchristianisatrice, s'il déploie dans ses États et à Rome même une intense propagande religieuse par la prédication et la mission populaire comme à travers l'exploitation politique des phénomènes miraculeux qui agitent Rome et l'État en 1796 autour de Madones en pleurs, c'est, écrit lucidement l'auteur, afin de mieux « garantir la cohésion de la collectivité autour du projet politique et spirituel de la papauté » (p. 23). Mais c'est aussi pour mieux relever que le gouvernement républicain demeura lui-même en quelque sorte prisonnier de ces traditions politiques, de cette recherche de consensus large et de cette « distance aux normes » tolérée et assumée par le pouvoir, qui constituent le mode spécifique du gouvernement des esprits jusque dans la Rome pontificale démocratisée : « Prudence et agressivité en externe, clémence et pardon en interne », écrit M. Formica, avant de poursuivre : « La répression des complots, soit des patriotes, soit des conspirateurs contre-révolutionnaires, ne renia jamais cette vision personnalisée de la politique et de la justice qui, réservant au *princeps* un rôle central, ne pouvait que renforcer les liens de fidélité et de confiance (*i legami fiduciarî*) avec le peuple » (p. 71).

La trajectoire sociale et politique des « sujets rebelles » de Sa Sainteté constitue le second axe d'une analyse qui privilégie la dimension collective des comportements et leur inscription dans la société et dans la cité. L'auteur explore les voies multiples qu'empruntent les processus de politisation révolu-

tionnaires qui affectent en priorité les classes moyennes (dont, au premier plan, les professions juridiques et les cadres intellectuels), tout comme certains secteurs de l'aristocratie libérale et du clergé réformateur (notamment la congrégation enseignante des Scolopes) et même de l'artisanat urbain. Elle met en évidence la sociabilité clandestine des loges et officieuses des académies, les conspirations formelles ou informelles des années 1790, l'effervescence des nouvelles diffusées par une presse longtemps très bien informée des « affaires de France », l'impact des événements révolutionnaires sur les mentalités collectives, les formes de rébellion et les discours dans la « société indisciplinée » que constitue le tissu social de la Rome pontificale dans un contexte beaucoup plus ouvert sur l'extérieur et sensible à « l'esprit du temps » (*Zeitgeist*) que l'historiographie « risorgimentaliste » ne l'a longtemps dit. Mais c'est aussi pour mieux montrer, après Giuntella, De Felice et Battaglini, l'étroitesse de l'espace politique laissé au mouvement révolutionnaire romain par les autorités politiques et militaires françaises, leur pesante tutelle sur les institutions et les programmes, leur méfiance envers les clubs et les débats, les contradictions internes à une « révolution importée » où l'élément intellectuel et politique spécifiquement romain peine à imposer ses traditions et ses projets.

C'est en définitive à une réflexion aiguë et renouvelée sur la construction du consensus politique en temps de révolution et de contre-révolution que conduit l'analyse. La question du serment de fidélité, objet classique de l'historiographie de la République romaine, est ouvert à nouveaux frais. Comment concilier « fidélité au passé » et « fidélité au présent », tel est le dilemme des fonctionnaires, du clergé et de tous les individus qui gravitent autour de l'ancien et du nouveau pouvoir. Les efforts intellectuels d'un théologien aussi remarquable que Giovan Vincenzo Bolgeni qui se prononce en faveur d'un serment purement civil ne sont pas sans rappeler les efforts désespérés d'un Émery face au serment de « liberté-égalité » dans l'été 1792 en France. M. Formica sait très finement insérer ce débat de théologie politique dans le contexte plus

vaste de la construction de l'État moderne : « Il est évident, écrit-elle, que derrière la question [du serment] se dissimulent des problèmes de plus grande ampleur, la conception de l'État et le rapport à la citoyenneté » (p. 117). La difficile restauration du gouvernement pontifical en 1799-1800 va de pair avec une politique de progressive réintégration des élites les moins impliquées dans l'administration républicaine et le mouvement révolutionnaire et surtout avec une radicale *damnatio memoriae* de la République, comme si l'expérience était tout à la fois inassimilable et déroutante dans ses ambiguïtés, et comme si le caractère nécessaire du consensus primait sur les « rituels punitifs » et les logiques contre-révolutionnaires : la « clémence », d'un côté, la repentance (*pentimento*) ou la rétractation, de l'autre, constituent encore, avec l'avènement d'une nouvelle génération de responsables pontificaux, le pape Pie VII Chiaramonti et le cardinal Ercole Consalvi, les armes les plus efficaces, d'ordre essentiellement religieux, d'une politique de préservation d'un État ecclésiastique fragilisé que la Révolution a fait brutalement entrer dans l'âge de la modernité nationale, démocratique et sociale.

PHILIPPE BOUTRY

1 - MARINA FORMICA, *La città e la rivoluzione. Roma, 1798-1799*, Rome, Istituto per la storia del Risorgimento nazionale, 1994.

2 - MARINA FORMICA et LUCA LORENZETTI, *Il Misogallo romano*, Rome, Bulzoni, 1999.

**Alberto Mario Banti
et Roberto Bizzocchi (dir.)**

*Immagini della nazione nell'Italia
del Risorgimento*

Rome, Carocci, 2002, 219 p.

Cet ouvrage collectif, qui s'inscrit dans un contexte historiographique caractérisé par un renouvellement profond des questions et des approches qui intéressent le Risorgimento italien, se fonde sur le postulat selon lequel la naissance de la nation correspond à l'émergence d'une « formation discursive qui

la nomme, la définit et la structure en tant que système symbolique » (p. 11). Alberto Mario Banti et Roberto Bizzocchi soulignent l'efficacité de ce discours sur la nation, un discours mobilisateur, en dépit des limitations et des contrôles exercés par la censure des régimes légitimistes, susceptible de pousser les patriotes jusqu'au sacrifice extrême de leurs vies.

Dans l'introduction, A. M. Banti et R. Bizzocchi insistent également sur la dimension des figures de style et des modèles thématiques, propres à la rhétorique du Risorgimento, mais identiques, par ailleurs, à ceux qui circulent dans les différents contextes nationaux du début du XIX^e siècle. Un discours politique, celui du Risorgimento, qui s'exprime essentiellement sous la forme narrative. C'est notamment le cas des narrations qui ont pour objet la famille, dont l'une des valeurs les plus fréquemment soulignées est la fraternité. Le discours patriotique se situe ainsi dans un entre-deux ambigu, entre une vision libérale de la nation, résultat de la volonté d'un peuple (une acception soulignée, en particulier, par les essais de R. Bizzocchi et de Silvana Patriarca), et une vision naturaliste et biologique qui considère la nation comme l'élargissement de la communauté familiale, fondée sur le lien du sang. Quoique les éditeurs affirment que ces deux tendances opèrent concurremment dans le processus de construction de la nation, c'est la vision naturaliste qui semble l'emporter, à tel point que la nation est conçue, dans certains cas, comme « un espace soustrait à la discussion politique puisque naturel, et par cela ni électif ni négociable si ce n'est qu'au prix de la trahison » (p. 19).

La contribution de A. M. Banti examine les textes de Scott, Thierry et Manzoni consacrés aux invasions barbares. A. M. Banti souligne que ces trois auteurs placent à l'origine de la liberté de la nation un conflit à caractère ethnique : d'où l'importance de l'appartenance à la race, considérée comme condition primordiale de la communauté nationale. R. Bizzocchi analyse la célèbre encyclopédie généalogique de l'aristocratie italienne de Pompeo Litta qui fut aussi le « vecteur d'une

conception très connotée de l'identité nationale italienne » tendant à poser la question de l'unité nationale dans une perspective essentiellement politique et institutionnelle. Gilles Pécout s'interroge sur les usages pédagogiques de la cartographie, sur la conscience politique des cartographes, sur le vocabulaire territorial, sur le rôle des bureaux topographiques dans les États pré-unitaires, sur les choix iconographiques et sur la relecture de l'histoire ancienne pour la construction d'une image unitaire du pays. Fernando Mazzocca s'intéresse aux représentations de l'Italie : d'abord associée à la France, l'image de l'Italie, après la période napoléonienne, fut le plus souvent associée à la Grèce, en tant qu'identité politique autonome (république ou royaume) et mère commune, comme l'exprime le monument consacré par Canova à Alfieri, destiné à connaître un large écho pendant le Risorgimento. La contribution de S. Patriarca est consacrée à la statistique, une science qui, dans le contexte de la formation de l'identité nationale, montre de plus en plus d'intérêt pour l'analyse ethnographique des peuples sans pour autant contribuer à la mise en place d'une conception raciale de la nation. Carlotta Sorba étudie les parcours et les modalités du rapprochement entre le mélodrame et les événements du Risorgimento : le caractère récurrent de certaines situations dramatiques chez Verdi (l'opposition entre un peuple oppresseur et un peuple opprimé), l'importance de la réception et de la commercialisation des idées ainsi que des émotions patriotiques. Lucy Riall s'intéresse au mythe romantique de Garibaldi, qu'elle considère comme le produit d'une sensibilité éduquée par le roman historique et, en même temps, comme un modèle politique et humain qui incarnait les valeurs de l'égalité et de la fraternité. Anna Scattigno consacre sa contribution au rôle politique de Catherine de Sienne : une figure complexe et controversée, utilisée pour la défense du pouvoir temporel des papes, tantôt comme modèle de vertu civique, d'amour pour la patrie, d'attachement à la cause de l'unité de la nation. Maria Iolanda Palazzolo, enfin, étudie le rôle politique joué par les imprimeurs suisses en langue italienne, dont les catalogues rendaient accessibles au

public de la péninsule nombre d'ouvrages d'auteurs démocratiques ou jacobins inscrits dans l'Index des livres interdits ou frappés par la censure civile.

Trois questions, au cœur de cet ouvrage, mériteraient des approfondissements et des discussions ultérieurs. En premier lieu, l'idée selon laquelle la naissance de la nation correspond à l'émergence d'un discours qui la concerne semble établir une priorité des représentations sur les processus institutionnels et sociaux. De ce point de vue, ces contributions font ressortir d'autant plus la nécessité d'un ancrage social, d'une plus forte articulation entre la production et la réception du discours, entre les différentes représentations et les groupes politiques qui se trouvent à leur origine. En second lieu, la thèse, développée par A. M. Banti dans un ouvrage antérieur et largement débattu en Italie¹, qui considère la nation comme une narration cohérente et unitaire dans laquelle s'inscrivent par la suite les différents projets politiques et institutionnels des libéraux, des démocrates, des républicains et des monarchistes, reste problématique. Ce volume met en évidence une pluralité de discours sur la nation, en partie irréductibles au double leitmotiv de l'honneur et de la religion. À ce propos, il paraît envisageable et opportun d'approfondir ultérieurement l'analyse des articulations internes de l'idée de nation afin de repérer les tensions, les contradictions et les fractures.

Cet ouvrage a en outre le mérite de mettre en valeur des formes de discours relativement peu connues ou « marginales ». Cette approche multiple permet ainsi de réviser le jugement traditionnel sur la faiblesse de la construction rhétorique de la nation pendant le Risorgimento. La définition de la nation italienne élaborée dans ces différents domaines paraît solide, largement diffusée et capable de coloniser les formes de langage et de savoir les plus disparates.

LUISA TASCA

1 - ALBERTO MARIO BANTI, *La nazione del Risorgimento. Parentela, santità e onore alle origini dell'Italia unita*, Turin, Einaudi, 2000.

Antonella Romano*La Contre-Réforme mathématique.**Constitution et diffusion d'une culture mathématique jésuite à la Renaissance (1560-1640)*

Rome, École française de Rome, « Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome », 1999, XI-686 p.

Sciences et religions. De Copernic à Galilée (1540-1610)*Actes du colloque international, Rome, 12-14 décembre 1996*

Rome, École française de Rome, « Collection de l'École française de Rome », 1999, 548 p.

Ces deux livres importants ont le grand mérite de placer l'histoire des sciences au centre des rapports intellectuels noués à la Renaissance entre la France et Rome. Car c'est bien Rome qui joue le premier rôle en tant que haut lieu de la science où Copernic avait présenté en avant-première son astronomie et où le mathématicien jésuite Clavius avait accompli la grande opération scientifico-religieuse de la réforme grégorienne du calendrier.

Quant à Galilée, on sait combien le savant florentin tenait à son titre de membre de l'académie romaine des Lincei, et quels honneurs avaient été réservés en 1611 à ses découvertes célestes par l'académie de mathématiques du Collège romain des jésuites. Ce jour-là, avec Galilée, Bellarmin et Clavius entourés par l'enthousiasme des jeunes astronomes de la Compagnie, Rome risqua pour de devenir la capitale de la science nouvelle. Il n'en fut pas ainsi. En revanche, le magistère exercé pendant quarante ans par Clavius et son combat inlassable en faveur des mathématiques pures auront valu aux écoles des jésuites la réputation de berceau précurseur d'une pédagogie scientifique moderne, d'après ce qui est devenu « l'un des *topoi* de l'historiographie sur le rôle de la Compagnie de Jésus dans la généralisation de l'enseignement scientifique et en particulier des mathématiques » (p. 392). Un *topos* que le livre d'Antonella Romano s'est proposé de confronter de près avec la réalité documentaire.

Sa *Contre-Réforme mathématique* marque pour l'histoire des mathématiques jésuites en France un tournant comparable à ce que le colloque sur *L'architettura della Compagnia di Gesù in Italia, XVI-XVII secolo*¹ tenu à Milan lors de l'année ignacienne de 1992 avait représenté pour le « style jésuite », voire l'idée d'une uniformité d'architecture institutionnelle calquée sur le modèle du *Gesù* de Rome. *Legem impone subactis* s'intitulait en la même année ignacienne de 1990-1991 le livre de Ugo Baldini² sur le rayonnement de l'académie de mathématiques appliquées, créée par Clavius et qu'il interprétait comme une subordination de la périphérie de l'enseignement de la Compagnie aux préceptes épistémologiques élaborés au Collège romain.

En investissant la façon traditionnelle d'étudier la mathématique jésuite à partir de ses individualités éminentes ou de tel ou tel collège, A. Romano a envisagé la question par la base, à partir des pratiques concrètes mises en œuvre par un ensemble institutionnel aussi vaste que la totalité des collèges des provinces françaises de la Compagnie, et sur une large période allant de leur origine jusqu'au milieu du XVII^e siècle. Autrement dit, par un travail titanesque de contextualisation, prosopographie, cartographie, bibliographie. Avec, en plus des modalités de l'histoire des institutions et de l'enseignement, une méthode parfois de mise en parallèle par rapport à des institutions rivales. C'est notamment le cas du collège de Bordeaux, où les jésuites furent poussés à ouvrir un enseignement de la discipline afin de concurrencer le collège de la ville et pour répondre à une demande locale, intéressée par des aspects utilitaires des mathématiques. Un autre exemple de ces raisons extra-institutionnelles qui ont favorisé l'enseignement de la discipline est offert par le collège royal de La Flèche, où l'institution d'une chaire de mathématique dérivait tout droit du contrat de fondation passé entre le roi Henri IV et les Pères.

Donc, pas de stratégie unique soumise au modèle du Collège romain : « La multiplication des chaires de mathématique françaises – elles seront une douzaine au milieu du XVII^e siècle – s'opère sur le mode de la distanciation avec Rome » (p. 359). Cette émancipa-

tion apparaît aussi dans la production scientifique. Loin de partager l'enthousiasme de leurs confrères romains pour des observations télescopiques, les *mathematici* des collèges de Paris et de Pont-à-Mousson ne se serviront de la lunette qu'en 1618, dans le cadre d'un programme international d'observation des comètes, à seule fin de prouver la supériorité de l'astronomie de Tycho Brahe, patronné par le Collège romain.

En revanche, les jésuites français allaient briller dans les sciences appliquées, notamment en géographie et hydrographie. Même pressé par le roi, jamais un recteur n'aurait songé à faire appel, pour le cours de mathématique, à un professeur non jésuite. Être jésuite signifiait une idéologie et une anthropologie de l'appartenance dont l'histoire reste entièrement à faire. Les mathématiques étaient un cours complémentaire du cursus de philosophie, lequel à son tour donnait accès aux études de théologie, et la production universitaire jésuite en ces deux disciplines traitait constamment de thèmes mathématiques : réalité des êtres géométriques, problèmes du continu et de l'infini, impiété de l'astrologie judiciaire...

Pour la période qui va de Copernic à Newton, penser une autonomie des mathématiques n'a pas de sens. La science y était inséparable de la foi, aussi bien pour s'en inspirer que pour s'y opposer. C'est du moins la leçon que l'on tire du volume *Sciences et religions. De Copernic à Galilée*. Catherine Brice et A. Romano nous offrent là un essai d'histoire comparée de l'enseignement mathématique, en étudiant en parallèle le Gymnase protestant de Strasbourg et le Collège romain.

La philosophie naturelle aristotélicienne était le noyau dur de la culture scientifique jésuite (Charles H. Lohr). Mais le culte pour la *mathesis*, prêché par Clavius, relevait aussi d'un idéal à la fois pastoral et théologique. Les débats de la Renaissance autour du commentaire d'Euclide par Proclus avaient permis de penser la supériorité rationnelle des démonstrations géométriques (Annarita Angelini). Michael J. Gorman prouve l'unité sous-jacente de la culture jésuite, en analysant comment les préoccupations de la philosophie naturelle et de l'astronomie rejoignaient les idéaux de la

théologie moliniste du libre-arbitre que la Compagnie de Jésus avait adoptée comme la sienne. Incontestablement, l'un des objectifs majeurs poursuivis par l'enseignement scientifique jésuite sous toutes ses formes fut bien celui de balayer le déterminisme astrologique anti-chrétien à une époque où tout mathématicien digne de ce nom faisait de l'astrologie. Christianiser les mathématiques, donc : Platon ne disait-il pas, selon Plutarque, que Dieu géométrise toujours ? En témoigne la géométrie astronomique de Kepler, dont Charlotte Methuen fait remonter les conceptions épistémologiques aux impulsions venant du milieu théologique luthérien de l'université de Tübingen. La réforme chrétienne que Melancthon avait prônée pour l'enseignement universitaire de la philosophie, et qu'examine ici Sachiko Kusukawa, pourrait nous aider à comprendre la dimension théologique du copernicanisme de Kepler.

Les oppositions entre science et foi, on l'a dit, étaient tout aussi inévitables que leurs complicités. Maurizio Torrini interprète la condamnation catholique du copernicanisme comme la volonté de sauvegarder la synthèse thomiste entre science et foi ; Michel-Pierre Lerner reconstruit les arguments bibliques convoqués du côté protestant comme du côté catholique pour faire reconnaître l'héliocentrisme comme une hérésie.

Au registre des ententes entre science et religion figurent d'abord les études anatomiques, qui subirent l'influence bienfaisante de la polémique protestante contre l'autorité de la tradition. Et, contrairement à la légende d'après laquelle l'Église interdisait cette pratique, les dissections ne durent affronter que les tabous de nature anthropologique et hygiénique.

Les débuts de l'ethnologie dans la littérature édifiante des missionnaires jésuites favorisèrent la rencontre entre religion et science. De même pour ce qui concerne la dimension religieuse prise par celle qui avait été la première science nouvelle à avoir rompu avec Ptolémée et à avoir vu pour la première fois des étoiles inconnues dans le ciel de la Renaissance : la géographie. Au milieu de tout ce mysticisme scientifique, on est soulagé de trouver un peu de laïcité dans la météorologie

péripatéticienne, dont Max Engammarre étudie la durable explication du phénomène du tonnerre d'après la théorie d'Aristote de la double exhalation.

La dernière partie du volume aligne une série très intéressante et diversifiée de portraits d'acteurs : le mathématicien Maurolico ; le philosophe Palingenio ; les Lincei ; Monseigneur Agucchi, discutant de la fluidité céleste ; le poète et mathématicien Milles de Nory ; le médecin calabrais Marco Aurelio Severino, dont l'anatomie comparée se réclamait de Démocrite. Puis, au lieu de tenter dans sa conclusion l'impossible bilan des apports d'un colloque aussi riche et composite, Luce Giard cherche à le mettre en perspective avec le « désenclavement » qu'a connu depuis vingt ans la pensée jésuite grâce aux travaux portant sur l'histoire de la philosophie de la Renaissance et de celle des sciences.

Au chapitre des rapports entre sciences et religions, à la différence de *God and nature*³, *Sciences et religions. De Copernic à Galilée* considère la Renaissance comme une époque de partage, car « après cette période l'une des déclinaisons de notre modernité réside précisément dans le classement du scientifique et du religieux dans des registres séparés » (p. 1). D'après ce critère, cependant, appartiendraient encore à la Renaissance Spinoza, Boyle, Newton et Leibniz. Et Einstein, pour qui, en physique, Dieu ne jouait pas aux dés...

PIETRO REDONDI

1-LUCIANO PATETTA et STEFANO DELLA TORRE (éds), Gênes, Marietti, 1992.

2 - Rome, Bulzoni, 1992.

3-DAVID C. LINDBERG et RONALD NUMBERS (éds), Berkeley, University of California Press, 1986.

James S. Grubb (éd.)

Family memoirs from Verona and Vicenza (15th-16th centuries)

Rome, Viella, « Fonti per la storia della Terraferma veneta-17 », 2002, 189 p.

Les études et les éditions de textes se rattachant à la tradition des « livres de famille » se multiplient en Italie. L'apport de James

Grubb est d'autant plus précieux que cette tradition est beaucoup moins affirmée à Venise et en Vénétie qu'en Toscane : on dénicher à peine deux ou trois livres de famille à Venise, une poignée un peu plus lourde dans les principales villes de Vénétie. Dans sa substantielle introduction (pp. v-xxxix) à l'édition d'une dizaine de mémoires familiaux (ou de fragments) provenant de Vérone et Vicence, l'auteur s'interroge sur les raisons d'une telle rareté. Il n'est certes pas le premier à le faire, mais sa discussion pied à pied des arguments avancés par d'autres pour l'expliquer fait très utilement le point sur les controverses autour de l'exceptionnalité florentine.

J. Grubb relève justement que, si les Florentins dissertent abondamment sur les raisons pour lesquelles ils se lancent dans leurs travaux d'écriture, aucun chef de famille et potentiel écrivain domestique n'a jamais éclairci celles pour lesquelles il n'écrit pas sur sa famille. L'auteur écarte d'abord les raisons matérielles qui pourraient rendre compte d'une disparition de livres de famille : vols, incendies, destructions volontaires, dispersions... Or, les gens de Venise et du Veneto ne semblent pas avoir plus mal tenu leurs archives, publiques ou privées, que les Florentins, et la proportion de livres survivant à ces catastrophes a toutes chances d'avoir été la même, ici et là ; elle reflèterait donc une production de toutes manières beaucoup plus large en Toscane que dans le Veneto. Un autre argument voudrait que les incitations fiscales n'aient pas encouragé les pères de famille vénètes à conserver des documents anagraphiques que la rotation des *estimi* rendaient obsolètes tous les sept ou neuf ans. On pourrait toutefois en dire autant des Florentins, dont les *catasti*, au xv^e siècle, sont prévus pour être renouvelés tous les trois ans. Il est vrai que les Florentins accordaient des déductions fiscales sur les bouches à nourrir, qu'elles fussent hommes ou femmes, ce qui n'est pas le cas du Veneto. Plus convaincant serait le fait qu'à Venise l'État prend en charge très tôt la conservation des déclarations d'âges de l'aristocratie (*prove d'età* qui tirent leur matière des listes de naissances fréquemment notées sur les supports les plus variés). Une fois cette donnée officiellement enregistrée et le jeune

noble de dix-huit ans entré au Grand conseil, admission qui lui ouvre les positions gouvernementales les plus hautes, la famille n'aurait plus intérêt à ce que ses archives perpétuent la mémoire de sa naissance. Du reste, poursuit J. Grubb, la tendance à transmettre héréditairement les places au conseil réduit tôt l'importance de cette donnée d'état civil. Dans une ville comme Florence, au contraire, aucune carrière politique et administrative n'est jamais acquise de façon définitive et elle n'est possible au xv^e siècle que si, à chaque étape, elle respecte les critères d'âge spécifiques de la fonction : la preuve de l'âge est ainsi constamment requise et discutée. On notera toutefois que, dès le début des années 1430, la commune florentine a fait établir des registres de dates de naissance des citoyens aptes aux offices ; ce qui aurait pu jouer dans le sens qui est ici attribué à l'enregistrement officiel vénitien alors que cela n'a en rien retiré de leur importance aux archives privées de Florence.

Pour s'en tenir à l'enregistrement des naissances, mais la démonstration pourrait s'étendre à d'autres aspects de l'exercice de remémoration et d'enregistrement, c'est donc la volonté de transmettre (plutôt que de réunir) les éléments d'une mémoire familiale qui, défaillante à Venise et alentour, extraordinairement active à Florence, serait en jeu. Comme ailleurs, les habitants de la Vénétie tiennent leurs comptes et gardent quelque part une liste des naissances de leurs membres ; mais ils ne se préoccupent guère du passé de leur famille et seules les familles en voie d'ascension sociale révèlent une certaine auto-conscience et produisent des écrits proches des livres de famille. De fait, la quasi-totalité de ces derniers, dans le Veneto, proviennent de milieux qui frôlent le pouvoir et qui jugent nécessaire, pour y entrer, de prouver leur implantation dans la ville et la participation de leur lignée à la vie locale. Un genre caractéristique des élites de Venise et du Veneto, mais que l'on retrouve à Padoue, Mantoue ou Ferrare, la chronique prosopographique collective, témoignerait du fait que les « individual patricians held status and identity only insofar as they participated in a collected aristocracy » (p. XXI). Or, par définition, les familles aspirant à rejoindre l'élite sont encore exclues du

groupe fermé décrit par ces *social chronicles*. Elles doivent, comme à Florence, se rabattre sur leur mémoire propre pour avancer les preuves de leur dignité et briser la barrière invisible qui les sépare de la noblesse et de l'élite politique : à Venise, les Freschi, « citoyens originaires » situés aux franges du pouvoir, sont un admirable exemple de cet effort temporaire de mémorisation. La production de *social chronicles* collectives domine dans les villes où l'on ne rencontre pas de livres de famille. Si, comme le suggérait Alberto Tenenti, c'est la faiblesse de l'État qui soufflerait leur inspiration aux rédacteurs de *ricordanze*, par exemple à Florence, on ne s'étonne pas de leur paralysie ou de la sécheresse de leurs écrits là où l'État est fort, à Milan, à Venise, où à l'inverse les chroniques de la noblesse sont foison. Dernière touche à ce tableau de l'histoire des livres de famille vue depuis la lagune : c'est bien après le milieu du xvi^e siècle, quand un peu partout les noblesses ont consolidé leurs positions, que se tarissent les livres de famille, à Florence comme ailleurs, et que la production familiale se tourne vers d'autres genres, la biographie, l'autobiographie, la généalogie, l'histoire régionale...

Les raisons politiques qu'on peut trouver à la rareté des livres de famille à Venise et dans les villes de son territoire et à leur désintérêt pour la matière historique familiale semblent ainsi assez clairement établies. On ne s'étonnera pas que le contenu de ceux qui ont survécu les rapproche des livres de Toscane tout en s'en distinguant sur les points qui justement dépendent le plus des conditions de l'exercice politique. Le mélange de notices patrimoniales et d'état civil est un trait commun à cette production domestique dans les deux contrées, si l'on entend dans un sens large la définition du « livre de famille ». Mais les livres du nord-est de la péninsule font l'impasse sur l'arrière-plan généalogique et historique de la famille, fréquemment exploré par les *ricordanze* florentines, ils ne décrivent pas le réseau des parents même éloignés et les rapports entretenus avec eux par le rédacteur et sa famille proche, ils cèdent rarement à la tentation de commenter les événements impliquant un membre de la *casa* et d'en tirer les leçons. Ils se soucient moins que les livres tos-

cans de la survie de la lignée mais beaucoup plus qu'eux du salut de l'âme individuelle et du bien-être du corps, accueillent nombre de recettes, prières, formules magiques, et se font l'écho des prophéties, des cures, des accidents naturels ou surnaturels.

J. Grubb donne à la suite de cette copieuse introduction une édition des textes véronais et vicentins survivants (pp. 5-165). Édition partielle, puisqu'il n'y retient que les rubriques concernant les biographies des proches du scripteur ainsi que ses préoccupations spirituelles ou morales et ses intérêts intellectuels, éliminant en revanche les éléments qui ont trait à la gestion des affaires et des patrimoines. Mais, à la différence de maints éditeurs plus anciens, il respecte l'ordre chronologique du livre et signale à leur place les passages écartés et le type de leurs informations. Le lecteur pourra ainsi départager les préférences de notre époque et celles des écrivains de famille du temps passé, qui ne jugeaient pas l'acquisition d'un champ de moindre intérêt que celle d'un enfant.

CHRISTIANE KLAPISCH-ZUBER

Sergio Tognetti

Da Figline a Firenze. Ascesa economica e politica della famiglia Serristori (secoli XIV-XVI)

Comune di Figline Valdarno, Opus Libri, « Fonti e studi di storia locale-14 », 2003, 233 p.

L'ouvrage décrit l'ascension sociale, économique et politique de la famille Serristori, originaire de la riche et industrielle vallée de l'Arno, au sud de Florence. Le parcours, rigoureusement chronologique, que l'historien médiéviste (spécialiste de l'histoire urbaine et rurale de la Toscane des XIV^e et XV^e siècles) propose – en reconstruisant, à partir d'une base documentaire importante, la destinée et la fortune exceptionnelles des personnages les plus représentatifs de ce lignage – permet, en fait, de renouveler les thèses (essentiellement anglo-saxonnes) concernant la composition et les facteurs de renouvellement ou, au

contraire, de fermeture aristocratique de la classe dirigeante florentine du XV^e siècle.

L'accession des Serristori au premier plan de la vie sociale et économique, ainsi qu'aux responsabilités politiques paraît relativement tardive (leur premier priorat est en 1392), comparée à celle des familles puissantes dès le XIV^e siècle : Acciaiuoli, Alberti, Corsini, Guicciardini, Peruzzi. De fait, elle intervient après les grands bouleversements de la peste noire de 1348 et des suivantes (qui privèrent Florence des deux tiers de sa population) et après la crise politique due au *Tumulto dei Ciompi* (1378), événements qui marquèrent le déclin de la vieille oligarchie et ouvrirent la voie aux soi-disant « parvenus ». Justement, cette « ascension » (ser Ristoro da Figline est présenté comme un *arrampicatore sociale*, un « grimpeur » social) non seulement ne coïncide pas avec une période de repli de la ville, mais correspond, au contraire, à une expansion et à une domination régionale de la puissance florentine. Or, le fait qu'un cas aussi exemplaire (celui d'une famille puissante à partir de la Renaissance et jusqu'au XIX^e siècle) soit resté dans l'ombre, doit être à attribué, selon l'auteur, à la divergence que les données réunies – celles d'une mobilité sociale encore très forte – présentent avec le modèle courant qui situe, dès la fin du XIV^e-début du XV^e siècle, à Florence, un phénomène précoce de re-féodalisation, analogue à celui qui s'est produit au cours du XVI^e siècle dans toute l'Italie. C'est un jeune notaire, ser Ristoro di ser Jacopo di ser Lippo da Figline, qui – à la suite d'autres confrères de la région – s'installe le premier à Florence (sa présence y est enregistrée à partir du 24 septembre 1351) : il acquit un important patrimoine et, sans assumer de charges publiques, constitue un ample réseau d'alliances socio-politiques qui allait servir à ses descendants ; sa richesse et sa notoriété furent telles qu'il put, à la veille de sa mort, fonder dans sa ville natale, Figline, un hospice dont la fonction a été maintenue et s'est prolongée jusqu'à l'établissement actuel, qui porte encore le nom du fondateur.

L'histoire familiale attestée par d'importantes archives comptables et notariées, conservées à partir de la seconde moitié du XV^e siècle, suit les transformations de la société

florentine, qu'il s'agisse de la carrière de Giovanni di ser Ristoro, juriste, diplomate, marchand et banquier, ou de celle de Antonio di Salvstro Serristori, grand homme d'affaires, ami de Cosme l'Ancien, dont les fils, pour consolider le poids politique de la famille et renforcer sa puissance économique, sans pour autant délaissier les activités bancaires et commerciales, se tournèrent résolument vers les secteurs de pointe de l'économie florentine, en investissant dans des entreprises industrielles prospères, dans les secteurs de la soie et de la frappe de la monnaie, et en créant un réseau de filiales dans des grandes villes européennes, comme Barcelone, Genève, Bruges, Lyon, Anvers, Londres, etc. Le choix clairvoyant d'une diversification maximale des activités et des placements financiers est le reflet fidèle d'une attitude fort répandue dans l'élite florentine du XV^e siècle, qui ne renonce pas à investir avec dynamisme et goût du risque, y compris dans de nouveaux secteurs de l'économie, alors qu'elle accède de plus en plus à des charges publiques et à des responsabilités politiques de premier plan.

La famille Serristori allait effectivement jouer un rôle décisif comme alliée des Médicis, grâce à l'apport précieux de son soutien financier et de son réseau d'influence. Ce qui autorise même à parler de relations d'intimité avec le seigneur *de facto* de la ville, Laurent le Magnifique. Il suffit, par ailleurs, de suivre l'arbre généalogique de la famille pour lire, dans la présence des noms des lignées florentines les plus prestigieuses, les étapes d'une ambitieuse stratégie matrimoniale (Médicis, Capponi, Salutati, Pazzi, Strozzi, Salviati...), qui permit à la famille de ne pas être écartée ni entraînée dans la chute momentanée des Médicis. On trouve encore par la suite, et avec des fonctions officielles de prestige, de nombreux membres de cette même famille. Averardo, fils de Antonio d'Averardo, mena une brillante carrière diplomatique, auprès de souverains et de papes, au service du grand duc de Toscane, Cosme I^{er}, et prit résidence à Rome. Mais il faut noter également que cette famille a conservé, au long des siècles, un enracinement local et des liens étroits affectifs et économiques avec son berceau d'origine, Figline, dont le territoire, entièrement balisé

par le souvenir et le nom des Serristori – comme le souligne l'auteur – porte encore le témoignage d'une hégémonie maintenue sur la longue durée. En plein XIX^e siècle, le comte Umberto Serristori était élu au Parlement de la toute jeune Italie. L'ouvrage comporte, en annexe, une documentation exposant de façon détaillée les carrières politiques (charges électorales corporatives et communales) des principaux protagonistes de la famille, de la fin du XIV^e à la fin du XV^e siècle, des inventaires de biens et de succession; il présente également une intéressante et importante bibliographie des sources et des études historiques utilisées; enfin des index très utiles (noms de personnes, compagnies et lieux). Pour finir, il faut signaler deux ouvrages complémentaires du même auteur¹.

CLAUDE CAZALÉ BÉRARD

1 - SERGIO TOGNETTI, *Il banco Cambini. Affari e mercati di una compagnia mercantile bancaria nella Firenze del XV secolo*, Florence, Olschki, 1999; *Id.*, *Un'industria di lusso al servizio del grande commercio. Il mercato dei drappi serici e della seta nella Firenze del Quattrocento*, Florence, Olschki, 2002.

Biagio Salvemini (éd.)

Gruppi ed identità sociali nell'Italia di età moderna. Percorsi di ricerca

Bari, Edipuglia, «Mediterranea. Collana di studi storici-13», 1998, 382 p.

Issu d'un séminaire de recherche de l'université de Bari, cet ouvrage nous offre huit contributions qui portent principalement sur l'Italie centrale et méridionale entre le XVI^e et le XVIII^e siècle et dont les thématiques sont très diverses; la plupart d'entre elles ont déjà abouti à la publication d'un livre. Toutes partagent cependant une problématique bien explicitée par l'éditeur: la production des identités sociales, leur négociation entre individus et groupes et les institutions (sociales, politiques, culturelles et religieuses).

Biagio Salvemini, dans son introduction, explicite les options théoriques communes après s'être livré à une violente polémique contre le «bon ton», selon lui prédominant dans l'historiographie contemporaine et directement importé des sciences sociales: il

reproche aux historiens l'usage indistinct de concepts comme ceux d'identités « plurielles » et d'acteurs « jouant » avec des « ressources ». On l'aura compris, il s'attaque à la micro-histoire, mais il est dommage que cette critique, pour justifiée qu'elle puisse être, reste voilée.

Le cadre théorique original qu'il propose s'inspire notamment d'Elias : il insiste sur le caractère incomplet des individus – ce qui explique la socialisation – et de la société ; de là un travail continu de contrôle et de classification des actions, en d'autres termes, d'institutionnalisation du social. Soucieux d'historiciser ses postulats, B. Salvemini présente une définition de l'Ancien Régime comme phase de complexification et de codification des relations sociales et, mettant en avant l'enchevêtrement des pouvoirs et la pluralité des sources de droit, il se démarque ainsi nettement du culturalisme d'un Geertz ou d'un Clavero.

Au xvi^e siècle, les autorités et les élites municipales romaines s'emparent des symboles antiques. Alessandra Camerano rend bien compte des logiques divergentes des forces politiques en présence (Capitole, Curie et barons), et montre comment la concession de la citoyenneté a pu redonner à la Commune le cosmopolitisme qu'elle avait perdu au Moyen Âge. Mais, se livrant parfois à des interprétations trop littérales de sources discursives (récits de voyages, suppliques), elle ne parvient pas à convaincre que le lien entre « barons » et « peuple » ait été aussi solide qu'elle l'affirme. C'est à travers l'exemple d'une famille d'origine espagnole établie dans une ville des Pouilles que Laura Dolce montre de façon pertinente les mécanismes d'agrégation sociale au sein de la noblesse aux xvi^e et xvii^e siècles, le jeu entre identité « représentée » et identité « pratiquée », le rapport entre adoption du fidéicommissaire, « structuration du lignage » et alliances matrimoniales. Étudiant la dénomination personnelle en tant qu'aspect particulier de l'identité sociale, Antonio Squeo souligne la mise en place, dans un bourg des Pouilles au moment de la Contre-Réforme, d'un contrôle ecclésiastique sur le stock onomastique et l'émergence d'une différenciation socio-professionnelle dans l'usage des prénoms.

Donatella Rosselli analyse la gestion des hospices par les élites romaines au xvii^e siècle

et insiste sur le rôle de la spiritualité tridentine dans les pratiques de bienfaisance. Son propos est de montrer comment la participation aux confréries caritatives contribue à la formation d'une identité nobiliaire en redéfinition constante à Rome, du fait d'une mobilité sociale très élevée. L'institution caritative est dans ce contexte un lieu d'ancrage identitaire de premier ordre. Le notariat semble au contraire avoir été une identité « manquée » : de l'étude extrêmement riche de Annastella Carrino sur un village des Pouilles entre le xvi^e et le xviii^e siècle, on retiendra la grande diversité des profils sociaux des notaires et sa réduction progressive, ainsi que le caractère partiel de cette identité professionnelle, qui n'impose pas de logique de comportement homogène. Ses analyses montrent cependant, contrairement à ses propres conclusions, que les notaires jouaient bel et bien un rôle de médiateur avec l'extérieur.

Avec Maria Pia Donato, on revient à la Curie romaine : dans cette étude magistrale, elle pose le problème de l'auto-identification des lettrés romains entre le xvii^e et le xviii^e siècles et de son articulation aux processus sociaux contemporains. À travers l'étude de biographies et d'éloges funèbres, elle brosse le portrait idéal du lettré, tout en faisant apparaître les mécanismes de recrutement et de promotion intellectuelle au sein de la Curie. Elle relit également toute une série d'ouvrages savants parallèlement à l'avancement de leurs auteurs, et montre la pertinence du concept de « champ intellectuel » pour une socio-histoire de la culture. Si les prélats lettrés se réfugient souvent dans un néo-stoïcisme anticourtisan, la cour et la république des Lettres, loin de s'opposer, se croisent : preuve en est la centralité du critère du mérite pour les « stratégies identitaires » mises en œuvre dans les deux milieux.

Lisa Roscioni explore, quant à elle, la définition sociale de la folie dans la Toscane du xviii^e siècle : contrairement à ce qu'affirmait Michel Foucault dans son *Histoire de la folie*, dès le xvi^e siècle, le « fou » se voit attribuer des caractéristiques toujours plus précises, comme le montre bien l'étude des requêtes d'internement ; en outre, il est « gardé » et « soigné » dans des asiles spécifiques, confor-

mément aux désirs des familles, qui demandent la « guérison » de ceux dont elles veulent se débarrasser. Cependant, contrairement à M. Foucault, elle ne s'interroge pas sur le concept de guérison ni sur la genèse de l'internement – dont il serait intéressant d'étudier comment il devient au début de l'époque moderne le traitement « naturel » de la folie.

Enfin, Nicola Antonacci reprend une question centrale de l'historiographie dix-neuviémiste sur le Mezzogiorno, celle de la formation de nouvelles élites, dont il présente différents modèles dans le cadre d'une ville des Pouilles, entre 1750 et 1900. Ici encore, il convient de relever la richesse du matériau analysé. Par une reconstruction minutieuse, N. Antonacci met en évidence la coexistence des anciennes et des nouvelles hiérarchies : dans la première moitié du XIX^e siècle, la propriété devient un vecteur privilégié de la mobilité sociale, mais les discours traditionnels restent de mise ; après 1860, en revanche, on passe à de nouvelles formes, plus « démocratiques », de légitimation et d'auto-représentation, quand bien même les mécanismes réels de promotion sociale restent en grande partie inchangés.

Voici donc un livre riche et stimulant, qui offre de nouvelles perspectives sur des questions déjà ciblées par des débats nourris (par exemple, les classifications socio-professionnelles ou la centralisation politico-administrative). Sur le plan méthodologique, on appréciera la dialectique entre particulier et général – notamment à travers l'élaboration de typologies très souples –, la prise en compte des dynamiques temporelles, la contextualisation attentive, le croisement des sources et l'articulation entre pratiques et représentations. Cet ouvrage constitue donc une contribution importante à l'histoire sociale de la péninsule italienne.

BERTRAND FORCLAZ

Adriano Proserpi

L'Inquisizione romana. Letture e ricerche
Rome, Edizioni di storia e letteratura,
2003, xxxi-451 p.

Depuis le début des années 1970, l'importance des études sur l'Inquisition n'a cessé de gran-

dir en Italie, à tel point qu'un double constat s'impose : l'Italie est aujourd'hui, à bien d'égards, le « centre de gravité » dans ce domaine de la recherche internationale¹, de même que l'histoire de l'Inquisition constitue l'un des secteurs les plus dynamiques, tant du point de vue scientifique qu'éditorial, de l'historiographie sur l'Italie moderne. Les raisons d'un tel engouement sont multiples et elles débordent en partie le cadre du débat scientifique. Depuis l'époque de sa suppression, à la fin du XVIII^e siècle, par la volonté de quelques souverains absolus, l'Inquisition représente un lieu privilégié de la mémoire collective, un lieu où les intellectuels de la péninsule reviennent de façon récurrente, avec des questions souvent nourries par l'urgence des temps présents. Dans ce contexte, la position occupée par l'œuvre de Adriano Proserpi est tout à fait singulière, aussi bien par la richesse de sa production, marquée notamment par la publication en 1996 de *Tribunali della coscienza*, pièce maîtresse de l'historiographie de ces dernières années², que par l'ampleur et la qualité des discussions que ses thèses ont suscitées, au-delà même du milieu universitaire.

L'Inquisizione romana réunit un ensemble de dix-sept contributions étalées sur une période comprise entre 1982 et 2002 : ce livre se présente ainsi comme le bilan de vingt ans de recherches et comme une mise en perspective de ces résultats à la lumière de questions nouvelles, soulevées sans cesse par la lecture d'une documentation foisonnante, rendue récemment plus accessible aux chercheurs. Événement qui fait date, l'ouverture en 1998 des archives de la Congrégation pour la doctrine de la foi (qui a succédé à la Congrégation du Saint-Office) marque l'histoire de cette institution et rend en quelque sorte pertinent et nécessaire ce genre d'opération historiographique. En réalité, comme A. Proserpi le souligne dans son introduction, le renouveau de l'historiographie est bien antérieur à la fin, sans aucun doute fortement symbolique, de ce dernier vestige du secret inquisitorial. Depuis les études de John Tedeschi et de Massimo Firpo dans les années 1970, les recherches sur l'inquisition romaine ont suivi deux pistes parallèles : la première est celle d'une micro-

analyse des pratiques judiciaires fondée sur la documentation relative aux procès, disponible de façon croissante, grâce à l'ouverture graduelle des archives locales du Saint-Office. D'où l'un des traits caractéristiques de l'historiographie italienne sur l'Inquisition, à savoir sa prédilection pour la valorisation de cas individuels qui s'inscrivent dans une tradition ancienne d'histoire intellectuelle, spécifiquement conçue, le cas échéant, comme histoire de la dissidence religieuse et politique. Une seconde piste de recherche est relative à l'histoire de l'inquisition romaine en tant que système de gouvernement parmi d'autres dans l'Italie moderne. C'est notamment cette dernière perspective, d'histoire institutionnelle et du pouvoir, que la libéralisation des sources du tribunal central du Saint-Office semble avoir favorisé : un résultat à bien des égards paradoxal provoqué par la décevante découverte de l'absence presque complète de procès antérieurs au XIX^e siècle et par la prise en compte, en revanche, d'une riche documentation résiduelle, constituée pour l'essentiel par les délibérations de la Congrégation et sa correspondance avec les tribunaux locaux, ce qui permet de saisir entièrement, pour la première fois, « le dessein unitaire de l'institution » (p. 14).

Les essais réunis dans ce volume participent à ce changement d'orientation tout en privilégiant une approche de la dimension institutionnelle de l'Inquisition qui accorde toujours une importance primordiale aux acteurs qui en sont l'incarnation. Rien de vraiment comparable, en somme, avec la méthode « froidement factuelle », largement fondée sur les études statistiques, qui a caractérisé l'historiographie sur l'inquisition espagnole (p. XXIII). Au risque de simplifier, deux thématiques majeures sont au cœur de ces études. Un ensemble de questions porte, tout d'abord, sur la nature de l'inquisition romaine. Les sources conservées dans les fonds romains du Saint-Office permettent de reconstituer avec précision la phase initiale de la Congrégation et notamment le cadre conflictuel dans lequel se définissent les finalités de cet *officium*, saint par excellence. C'est en effet à l'issue d'une confrontation acerbe que s'affirme, à partir de la seconde moitié du XVI^e siècle, une interpré-

tation du Saint-Office qui efface toute velléité moralisatrice du corps de l'Église (selon les intentions de Reginald Pole) et qui fait coïncider sa mission avec celle du tribunal de l'Inquisition, véritable machine de guerre contre les hérétiques de l'extérieur et de surveillance interne sur les sujets les plus faibles et enclins à l'erreur. C'est par cette voie que l'institution inquisitoriale devient lisible, notamment à la lumière des dynamiques qui intéressent plus généralement les formations politiques italiennes et que, par là même, l'histoire de l'inquisition romaine devient histoire politique tout court.

On pourra certes discuter de la thèse selon laquelle la politisation inexorable de l'Inquisition fut le résultat combiné d'une « prise de conscience de la nouvelle dimension politique de la religion » de la part de la structure ecclésiastique (p. 307) et d'un renoncement à une part substantielle de la souveraineté du côté des princes italiens. Cette thèse a néanmoins le mérite de tourner la page par rapport à une interprétation longtemps dominante et anachronique qui voyait dans l'État le défenseur du principe de laïcité et de nous ramener avec force à s'interroger sur ce moment génétique de l'Italie moderne. C'est à la lumière de cette imbrication profonde et durable entre pouvoir politique et pouvoir religieux que A. Prosperi aborde la thématique de l'enracinement social de l'institution inquisitoriale. Sont ici rééditées deux recherches qui ont eu à cet égard un rôle pionnier : celle sur les vicaires de l'inquisition florentine au XVII^e siècle (1982) et celle sur l'inquisition florentine à l'époque de Galilée (1983). Fondées sur l'une des plus riches documentations locales du Saint-Office, ces études illustrent l'articulation capillaire, dans le territoire de l'État toscan, d'une structure parallèle à celle du clergé des paroisses et des représentants du pouvoir politique. Il en ressort un cadre très complexe de conflits et de médiations où l'élément dominant est toutefois le prestige dont bénéficie l'institution inquisitoriale et le potentiel d'attraction et de légitimation qu'elle exerce, par les mécanismes de la promotion et du privilège, sur les acteurs de la société civile. Il en est ainsi, par exemple, des familiers laïques du Saint-Office, authentique organisation par-

lèle et occulte dont les questions qu'elle soulève au niveau local (critères de recrutement, rôle joué par ses membres dans l'instruction du procès inquisitorial) renvoient nécessairement à la documentation centrale du Tribunal. Mais un cas analogue concerne aussi le rapport entre Saint-Office et intellectuels. Les essais que A. Prospero consacre à la censure ecclésiastique (*Anime in trappola. Confessione e censura all'Università di Pisa* et *Censurare le favole*) comptent parmi les plus pénétrants de cet ouvrage. La pratique de la censure y est conçue non seulement comme répartition fonctionnelle de tâches et de compétences entre savants laïques et ecclésiastiques partageant le même langage et les mêmes valeurs, mais aussi comme mécanisme pour légitimer l'accès au discours public fondé sur une « familiarité étroite et prolongée », nourrie par l'échange de faveurs et de protections entre censeurs et auteurs.

Quelques enjeux historiographiques majeurs reviennent constamment dans ces pages. Sans doute celui relatif à la naissance de l'individu moderne est parmi ceux qui mériteraient une discussion plus approfondie. L'œuvre de A. Prospero se présente, à bien des égards, comme une histoire généalogique de la culture politique italienne qui reconnaît dans le pouvoir longtemps sans partage de l'Inquisition le moment fondateur d'une éthique favorable au compromis et à la dissimulation, peu soucieuse, en tout cas, du bien commun et des réformes. Profondément ancré dans le débat intellectuel italien, ce regard sobre et exigeant s'oppose ainsi à toute lecture révisionniste du Saint-Office ainsi qu'à toute interprétation simplificatrice, tendant à faire coïncider modernisation politique et avènement des Lumières. Mais au-delà de ce contexte spécifique, cette proposition historiographique, bien explicitée par cet ouvrage, nous rappelle que toute histoire politique ou histoire de la justice qui aborde le thème de la responsabilité individuelle peut difficilement se défaire d'une approche visant à mesurer, dans la longue période, le pouvoir disciplinaire des institutions.

SANDRO LANDI

1 - JEAN-PIERRE DEDIEU et RENÉ MILLAR CARCHACHO, « Entre histoire et mémoire. L'Inquisition à l'époque moderne : dix ans d'historiographie », *Annales HSS*, 57-2, 2002, pp. 349-372.

2 - *Tribunali della coscienza. Inquisitori, confessori, missionari*, Turin, Einaudi, 1996.

Gigliola Fragnito (dir.)

Church, censorship and culture in Early Modern Italy

Cambridge, Cambridge University Press, 2001, 264 p.

Cet ouvrage collectif propose une synthèse des acquis récents de l'histoire de la censure ecclésiastique, sans doute l'un des domaines de recherche les plus dynamiques de l'histoire italienne de ces dix dernières années. Il est placé sous le signe de deux types d'interrogation, thématique et méthodologique. L'examen de la censure des textes dont le contenu n'est pas directement théologique a été privilégié là où, jusqu'à présent, l'histoire de la censure s'était surtout intéressée à la répression des ouvrages théologiques accusés d'hérésie. Sous l'impulsion de Gigliola Fragnito, ce volume entend, en outre, accorder une attention nouvelle à l'étude de l'administration de la censure et à ses pratiques. Cette interrogation justifie la chronologie de l'ensemble, consacré à la période située entre le milieu du XVI^e et le début du XVII^e siècle. Elle permet de mettre l'accent sur la longue et difficile mise au point de l'appareil censorial, central et périphérique, et de dévoiler la compétition violente qui s'engage à cette occasion entre les différentes institutions ecclésiastiques.

Ce livre s'inscrit dans le contexte ouvert par deux événements qui ont bouleversé les études sur la censure : la publication de la somme des *Index des livres interdits*¹, et l'ouverture officielle, le 23 janvier 1998, des archives de la Congrégation de la doctrine de la foi, contenant les fonds de l'Inquisition et de l'Index. Alors que les archives de l'Inquisition ont été en grande partie détruites ou vendues par les autorités ecclésiastiques en 1815, au moment de la restitution par la France des archives de la papauté – après l'épisode du

transfert napoléonien –, celles de la congrégation de l'Index sont quant à elles demeurées à peu près intactes.

L'ouvrage propose d'abord un examen global de l'application de la censure à d'autres disciplines que celui de la théologie, dans des domaines aussi divers que l'astrologie (Ugo Baldini), la littérature spirituelle (Edoardo Barbieri), les traités sur les duels (Claudio Donati), le Talmud (Fausto Parente), la littérature italienne (Ugo Rozzo) ou encore le corpus juridique (Rodolfo Savelli). Sans doute ces études permettent-elles de prendre toute la mesure des conséquences désastreuses de l'extension du domaine de la censure religieuse sur la culture italienne. Dans certains cas toutefois, ces effets jettent une lumière oblique sur l'histoire des savoirs. U. Baldini montre ainsi que, dans sa tentative pour forger des arguments capables de faire le départ entre l'astrologie judiciaire – qu'elle condamnait – et l'astrologie naturelle, l'Église a contribué à l'autonomisation du savoir astronomique ou météorologique.

Contrairement à ce que pouvait suggérer le traitement thématique, l'ouvrage entend se démarquer de l'idée selon laquelle le contrôle de l'Église post-tridentine aurait progressé inexorablement jusqu'à couvrir tous les champs du savoir. On peut éventuellement regretter que l'organisation de l'ouvrage ne rende pas pleinement justice à la nouveauté de l'approche préconisée par G. Fragnito. Néanmoins l'ensemble des contributions dialogue efficacement avec les questionnements abordés par son article inaugural et dont la thèse, paradoxale mais efficace, pourrait s'énoncer ainsi : la censure ecclésiastique a eu des conséquences d'autant plus catastrophiques sur la culture italienne qu'elle n'a pas bien fonctionné.

En effet, comme l'indique l'histoire chaotique des index, en particulier celui de Clément VIII étudié par G. Fragnito, l'Église n'a pas su se doter d'une politique cohérente de censure. La pluralité et la concurrence des centres de décision (Congrégation de l'Index, Congrégation de l'Inquisition et Maître du Sacré Palais), le rôle déterminant d'un pape issu ou non des rangs de l'Inquisition (bien illustré également dans l'article de F. Parente

sur le Talmud), l'influence d'hommes étrangers à l'appareil de censure, la politique étrangère de la papauté, enfin, sont autant d'éléments qui ont empêché la définition par l'Église d'une véritable politique censoriale. En outre, les ambitions romaines se sont heurtées à l'incapacité des structures locales à relayer efficacement leurs instructions, notamment en ce qui concerne le travail de révision et de correction des œuvres. Les traités sur les duels étudiés par C. Donati fournissent un bon exemple des hiatus qui naissent entre Rome et les institutions périphériques autour de ces questions.

Les causes de l'échec du bon fonctionnement de la censure furent multiples : l'absentéisme des évêques, auxquels la Congrégation de l'Index avait souhaité confier la direction de « congrégations » locales chargées de la censure, le refus de payer les consultants, privés ainsi de toute dignité institutionnelle, ou encore la mauvaise grâce des universités et des académies, sommées de collaborer à une entreprise peu gratifiante et décourageante. L'ensemble de ces éléments ne permit pas que se mette en place un réseau de surveillance et de correction efficaces sur l'ensemble de la péninsule. La publication de l'*Apparatus sacer* du jésuite Antonio Possevino (1533-1611), étudié par Luigi Balsamo, est un exemple éloquent de la lenteur des censeurs romains auxquels il fallut un an pour corriger les articles correspondant à la lettre « A » du manuel bibliographique. Loin d'être favorables aux auteurs, ces blocages suscitérent une auto-censure, née de la terreur d'être interdit : le caractère illisible de la logique censoriale, l'absence d'un horizon de contraintes clairement identifiable et l'application du critère d'hérésie à tous les types de discours paralysèrent les auteurs, même les plus orthodoxes.

La contribution de L. Balsamo prend dans ce contexte tout son sens, puisqu'il envisage d'étudier les instructions de l'Église non pas à partir des index, mais en s'appuyant sur les manuels bibliographiques rédigés par A. Possevino. Sa *Bibliotheca selecta*, destinée à faire pièce à la *Bibliotheca universalis* du protestant Conrad Gesner (1545), propose à la fois un corpus sélectionné d'ouvrages parfaitement orthodoxes, insérés dans un système des

savoirs obéissant aux critères post-tridentins, et les procédures concrètes et très précises selon lesquelles les autorités responsables de l'encadrement et de l'éducation des fidèles doivent appliquer la censure. Le jésuite s'inscrit ainsi dans le camp de ceux qui, au sein de l'Église, militèrent pour une politique censoriale efficace, capable d'utiliser et de canaliser l'imprimé plutôt que d'en paralyser la diffusion.

On peut bien sûr penser que les dysfonctionnements chroniques de la censure religieuse servaient en dernière analyse les intérêts de l'Église, puisque, en contrôlant toute publication, ils contrariaient la parution d'énoncés hétérodoxes. Mais, d'une part, cette incurie a suscité des « réponses » d'une vio-

lence hardiment illicite de la part d'auteurs exaspérés et désespérés ; d'autre part, il est probable qu'elle a contribué à saper l'autorité de l'Église dans le champ des savoirs, invalidant à terme ses capacités à y jouer son rôle d'instance légitimante. Cet ouvrage déplace ainsi l'approche traditionnelle, culturelle et judiciaire de la censure ecclésiastique et ouvre à l'analyse des perspectives particulièrement stimulantes qui doivent être confrontées avec l'examen, encore trop incomplet, de la censure civile.

CAROLINE CALLARD

1 - JESÚS-MARTINEZ DE BUJANDA (dir.), *Index des livres interdits*, Genève, Droz, 1985-1996.

